

Prolétaires
de tous les pays,
unissez-vous!

LA LUTTE DE CLASSES



Revue théorique mensuelle
de la Ligue Communiste

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

NUMÉRO DOUBLE 40-41

JUILLET-AOÛT 1932

PRIX : **3 FRANCS**

AU SOMMAIRE

L. Trotsky : Ne touchez pas
à Rosa Luxembourg!

Lettre de Moscou

A propos du Congrès de Genève

Les communistes et la lutte contre
la guerre

Depuis cinq mois « La Lutte de Classes » paraît avec régularité, toutefois poursuivre cet effort est impossible sans l'aide systématique de nos amis.

Trop nombreux sont les abonnés qui tardent à renouveler leurs abonnements, nous devons avertir les retardataires que nous ne pourrons plus leur assurer l'envoi du numéro prochain si leur situation n'est pas régularisée avant le 15 août.

Les négligences des amis et dépositaires de province à faire parvenir leurs comptes ne constituent pas un danger moindre pour notre revue. Nous devons, à partir d'Août, supprimer les envois aux amis et dépositaires qui n'auraient pas rendu leurs comptes.

*
**

Nous devons à nouveau le répéter : S'abonner, recueillir des abonnements, nous envoyer des listes d'adonnés possibles c'est nous aider, le négliger c'est entraver notre action, c'est nous combattre.

Que chaque lecteur le comprenne !

La bureaucratie centriste aux abois

L'« assommade de Bullier » marque une nouvelle étape dans le processus de pourrissement et de décomposition du centrisme stalinien.

On connaît les faits. La direction du parti, 9 jours après le coup d'État de Von Papen contre le gouvernement de Prusse, avait convoqué le prolétariat parisien à un meeting à la salle Bullier, soi-disant pour manifester sa solidarité envers le prolétariat allemand, déjà courbé sous le talon de la dictature militaire et directement menacé par la marche des fascistes vers la prise du pouvoir.

L'opposition de gauche, qui depuis huit mois a inlassablement appelé l'attention du parti et de l'I.C. sur la situation allemande en indiquant les moyens appropriés pour réaliser l'union de combat de la classe ouvrière et pour écraser le fascisme, avait fait savoir, par affiche, qu'elle interviendrait au meeting pour demander la parole, dans la volonté d'aider le parti à surmonter son impuissance actuelle et à se placer rapidement sur des positions de lutte réelle, effective, contre le fascisme et contre ses complices de tout genre et de tout poil. C'était là non seulement un *droit* de la part de la Ligue, mais c'était un *devoir* qui lui était commandé par la gravité de la situation et par l'éclatante confirmation de la justesse des positions politiques que l'opposition de gauche avait pris face aux événements d'Allemagne.

Eh bien, à ce droit et à ce devoir de l'opposition de gauche, la direction centriste a décidé de répondre par l'assommade. Déjà le matin, des camarades avaient été prévenus par des éléments responsables de la 20^e Union régionale de la C.G. T.U. que pour le soir ils devaient préparer « l'ouate et la teinture d'iode ». Les mêmes « avertissements » avaient été donnés à d'autres camarades du 18^e.

C'est donc clair, que l'« assommade » était voulue, préparée, organisée à l'avance par la direction centriste. Du reste, la chose devint tout à fait évidente, le soir, au cours du meeting. L'attitude de Semard, de Thorez, etc., n'était pas celle d'éléments préoccupés des « excès » possibles du « service d'ordre », au contraire : leur préoccupation était que, malgré les ordres donnés, le « service d'ordre » ne répondit pas avec une suffisante brutalité contre les oppositionnels de gauche. Avec des affirmations grossièrement mensongères, avec la falsification éhontée des positions de l'opposition de gauche, avec des insinuations canailles, avec des gestes et des actes, Semard, soutenu par Thorez et le bureau, s'est livré, tout au long de son intervention, à une provocation constante, soutenue, effrontée contre l'opposition de gauche, et à l'incitation du « service d'ordre » à faire « son

devoir » contre les oppositionnels. Les résultats ne se sont pas fait attendre. Nos camarades ont été pris par le « service d'ordre », assommés à coups de poing et de pied, battus jusqu'au sang et jetés, sous les yeux ricanants des flics de Chiappe, hors de la salle. La sauvagerie centriste est allée jusqu'à continuer à battre à coup de poing dans les reins et dans la tête un jeune camarade qui, évanoui par les coups reçus précédemment, était transporté dehors.

Soulignons, en passant, que ce jeune camarade a été particulièrement visé parce que, quelques semaines auparavant, il avait, au nom des étudiants, pris la parole au congrès contre la guerre, organisé par la région parisienne, et s'était déclaré d'accord avec la résolution proposée, à cette occasion, par l'opposition de gauche.

*
*
*

Pour tenter de justifier son agression sauvage, sa conduite et sa repoussante lâcheté, l'appareil a essayé de s'excuser en disant que « l'opposition de gauche » ne représente personne. Pitoyable argument, car, s'il exprimait la réalité, il servirait seulement à aggraver sa position morale et à lui donner, purement et simplement, une allure de Don Quichotte enragé.

Mais la réalité est bien autre. La réalité c'est que la fraction centriste avait et a la conscience que, à travers l'opposition de gauche, c'était le prolétariat lui-même qui demandait la parole pour faire le bilan de la politique que, aussi sur la question allemande, la fraction stalinienne a imposée au parti et pour en tirer les conclusions nécessaires. Or, ce bilan, la fraction centriste n'ose pas le faire, ni au sein du parti, ni devant toute la classe ouvrière ; car il ne servirait qu'à démontrer son aveuglement criminel, son irresponsabilité et sa faillite en tant que guide conscient du prolétariat.

Le développement de la situation allemande, avec autant de force, mais avec des conséquences encore plus graves, que l'étranglement de la Révolution chinoise et la capitulation au sein du Comité anglo-russe, fait table rase de tous les fanatismes et de tous les schémas, qu'au cours de ces dernières années, les bureaucrates de l'I.C. et de ses sections ont tiré de leur tête. Ce développement démontre la contradiction criante entre l'analyse de la situation faite par la fraction centriste et la situation elle-même, entre la tactique préconisée et celle imposée par la réalité, entre les « mots » et les « faits », et nous fait voir cette bureaucratie qui prétend à l'infaillibilité, sous forme d'un ballon secoué par tous les vents.

Quelle était, par exemple, l'analyse des forces en présence faite par la direction du Parti communiste allemand? Que nous disait cette direction par la bouche de Remmele et de Thaelman? Le fascisme? s'exclamait Remmele, il peut très bien aller au pouvoir. Il s'usera vite, très vite. Trois mois d'expérience suffiront pour que le prolétariat allemand se débarrasse définitivement de lui. Et après le fascisme, ce seront nous, ce sera le prolétariat allemand qui prendra le pouvoir. Voilà ce qu'a dit, et n'a jamais désavoué Remmele. Et Thaelman a ajouté que « l'arbre fasciste ne doit pas nous empêcher de voir la forêt social-démocrate ».

Le centrisme stalinien continue à s'acharner contre la théorie de la capitulation de la social-démocratie allemande, théorie appelée du « moindre mal »; mais, en réalité, il n'a fait qu'appliquer lui-même cette théorie. Seulement, tandis que pour la social-démocratie, le « moindre mal » c'était Hindenbourg par rapport à Hitler, pour la direction centriste, le « moindre mal », c'était Hitler par rapport à la social-démocratie. C'est justement pour cela que cette direction, au lieu de concentrer le feu du Parti contre le fascisme et de battre la social-démocratie par la démonstration pratique qu'elle se refuse de s'unir à lui pour la lutte commune contre l'ennemi commun de tout le prolétariat (tactique indiquée par l'opposition de gauche), a concentré le feu contre la social-démocratie jusqu'au point de voter, à l'occasion du referendum prussien, comme les fascistes pour faire échec au gouvernement social-démocrate. C'est encore comme conséquence de cette position de la direction, qu'au second tour des élections pour le Landtag de Prusse, de nombreux électeurs communistes ont voté pour Hitler pour battre la social-démocratie.

L'analyse des forces en présence, faite par la direction centriste, était donc non seulement fautive, car elle voyait dans la social-démocratie, qui battait visiblement en retraite devant le fascisme, l'ennemi principal, mais elle se traduisait aussi dans le désarmement politique du prolétariat contre le fascisme, car celui-ci, disait-on, « ne se serait pas maintenu trois mois au pouvoir et après lui, ça aurait été au prolétariat d'instaurer sa dictature »!

Nous ne parlerons pas de la tactique du front unique. Sur ce point la question est déjà réglée. Toutes les contorsions et les ergotages centristes ne pourront rien devant l'éloquence des faits. Après avoir dénoncé comme traîtres, agents de la bourgeoisie, contre-révolutionnaires, etc., quiconque soutenait la nécessité, pour le Parti, de revenir à la tactique du front unique, telle qu'elle avait été pratiquée par l'I.C., sous la direction de Lénine et Trotsky, le Parti communiste allemand, après le premier pas fait par l'organisation de Berlin-Brandebourg et, sur le terrain parlementaire, par le groupe communiste à la Diète prussienne, a adressé ouvertement, au parti socialiste allemand, à la confédération générale des syndicats

(réformistes) une proposition de front unique pour la grève générale contre le gouvernement von Papen, pour le désarmement des bandes fascistes, pour la défense des libertés ouvrières, etc.

Nous savons très bien que cette proposition de front unique pour la grève générale, venue seulement après le coup d'Etat en Prusse, après la proclamation de l'état de siège, et sans avoir littéralement rien fait ni au point de vue politique ni au point d'organisation pour la préparation d'une telle bataille, n'avait, en réalité, d'autre but que celui de masquer la faillite de la politique suivie jusqu'alors par la direction centriste, mais cela n'enlève rien au fait que, par la pression de toute la situation, la direction du Parti communiste allemand, a su abandonner sa position de principe — dressée sur les épaules bien fragiles de la théorie du social-fascisme — contre la tactique de front unique d'organisation à organisation, et a dû se porter sur la position de principe défendue par l'opposition de la gauche.

Pour la contradiction, enfin, entre les « mots » et les « faits » il suffit, malheureusement, de répéter que l'appel à la grève générale n'a été entendu par personne ni dans la région de Berlin ni dans les autres régions de l'Allemagne, pour avoir la démonstration que les grands mots du centrisme ne servent qu'à voiler sa formidable impuissance.

Voilà une esquisse du bilan de la direction du Parti communiste allemand. Mais, pour ce qui concerne la direction du Parti français, il y a bien d'autres choses à dire. Pendant des mois et des mois, cette direction, les Semard, les Thorez et Cie, ont tout simplement ignoré qu'il y avait « quelque chose » en Allemagne. Jusqu'à quelques semaines avant le coup d'Etat de von Papen, il était pratiquement défendu, au sein du Parti communiste de France, de parler de la situation allemande. Quiconque, au sein d'une cellule ou d'un rayon, se hasarderait à parler de l'Allemagne, était vite soupçonné de « trotskysme » et menacé d'être mis à la porte. Au cours de deux conférences, dites d'information, sur la situation allemande (conférences convoquées pour « parer » à la campagne de la Ligue sur le même sujet), au lieu de parler de l'Allemagne, les orateurs du Parti n'ont su qu'accumuler bêtises sur bêtises et calomnies sur calomnies contre l'Opposition de gauche, contre les trotskystes. Il y a plus : à l'assemblée d'information de la Région parisienne, tenue peu avant le coup de force contre le gouvernement prussien, Semard, s'est violemment dressé contre les « voltigeurs trotskystes » qui « découvrent la Chine, puis l'Espagne, puis l'Allemagne, qui chaque fois découvrent aussi une situation décisive, qui voltigent d'un point à l'autre du monde au mépris d'un examen dialectique d'ensemble, traduisant ainsi leur impatience de petit-bourgeois éternels que guide la théorie antiléniniste (sic) de la Révolution permanente et de l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays ».

Voilà ce que disait Semard à l'assemblée d'in-

formation de la Région parisienne. Eh bien, l'encre n'était pas encore sèche sur l'organe qui publiait son rapport, que le coup d'Etat avait lieu en Prusse et que des événements décisifs, pour le prolétariat allemand et international et pour la Russie soviétique commençaient à se dérouler en Allemagne.

*
**

Après cela on comprend très bien pourquoi à Bullier, au lieu de donner la parole à l'Opposition de gauche (on n'avait demandé que *cinq minutes*), les Semard, les Thorez et Cie, ont eu recours à l'assommade. C'était la seule ressource qu'ils avaient à leur disposition pour tenter de cacher leur déroute politique, leur débandade. Mais, encore une fois, ils se sont trompés. L'assommade de Bullier, si elle a physiquement atteint l'Opposition de gauche, a frappé en pleine poitrine la frac-

tion stalinienne elle-même. Elle a démontré que le centrisme est aux abois. A la terreur au sein du Parti, à l'étouffement de toute discussion dans les rangs communistes, aux exclusions bureaucratiques, la fraction stalinienne qui sent se faire le vide autour d'elle, ajoute maintenant, l'assommade. C'est encore une étape de sa désagrégation politique. Il est fort probable que ce ne sera pas la dernière. Tant pis pour elle.

L'Opposition de gauche sait déjà à quelles infamies le centrisme stalinien est capable d'arriver contre elle, mais elle sait aussi que ces infamies ne feront que hâter la banqueroute stalinienne.

Elle sait encore que la justesse de sa politique a été une fois de plus confirmée par les faits, et qu'elle est la seule force capable de reporter le Parti aux principes et à la tactique léninistes. C'est pourquoi elle continuera inlassablement son travail. Elle redemande la parole, elle l'a et elle l'aura.



Déclaration

des bolcheviks-léninistes (Opposition de gauche de l'Internationale communiste) au Congrès mondial contre la guerre

Le danger d'une nouvelle guerre mondiale devient toujours plus manifeste. Les causes de ce danger ont été mises à nu par le marxisme d'une façon irréfutable.

Depuis déjà longtemps, les forces productives de l'humanité ont grandi aussi bien au delà des cadres de la propriété privée que des frontières des états nationaux. Le salut de l'humanité réside dans une économie socialiste basée sur une division internationale du travail. Sous l'influence de la direction conservatrice, le prolétariat n'a pas rempli sa tâche révolutionnaire. La guerre mondiale de 1914-1918 en fut le châtiment. Les champions démocratiques du développement pacifique, les adversaires des méthodes révolutionnaires portent la responsabilité directe pour les douzaines de millions de morts et de blessés de la boucherie impérialiste.

Les quinze années écoulées depuis ont démontré que le monde impérialiste n'a rien appris et rien oublié. Ses contradictions internes se sont encore aiguës. La crise actuelle a dévoilé un tableau effrayant de la décomposition sociale de la civilisation capitaliste, avec des symptômes clairs d'une gangrène commençante. Le salut de l'humanité est seulement possible par l'action chirurgicale de la révolution prolétarienne.

Les classes dirigeantes se tordent et se tourmentent dans l'étau de la situation sans issue. Les difficultés financières et la crainte des masses populaires les contraignent à chercher un soulagement dans des limitations d'armements. D'autre part, par l'élévation de murs douaniers toujours plus hauts, par le contingentement des importations, les dirigeants restreignent davantage le marché mondial, approfondissent la crise, aiguissent les animosités nationales et préparent de nouvelles guerres. Les partis réformistes qui, aujourd'hui comme hier, s'opposent à l'issue révolutionnaire dans la voie du socialisme, prennent à nouveau sur eux tout le poids de la responsabilité, aussi bien pour les misères de la crise que pour les horreurs approchantes d'une nouvelle guerre.

La contradiction entre les forces productives et les frontières nationales a acquis son caractère le plus aigu et le plus insupportable dans la vieille patrie du capitalisme, l'Europe. Avec son labyrinthe de frontières et de murailles douanières, avec ses armées hypertrophiées et ses dettes immenses, l'Europe de Versailles constitue une source permanente de danger de guerre. Ce n'est pas la bour-

geoisie, elle qui a ensanglanté et balkanisé l'Europe qui peut maintenant l'unifier. Pour cela, d'autres moyens et d'autres forces sont nécessaires.

Ce n'est que dans la seule Russie des tsars que le pouvoir a pu être arraché des mains de la bourgeoisie. Grâce à sa direction révolutionnaire, le jeune prolétariat russe a pu, pour la première fois dans l'histoire mondiale, montrer concrètement quelles possibilités inépuisables sont contenues dans le régime de la dictature du prolétariat et de l'économie planifiée. Les conquêtes gigantesques économiques et culturelles d'un pays arriéré devenu le pays des ouvriers et des paysans montrent où se trouve le chemin réel du salut pour toute l'humanité.

Nous attendons maintenant du gouvernement soviétique qu'il compte le second plan quinquennal par un large plan de collaboration économique avec les pays capitalistes avancés et qu'il développe devant les masses qui patissent sous le joug de la crise et du chômage des perspectives gigantesques de la puissance humaine. Aussi quels résultats pratiques immédiats aurait un tel plan, sa force d'attraction socialiste serait immense pour des millions et des millions de cerveaux de prolétaires.

Le régime social actuel dans le pays des Soviets est, bien entendu, encore très éloigné du socialisme. Mais sa signification incommensurable réside en ce qu'il se trouve sur la voie du socialisme. Il passera d'autant plus sûrement et plus tôt au socialisme que le prolétariat des pays avancés arrachera le pouvoir aux mains de la bourgeoisie et créera les prémisses définitives d'une nouvelle société qui ne peut être réalisée que sur la base internationale.

Le danger d'une guerre mondiale est un danger pour l'existence même du premier Etat ouvrier et paysan. Quelle que soit la cause et quels que soient les Etats entre lesquels la guerre éclaterait, dans son développement ultérieur, elle se tournerait inévitablement contre l'U.R.S.S. La bourgeoisie mondiale et européenne ne disparaîtra pas de la scène sans tenter d'opérer une transfusion de sang des artères du jeune Etat ouvrier dans celles de l'impérialisme agonisant.

Justement l'année passée a montré comment les flammes de la guerre rampent en même temps de l'Extrême-Orient et du proche Occident aux frontières de l'Union Soviétique. En même temps qu'il piétine l'indépendance de la Chine, le Japon édifie en Mandchourie une place d'armes pour frapper

les Soviets. L'antagonisme avec les Etats-Unis ne peut pas retenir les militaristes de Tokio, car, dans la guerre future avec les Soviets, ils ne se considèrent par avance que comme l'avant-garde de l'impérialisme mondial.

De l'autre côté, le coup d'Etat exécuté par Hindenbourg sur l'ordre de Hitler ne fraye pas seulement la voie pour le régime fasciste en Allemagne, mais ouvre aussi la perspective de la lutte à mort entre l'Allemagne fasciste et l'Union Soviétique. De formidables événements s'approchent pour l'Europe et pour le monde entier.

La lutte contre la guerre signifie, dans ces conditions, la lutte pour sauver des douzaines de millions de vie de nouvelles générations d'ouvriers et de paysans qui ont grandi depuis la grande boucherie, pour sauver toutes les conquêtes du travail et de la pensée, pour sauver le premier Etat ouvrier et tout l'avenir de l'humanité.

Mais d'autant plus grandiose est la tâche, et d'autant plus nécessaire est la clarté dans la question de sa solution. Bannir la guerre est facile, la vaincre est difficile. La lutte contre la guerre signifie la lutte contre ces classes qui dirigent la société et qui unissent dans leurs mains toutes les forces productives et toutes les armes destructrices. Par des réunions, par des résolutions, par de l'indignation morale, par des articles de journaux et par des congrès, la guerre ne se laisse pas supprimer. Aussi longtemps que la bourgeoisie disposera des banques, des entreprises, de la terre, de la presse et de l'appareil d'Etat elle pourra contraindre les peuples à la guerre, lorsque ses intérêts l'exigeront. Pour empêcher la guerre, il faut ôter le pouvoir à la bourgeoisie. Mais la classe possédante ne cédera pas le pouvoir sans lutte. Voyez l'Allemagne : dès qu'il s'agit des intérêts fondamentaux des possédants, la démocratie cède la place à la force ouverte. Le renversement de la bourgeoisie n'est possible que les armes à la main. Cela veut dire : à la guerre impérialiste, on ne peut qu'opposer la guerre civile.

Nous, bolcheviks-léninistes, rejetons et dénonçons absolument la différence mensongère entre la guerre « défensive » et la guerre « offensive ». Dans la lutte armée des Etats capitalistes, une telle différence ne représente qu'une couverture diplomatique et que duperie des masses. En réalité, il advient toujours que les brigands capitalistes mènent une guerre « défensive », même le Japon contre Shanghai et la France en Syrie et au Maroc. Le prolétariat révolutionnaire distingue seulement des guerres d'oppression et des guerres de libération. Le caractère de la guerre n'est pas défini pour nous par des falsifications diplomatiques mais par la classe qui mène la guerre et par les buts objectifs au nom desquels elle la poursuit. Les guerres des Etats impérialistes font, indépendamment des prétextes extérieurs et de la rhétorique politique, un caractère oppressif, réactionnaire et hostile au peuple. Le caractère de guerre libératrice ne peut être que celui des guerres du prolétariat et des nations opprimées. L'insurrection armée du prolétariat con-

tre les oppresseurs se transforme inévitablement après la victoire en guerre révolutionnaire de l'Etat prolétarien pour le renforcement et le développement de la victoire. La politique du socialisme n'est pas et ne peut pas être d'un caractère purement « défensif ». La tâche du socialisme est de conquérir le monde entier.

De ceci se déduit notre position vis-à-vis de toutes les formes du *pacifisme*, aussi bien du pacifisme purement impérialiste (Kellogg, Briand, Herriot, etc.) que du pacifisme petit-bourgeois (Roland, Barbusse et leurs partisans dans toutes les parties du monde). L'essence du pacifisme réside en ceci que, d'une manière hypocrite ou sincère, il condamne la force en général. En affaiblissant la volonté des opprimés, il sert par cela même la cause des oppresseurs. Le pacifisme idéaliste oppose l'indignation morale à la guerre comme un veau oppose son beuglement plaintif au couteau du boucher. Cependant la tâche réside en ceci : opposer au couteau de la bourgeoisie le couteau du prolétariat.

La force la plus influente du pacifisme est la social-démocratie. En période de paix, elle n'est pas avare de tirades bon marché contre la guerre. Mais elle reste sur le terrain de la « défense nationale ». Ceci tranche la question. Chaque guerre, de quelque manière qu'elle puisse commencer, menace chacune des nations belligérantes. Les impérialismes savent par avance que le pacifisme de la social-démocratie se transformera au premier coup de canon en servilisme guerrier et sera la plus importante réserve du militarisme. C'est pourquoi la lutte la plus intransigeante contre le pacifisme, la dénonciation de son caractère félon est le premier pas sur la voie de la lutte révolutionnaire contre la guerre.

La Société des Nations, la citadelle du pacifisme impérialiste, représente un groupement historique transitoire des Etats capitalistes où les plus forts commandent et achètent les plus faibles, rampent sur le ventre devant l'Amérique ou tentent de lui résister, où tous sont également ennemis de l'Union Soviétique et prêts, en même temps, de couvrir n'importe quel crime des plus forts et des plus rapaces parmi eux. Prendre la S.D.N. directement ou indirectement, aujourd'hui ou dans l'avenir, comme un outil de la paix, ne peuvent le faire que des aveugles politiques tout à fait perdus ou des empoisonneurs avérés de la conscience des peuples.

La question du prétendu « désarmement » n'a rien et ne peut rien avoir de commun avec la question de la suppression des guerres. Le programme du « désarmement » ne signifie qu'une tentative — jusqu'à maintenant sur le papier — pour diminuer en temps de paix les dépenses pour telle ou telle sorte d'armements. C'est avant tout une question de la technique militaire et de la caisse impérialiste. Les arsenaux, les usines de guerre, les laboratoires et enfin, ce qui est le plus important, l'industrie capitaliste en entier conservent dans tous les programmes de désarmement

leur force. Mais les hommes ne se combattent pas parce qu'ils ont des armes ; au contraire, ils forgent des armes quand ils doivent se combattre. En cas de guerre, toutes les limitations pacifiques tomberont de toute façon en poussière. Déjà en 1914-1918, les Etats ne combattirent plus au moyen de ces armements dont ils s'étaient pourvus en temps de paix, mais au moyen de ceux qu'ils fabriquèrent pendant la guerre. Ce ne sont pas les dépôts existants mais la capacité de production des pays qui est décisive. Pour les Etats-Unis, la limitation des armements européens en temps de paix est favorable pour manifester d'autant plus décisivement sa domination industrielle en temps de guerre. La bourgeoisie allemande tend à la réduction des armements pour égaliser ainsi les positions de départ en cas d'un nouveau conflit sanglant. Pour l'Allemagne, le « désarmement général » a la même signification que pour l'Italie la parité navale avec la France. Quelle forme tous ces plans prendront réellement, cela dépend de la combinaison des forces impérialistes, de l'état des budgets, des règlements financiers internationaux, etc., etc. La question du « désarmement » est un des leviers dans l'arène de l'impérialisme où se préparent de nouvelles guerres. C'est du pur charlatanisme que tenter de distinguer entre mitrailleuses, tanks, défenses et offensifs. Le programme américain est aussi dicté dans cette partie-là par les intérêts particuliers du militarisme américain, le plus effrayant de tous. La guerre n'est pas un jeu qui est mené selon des règles convenues. La guerre exige et crée toutes ces armes qui peuvent anéantir l'adversaire avec le plus grand succès. Le pacifisme petit-bourgeois qui voit dans les projets de désarmement de 10 %, de 33 % ou de 50 % le « premier pas » pour empêcher la guerre est plus dangereux que tous les explosifs et gaz asphyxiants, car la mélinite et l'hyperite ne peuvent accomplir leur travail que du fait que les masses populaires sont empoisonnées en temps de paix par les vapeurs pacifistes.

N'ayant pas la moindre confiance dans les programmes capitalistes de désarmement ou de limitation des armements, le prolétariat révolutionnaire pose une seule question : *dans quelles mains se trouvent les armes ?* Toutes sortes d'armes qui se trouvent dans les mains des impérialistes sont identiquement dirigées contre les classes laborieuses, contre les faibles nations, contre le socialisme, contre l'humanité. Par contre, l'arme dans les mains du prolétariat et des nations opprimées est le seul moyen pour nettoyer notre planète de l'oppression et des guerres.

La lutte pour la libre disposition des nations pour tous les peuples, c'est-à-dire pour toutes les parties de l'humanité qui se sentent des nations opprimées et qui tendent à l'indépendance est une des parties les plus importantes de la lutte contre la guerre. Qui soutient directement ou indirectement le régime des colonies et des mandats, la domination du capital britannique aux Indes, la domination du Japon en Corée ou en Mandchou-

rie, de la France en Indochine ou en Afrique, qui ne combat pas l'esclavage colonial, qui ne soutient pas le soulèvement des nations opprimées et leur indépendance, qui défend ou idéalise le gandhisme, c'est-à-dire la politique de la résistance passive dans des questions qui ne peuvent être résolues que par la force des armes, celui-là est, indépendamment de ses desseins, un serviteur, un avocat ou un agent des impérialistes, des esclavagistes, des militaristes et les aide à préparer de nouvelles guerres au nom de chaînes anciennes ou nouvelles.

La force principale contre la guerre est le prolétariat. Ce n'est que par son exemple et que sous sa direction que les paysans et les autres couches plébéiennes de la nation peuvent s'élever contre la guerre. Dans le prolétariat, deux partis luttent pour l'influence : le parti communiste et la social-démocratie. Les groupes intermédiaires (le S.A.P. en Allemagne, le P.U.P. en France, l'I.L.P. en Angleterre, etc., etc.) ne peuvent prétendre s'élever à un rôle historique indépendant. Dans la question de la guerre — qui est le revers de la question de la révolution prolétarienne — les oppositions inconciliables entre le communisme et le social-patriotisme atteignent leur acuité suprême.

Qui tente de mettre tous les programmes, tous les partis, tous les drapeaux dans un même sac au nom du pacifisme, c'est-à-dire de la lutte apparente et verbale contre la guerre, celui-là rend le meilleur service à l'impérialisme. Dans la question de la guerre, non moins que dans toutes les autres questions, le parti communiste doit s'efforcer d'arracher les masses ouvrières à l'influence dissolvante et démoralisante du réformisme.

Monde, l'organe de Barbusse, de Gorki et d'autres organisateurs du Congrès contre la guerre, poursuit une agitation systématique pour la fusion de l'Internationale communiste et de la Deuxième Internationale. Pour la lutte contre la guerre, Barbusse s'adresse de la même manière à Lénine et à Vandervelde. Cela signifie falsifier Lénine et réhabiliter Vandervelde. La politique de Barbusse et de ses partisans, nous la repoussons et nous la condamnons comme l'empoisonnement politique le plus dangereux. Nous considérons comme une faute sérieuse de l'Internationale communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge d'avoir remis l'initiative de convoquer la conférence aux mains de pacifistes sans principe et sans volonté.

Nous considérons la non-entrée de l'U.R.S.S. dans la S.D.N. comme tout à fait juste, aussi bien pratiquement que principiellement. Nous regrettons d'autant plus que l'Union Soviétique ait couvert de son autorité le pacte Kellogg, entièrement mensonger et dont le rôle est de ne « justifier » que les guerres qui correspondent aux intérêts américains.

Nous considérons comme également erronée la tendance de la diplomatie soviétique à embellir la politique de l'impérialisme américain, en particulier son initiative dans la question du désarme-

ment. Nous reconnaissons tout à fait l'importance pour l'U.R.S.S. de rapports économiques et diplomatiques normaux avec les Etats-Unis. Mais ce but ne peut être atteint par des capitulations verbales devant les manœuvres de l'impérialisme américain, le plus fort et le plus rapace de tous. Nous attendons de la diplomatie soviétique l'exposé clair et public de la question du danger de guerre et de la lutte contre celui-ci. Il faut à pleine voix avertir les peuples. Moins la diplomatie soviétique s'adaptera aux manœuvres des impérialistes dans cette question brûlante, plus hardiment elle élèvera sa propre voix, d'autant plus chaleureusement les masses ouvrières du monde entier répondront, et d'autant plus étroitement elles se lieront à l'U.R.S.S., d'autant plus sûrement elles la défendront contre le danger montant!

En même temps, nous estimons de notre devoir de déclarer ici ouvertement : maintenant, face au danger effrayant qui s'approche, il est nécessaire de réparer enfin les crimes de la bureaucratie stalinienne contre la Révolution et le communisme ; il faut libérer des prisons et de la déportation les milliers de bolcheviks-léninistes, les organisateurs de la Révolution d'Octobre, les créateurs de l'Armée Rouge, les participants de la guerre civile, les combattants révolutionnaires inflexibles. Pour la dictature du prolétariat et la Révolution mondiale, contre la guerre impérialiste, ils veulent combattre et ils combattront avec une énergie incomparablement plus grande que les pacifistes de salon et nombre de bureaucrates staliniens.

*
**

La politique du front unique dans la lutte contre la guerre exige une attention particulière et une persévérance révolutionnaire. Les partis communistes peuvent et doivent proposer ouvertement, sans intermédiaires douteux, à toutes les organisations ouvrières de coordonner leurs efforts dans la lutte contre la guerre. Pour leur part, les bolcheviks-léninistes proposent les points suivants sur la base desquels, avec la pleine garantie de l'indépendance des organisations et des drapeaux, des accords de lutte sont possibles :

1° Dénonciation des espoirs dans la S.D.N. ainsi que de toutes autres illusions pacifistes ;

2° Dénonciation des programmes capitalistes de « désarmement » qui servent à duper les peuples ;

3° Refus des votes du budget et de la conscription militaires aux gouvernants capitalistes. Pas un homme, pas un sou ;

4° Dénonciation du mensonge de la « défense nationale », car la nation capitaliste se défend par l'oppression et le dépècement des nations plus faibles ;

5° Campagne pour la collaboration économique avec l'U.R.S.S. sur la base d'un programme largement établi et à l'élaboration et à la réalisation desquelles les organisations de masse de la classe ouvrière devront être attirées ;

6° Dénonciation continuelle et systématique des intrigues impérialistes contre le premier et seul Etat ouvrier ;

7° Agitation contre la guerre dans les usines de guerre, parmi les soldats et les marins. Préparation de points d'appui révolutionnaires dans les industries de guerre, l'armée et la flotte ;

8° Education de l'Armée Rouge non seulement dans l'esprit de la défense courageuse de la patrie socialiste, mais aussi dans l'esprit de la disposition constante à venir en aide à la révolution prolétarienne dans les autres pays et aux soulèvements des peuples opprimés ;

9° Education systématique des masses laborieuses du monde entier dans l'esprit du dévouement le plus grand pour le premier Etat prolétarien. Malgré des fautes indubitables dans la politique de la fraction dirigeante actuelle, l'U.R.S.S. reste la patrie véritable du prolétariat international. Sa défense est le devoir inébranlable de chaque travailleur honnête ;

10° Explication infatigable aux ouvriers du monde entier que la société socialiste ne peut être établie qu'à l'échelle internationale et que le réel soutien de l'U.R.S.S. réside dans l'élargissement de la révolution prolétarienne mondiale ;

11° Pour les Etats-Unis soviétiques d'Europe ! Pour la Fédération socialiste mondiale ! Pour le communisme et la paix humaine perpétuelle !

Déclaration

faite par les délégués de la Ligue communiste,
à l'occasion du Congrès ouvrier et paysan contre
la guerre des 2 et 3 Juillet 1932

1. Depuis trois ans, la « crise » qui, en réalité, n'a cessé de se manifester depuis la guerre, sévit sur le monde. Partie des Etats-Unis, c'est-à-dire du pays que les économistes et les politiciens bourgeois et réformistes nous décrivent comme le paradis du capitalisme moderne, elle a vite progressé, s'est élargie jusqu'à embrasser toute l'économie mondiale. Aujourd'hui, il n'existe pas au monde un seul pays capitaliste qui ne soit atteint par la crise et qui ne voie menacés par elle son équilibre et son existence. Divers pays se trouvent dans des difficultés immenses, d'autres sont suspendus au bord de l'abîme. Les Etats qui sont en faillite peuvent désormais se compter par dizaines. La crise a littéralement fauché les bases économiques et financières sur lesquelles ils s'appuyaient jusqu'à il y a trois ans. D'autres demandent à grands cris un « moratoire » ; d'autres refusent de supporter plus longtemps les charges découlant des traités impérialistes ; et les plus forts eux-mêmes sont menacés de ruine par la ruine des autres. Jamais le monde capitaliste n'a été atteint par une crise aussi vaste, aussi profonde, aussi menaçante. Aucune crise n'a révélé avec autant de brutalité les antagonismes existant au sein de la société capitaliste et la contradiction flagrante entre les forces de production et leur forme d'appropriation capitaliste.

Les manifestations les plus crues de la crise sont sous les yeux de tout le monde. Plus de 30 millions de chômeurs au sein des divers pays capitalistes. L'appareil de production immobilisé à 20, 30, 40 % et plus de sa capacité productive. Les grandes masses de la classe ouvrière et de la population travailleuse réduites à l'indigence et à la famine. Comme leurs possibilités d'achat et de consommation sont extrêmement rétrécies, nous assistons non à l'écoulement des stocks existants mais à leur augmentation, et cela en dépit d'une forte diminution de la production. A cela s'ajoute une baisse ininterrompue des prix de gros, qui entraîne à la ruine non seulement des milliers de petits cultivateurs et de petits industriels, mais aussi des colosses de l'industrie et de la banque et, nous l'avons dit, même des Etats. En même temps que l'appareil de production existant tombe en ruine d'inanition, des nouveaux capitaux sont toujours investis par les divers groupes capitalistes pour fabriquer des nouveaux moyens, capables de vaincre la concurrence des groupes capitalistes rivaux. Au fur et à mesure que le développement des forces productives tend à unifier sous un signe commun l'économie des divers

pays et réclame l'utilisation du marché mondial, nous voyons surgir aux frontières de chaque Etat capitaliste des barrières presque infranchissables pour les produits des capitalistes étrangers. Hausse formidable des tarifs douaniers, contingentements, dumpings, voilà les mots d'ordre que le capitalisme de chaque pays combat avec acharnement chez les autres, mais qu'il cherche à utiliser en sa faveur.

2. La crise actuelle aiguise jusqu'au paroxysme les conflits entre les diverses puissances impérialistes. Chaque impérialisme se sent toujours plus à l'étroit dans ses limites actuelles. Vaincre, abattre les obstacles qui s'opposent à son développement ultérieur, est pour chaque impérialisme une question de vie ou de mort. Chaque impérialisme guette anxieusement ses rivaux et fait tous les efforts pour être capable de les saisir à la gorge. Les conférences que de temps en temps on convoque à Lausanne, à Genève ou ailleurs, soi-disant pour étudier les possibilités de désarmement ou du règlement des réparations et des dettes, ne sont, en réalité, que le décor derrière lequel se poursuit la lutte sourde et sans répit des divers impérialismes pour un nouveau partage du monde. De nouvelles sources de matières premières, de nouveaux marchés pour l'écoulement des produits, de nouvelles zones d'influence, de nouveaux peuples à exploiter jusqu'au sang, tel est le cri de chaque impérialisme. Mais comme il n'y a pas de « nouvelles » sources de matières premières, ni de « nouveaux » marchés, ni de nouvelles zones d'influence, ni de nouveaux peuples à spolier, alors la lutte est orientée dans le sens d'arracher aux autres ce qui est considéré comme vital pour soi-même.

Mais derrière les conflits qui opposent l'impérialisme américain à l'impérialisme japonais et anglais, l'impérialisme français à l'impérialisme allemand, italien et américain, l'impérialisme italien au yougoslave, l'impérialisme allemand au polonois, derrière l'entrecroisement des antagonismes et des conflits qui séparent sur la base de certaines lignes directrices principales tous les impérialismes entre eux, il y a un autre antagonisme, celui-là bien plus profond, plus radical et absolument irréciliable : c'est l'antagonisme entre tous les Etats impérialistes et la Russie des Soviets, patrie de tous les travailleurs. L'antagonisme qui oppose tous les Etats impérialistes à la Russie soviétique n'est pas seulement l'antagonisme déterminé par la convoitise des sources de matières premières qui se trouvent en U.R.S.S. et de l'énorme marché

d'écoulement qui serait constitué par la Russie, mais c'est avant tout et surtout un antagonisme de classe : l'antagonisme entre la classe bourgeoise et le prolétariat mondial qui, dans le secteur russe, a réussi à imposer son pouvoir. Cet antagonisme prime inéluctablement sur celui qui sépare les divers impérialismes entre eux. C'est pourquoi nous assistons à un marchandage continu entre les divers impérialismes, marchandage dont l'objet est la Russie soviétique. On fait l'impossible pour s'accorder entre impérialistes, sur le dos de la Russie des Soviets. La Russie des Soviets, c'est comme la peau de l'ours, sur la répartition de laquelle les impérialismes des divers pays tâchent de se mettre d'accord.

Justement parce que la guerre contre l'U.R.S.S. est une guerre de classe, toute attaque contre la classe ouvrière internationale est en réalité un acte de guerre contre l'U.R.S.S., et *vice versa*. Seuls des gens qui ont rompu avec les principes du communisme peuvent croire que la défense de l'U.R.S.S. commence seulement là où commence la défense du territoire soviétique. Lorsque Staline, devant la marche des troupes japonaises en Mandchourie, a affirmé que l'armée rouge défendait au prix de son sang chaque pouce du territoire soviétique, il confirmait encore une fois — comme jadis avec la théorie du socialisme dans un seul pays — sa rupture avec l'internationalisme prolétarien. En réalité le but de l'armée rouge ne doit pas être seulement celui de défendre au prix de son sang chaque pouce du territoire soviétique, mais celui de défendre partout où cela est possible les intérêts de classe du prolétariat. L'armée rouge n'est pas, ne peut pas être (à moins de cesser d'être rouge) uniquement l'armée qui préside à la sécurité du territoire russe, mais l'armée qui préside aux intérêts de classe du prolétariat mondial. L'armée rouge n'est pas l'armée « nationale » de la Russie, mais l'armée de classe, l'armée du prolétariat international. Poser autrement le problème, c'est rompre avec le marxisme, c'est rompre avec l'internationalisme prolétarien, qui nous a été enseigné dans la théorie et dans les actes par Lénine. C'est ne pas comprendre la signification de la guerre contre l'U.R.S.S. et ne pas voir par quels moyens on peut la défendre.

La guerre contre l'U. R. S. S. n'est pas une « guerre », mais c'est une contre-révolution. Et la contre-révolution ne commence pas lorsque les armées impérialistes franchissent les frontières de l'U.R.S.S., mais commence sur l'arène mondiale là où le prolétariat est battu. Lorsque la bourgeoisie, après la guerre, réussit à écraser la révolution hongroise, la révolution finlandaise, la révolution allemande, elle porta, par là même, des coups formidables à la Russie soviétique. L'écrasement du prolétariat italien par le fascisme, l'étranglement de la révolution chinoise, voilà encore autant de batailles gigantesques perdues pour le prolétariat international et pour la Russie soviétique. Donc le problème de la défense de l'U.R.S.S. est en même temps le problème de la défense du prolétariat mondial contre l'impérialisme mondial.

3. A l'heure actuelle, nous nous trouvons en face d'un double danger de guerre : guerre entre impé-

rialistes, déterminée par la nécessité de modifier radicalement les rapports de forces existant entre eux pour une nouvelle répartition du monde, et guerre de l'impérialisme contre la Russie soviétique, déterminée par la volonté impérialiste d'écraser le prolétariat, de le frapper au cœur de sa forteresse la plus redoutable, pour pouvoir surmonter ses difficultés ultérieures. Quoique différents, ces deux problèmes sont étroitement liés l'un à l'autre, ne fusse que parce que la classe fondamentale qui peut lutter dans les deux cas, c'est toujours le même : c'est le prolétariat.

Les menaces de guerre se sont extrêmement rapprochées de nous, la guerre flambe déjà en Chine et en Mandchourie, non seulement parce que l'impérialisme a un besoin urgent de résoudre ses problèmes intérieurs, mais aussi parce qu'il croit avoir maîtrisé l'ennemi le plus redoutable pour son action, c'est-à-dire le prolétariat.

4. Le prolétariat est la seule force qui puisse réellement s'opposer à la guerre, non seulement parce qu'il est la seule classe dont les intérêts concrets et historiques sont irréductiblement opposés à la guerre impérialiste, mais parce qu'il est aussi le seul qui, par son rôle dans le processus de production, par sa concentration, par son poids dans l'armée et par sa conscience politique, peut déjouer les plans de l'ennemi de classe. La bourgeoisie elle-même est tellement convaincue de cela que, dans ses plans de préparation de guerre, il n'y a pas que moyens matériels, mais il y a avant tout la maîtrise, par la corruption ou par la violence, ou par les deux ensemble, du prolétariat. Avec un prolétariat décidément hostile à la guerre et conscient de la tâche qui lui revient en cas de conflit, la bourgeoisie entrera dans la guerre dans les pires conditions pour elle. C'est pourquoi l'existence de la Russie soviétique, patrie de tous les travailleurs, et l'existence des partis communistes et du bouillonnement révolutionnaire dans de nombreux pays, est incontestablement, dans la période actuelle, un des faits qui font hésiter la bourgeoisie de tous les pays dans sa marche à la guerre. Mais, d'autre part, on ne saurait fermer les yeux à la réalité. Depuis de longues années, les rapports de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat n'ont cessé de se modifier en faveur de la bourgeoisie. Au sein des pays capitalistes, c'est la bourgeoisie qui mène l'offensive contre les conquêtes du prolétariat. A cette offensive, le prolétariat résiste péniblement et de façon dispersée. Cela signifie que le prolétariat n'est pas une entité abstraite métaphysique, mais une classe réelle qui agit et se meut dans un milieu déterminé et avec des moyens et des formes qui sont commandées par les circonstances. Il serait entièrement faux de croire que le prolétariat s'opposera résolument à la guerre ou saura en profiter pour la transformer en guerre civile, abattre la bourgeoisie et instaurer sa dictature simplement parce qu'il est le prolétariat et que ses intérêts sont opposés à la guerre impérialiste. Non, le prolétariat s'opposera à la guerre impérialiste dans la mesure où il sera politiquement uni sous le guide de son parti révolutionnaire, du P. C. ; et il sera politiquement groupé

autour du P.C. dans la mesure où celui-ci saura démontrer dans les faits qu'il est son avant-garde combative et son guide ferme et éclairé.

5. C'est pourquoi le problème décisif est celui de la politique du parti du prolétariat. Un exemple typique de cette politique, nous l'avons dans l'initiative du Congrès de Genève, contre la guerre menaçante. Ce problème intéresse avant tout le prolétariat. C'était donc au prolétariat, pour lui, à son organisation politique révolutionnaire, à l'I.C., de prendre l'initiative et la direction de la lutte contre la guerre. Au lieu de cela, l'I.C., en tant qu'organisation, se tait, comme elle s'est tue au cours de l'invasion japonaise en Mandchourie et à Shanghai, et en face de l'énorme danger de guerre contre l'U.R.S.S. qui est constitué par la menace de la prise du pouvoir par le fascisme en Allemagne. De cette façon, l'initiative du congrès mondial contre la guerre revient non à l'organisation politique révolutionnaire du prolétariat, mais à deux personnalités, à H. Barbusse et R. Rolland. A part le fait que Barbusse et Rolland sont — tout le monde en conviendra — bien loin de pouvoir représenter l'esprit révolutionnaire prolétarien dans la lutte contre la guerre, il reste le fait inouï et incroyable, s'il n'était là devant nos yeux, que l'I.C. se fait remplacer dans la lutte contre la guerre, c'est-à-dire sur un des problèmes capitaux pour le prolétariat, par deux personnalités indépendantes du mouvement prolétarien et imprégnées de pacifisme petit-bourgeois. Cela, ce n'est pas seulement une déviation opportuniste, mais c'est une véritable capitulation que Lénine n'aurait pas manqué de fustiger si quelqu'un avait osé la proposer de son vivant.

L'autre aspect de la politique du parti du prolétariat dont nous voulons parler, c'est celui du front unique, qui est le problème de la tactique pour s'approcher et pour gagner les masses. Sans les masses, il n'y a pas de lutte possible contre la guerre. Or, les partis communistes n'ont derrière eux qu'une fraction, et non la plus grande, du prolétariat. La majorité du prolétariat, du moins du prolétariat éveillé à la lutte de classes, est sous l'influence de la social-démocratie.

Il n'y a, il ne peut y avoir des communistes conscients qui se fassent d'illusion quelconque sur le rôle de la social-démocratie pendant la guerre. L'expérience de 1914 est, à cet égard, décisive. Mais plus décisive encore est l'expérience que la social-démocratie nous a fournie après la guerre. La social-démocratie est unie à la bourgeoisie. Il est donc inconcevable de supposer qu'elle puisse être contre la bourgeoisie dans une question aussi essentielle que la guerre. En cas de guerre, la social-démocratie se trouvera, comme en 1914 et comme maintenant, dans le camp de la bourgeoisie contre le prolétariat. Mais ce qui est clair pour nous, communistes, ce qui est clair pour tout révolutionnaire averti, n'est pas encore compris par les millions d'ouvriers social-démocrates. Comment le leur faire comprendre ? Voilà tout le problème.

L'I.C. et ses sections, en abandonnant la position de Lénine sur le front unique, position qui était devenue celle de l'I.C. pendant le III^e et le IV^e Con-

grès de l'I.C., se réclament aujourd'hui du front unique rien que par en bas. Cette position serait justifiée, paraît-il, par une transformation profonde survenue dans la social-démocratie qui, de parti de droite du prolétariat, serait devenue non seulement l'aile gauche de la bourgeoisie, mais un parti de la droite bourgeoise, un parti social-fasciste. L'opposition de gauche repousse à la fois et la théorie du social-fascisme et la tactique soi-disant de front unique rien que par en bas. La théorie du social-fascisme est démentie par le simple fait de la lutte impitoyable que le fascisme mène aussi contre la social-démocratie, tandis que la tactique du front unique rien que par en bas a montré qu'en réalité elle éloignait les masses social-démocrates du P.C. et les soudait encore plus aux cadres de la social-démocratie.

A la formule abstraite du front unique rien que par en bas, ou bien rien que par en haut, ou rien que par le milieu, l'opposition de gauche oppose la tactique du front unique tout court. Cette tactique se propose de donner au prolétariat, malgré les inévitables divisions politiques liées à son développement historique, la possibilité d'une lutte commune sur la base des revendications concrètes acceptées par toute la classe ouvrière ; elle se propose aussi de démontrer à tous les prolétaires que les communistes sont toujours disposés à s'unir à eux dans la lutte contre l'ennemi de classe, sans renoncer à aucune de leur position propre, mais aussi sans imposer aux autres aucune renonciation à leur position particulière. Par exemple, la social-démocratie internationale, dans ses récentes réunions de Zurich, s'est déclarée pour la lutte contre la guerre et « pour la défense de l'U.R.S.S. ». Pour les raisons que nous avons déjà indiquées, ce sont là indubitablement des affirmations mensongères, faites exprès pour berner le prolétariat et maintenir sur lui la plus grande influence possible. Mais comment démontrer cette tromperie au prolétariat ? Peut-être en se limitant à dire que la social-démocratie trompe le prolétariat ? Ce serait faire le jeu de la social-démocratie elle-même. Au contraire, il faut prendre la social-démocratie au mot et lui proposer, sur la base de ses propres affirmations, une action de front unique de lutte contre la guerre et de défense de l'U.R.S.S. Si la social-démocratie accepte, cela nous aidera à mettre en mouvement les masses ouvrières, mouvement dont les communistes se serviront pour le pousser toujours plus loin et pour poser devant le prolétariat des objectifs toujours plus élevés, en démasquant les dirigeants social-démocrates. Si, par contre, la social-démocratie refuse, les communistes auront la possibilité concrète de montrer aux ouvriers l'opposition qui existe entre les paroles et les actes de la social-démocratie et, par là, de les éloigner d'elle en les gagnant à notre cause. C'est FA B C de la tactique communiste.

6. Mais la lutte contre la guerre impérialiste n'est pas une lutte séparée par une espèce de muraille de Chine de la lutte générale du prolétariat. Lutter contre la guerre signifie lutter avant tout pour soustraire le prolétariat à l'influence de la bourgeoisie,

soit que cette influence s'exerce directement, soit qu'elle se manifeste à travers la social-démocratie. Mais on gagne l'influence sur les masses, on réalise leur unité politique non à travers la simple activité de propagande, mais surtout par le canal de l'activité politique. Cette activité doit se manifester de façon ininterrompue, tous les jours, en se basant sur les problèmes immédiats, sur les intérêts vitaux du prolétariat. Mobiliser les masses ouvrières pour la défense des salaires, contre les assurances sociales, pour la défense de leurs libertés conquises au sein de la démocratie bourgeoise, c'est déjà les mobiliser contre la guerre.

Mais la situation en Allemagne domine aujourd'hui la question de la guerre. De la victoire ou de la défaite du fascisme en Allemagne dépendra la victoire ou la défaite de la révolution dans le monde pour toute une série d'années. Ecraser le fascisme en Allemagne signifierait, sans aucun doute possible, lutter contre la guerre mille fois plus efficacement qu'en convoquant dix congrès « contre la guerre ». Ecraser le fascisme en Allemagne signifie surtout briser dans les mains de l'impérialisme mondial un instrument redoutable dirigé contre le prolétariat et, plus directement, contre l'U.R.S.S. Cela signifierait écarter pour longtemps, grâce au renforcement du prolétariat, la menace de guerre impérialiste en général et la menace d'agression contre l'U.R.S.S. en particulier. Malgré toute la bonne volonté possible, on ne peut pourtant pas démontrer que la politique du P.C. allemand ait été et soit encore une politique capable d'entraîner les larges masses à la lutte pour barrer la route au fascisme. A une juste analyse de la situation, on a substitué une analyse entièrement fautive (voir la formule de Thaelmann selon laquelle l'arbre fasciste empêcherait de voir la forêt social-démocrate, indiquant par là que le véritable ennemi qu'il fallait combattre avec la plus grande vigueur n'était pas le fascisme, mais la social-démocratie), et à une politique claire et cohérente, à une politique consciente de front unique, on a substitué avec la formule de la « révolution populaire », avec la théorie du social-fascisme, avec la participation au plébiscite exigé par les fascistes en Prusse, avec la proposition de voter pour un président social-démocrate ou du centre au Landtag prussien, un spécimen de pure marque centriste, tourné tour à tour vers l'opportunisme de droite et vers le gauchisme le plus enfantin.

Avec une politique pareille, la responsabilité du parti (et celle de l'I.C.) sera pleinement établie en cas de triomphe du fascisme en Allemagne et elle sera pleinement établie aussi pour ses conséquences inévitables qui vont de l'écrasement du prolétariat allemand au recul ultérieur du prolétariat international, au renforcement inouï de l'impérialisme du monde entier et à la guerre d'agression contre la Russie. Le triomphe du fascisme en Allemagne aura pour le mouvement révolutionnaire du monde entier, y compris l'U.R.S.S., des conséquences incomparablement plus funestes que l'écrasement de la révolution chinoise dans lequel le centrisme porte une responsabilité ineffaçable.

Mais la partie est loin d'être perdue en Allemagne. Le P.C. peut encore devenir le moteur puissant et le guide de millions de prolétaires allemands dans leur lutte contre le fascisme. Comment ? En modifiant radicalement sa tactique de front unique.

Il a suffi, par exemple, que la direction du P.C. de la région de Berlin-Brandebourg avance une proposition de front unique aux organisations correspondantes du parti social-démocrate et du Reichsbanner (nous tenons la nouvelle de l'*Humanité*), il a suffi de ce simple fait pour renforcer immédiatement la position du parti comme guide de la lutte contre le fascisme. Mais dans cette voie, la direction du P.C.A. ne semble pas poursuivre avec fermeté et conséquence. Pourtant, c'est cela la voie qui est réclamée par des millions d'ouvriers allemands, c'est la voie qu'ils tracent avec leur sang, en combattant contre le fascisme, c'est la voie qui peut empêcher la défaite et donner la victoire. Tout congrès copié la guerre, tout appel à la défense de l'U.R.S.S., ne sera que bavardage si on ne revient pas à la tactique du front unique telle que l'a préconisée Lénine et telle qu'elle fut sanctionnée par les III^e et IV^e Congrès de l'I.C.

7. Bien entendu, les tâches que nous avons esquissées sont loin de représenter toutes celles d'une lutte féconde contre la guerre. Mais aujourd'hui elles en constituent l'axe fondamental. Au cours de la lutte pour le renversement de la bourgeoisie, le P.C. doit préparer des couches toujours plus larges de travailleurs à l'action défaitiste révolutionnaire en période de guerre et pour cela combiner justement la lutte légale et illégale. Les communistes repoussent toute idée semi-pacifiste sur la possibilité d'empêcher la guerre par des manifestations ou grèves de la classe ouvrière. La guerre impérialiste ne peut être vaincue que par le renversement de la bourgeoisie avant son déclenchement ou par sa transformation, si elle éclate, en guerre civile.

8. Dans la période actuelle, et en liaison avec la crise de la bourgeoisie internationale, il faut mettre au premier plan l'exigence d'une collaboration économique élargie avec l'U.R.S.S., sous le contrôle ouvrier. En même temps, l'U.R.S.S. doit démasquer la conférence du désarmement en se retirant de son sein et en refusant sa collaboration à une conférence de pillage et de surarmement.

9. Dans tous les problèmes soulevés ici, les tâches du prolétariat français sont multiples : démasquer jour par jour les préparatifs de guerre de l'impérialisme, grouper le prolétariat à la lutte pour les libertés ouvrières, pour la défense des salaires, contre le chômage, éduquer les communistes dans l'esprit d'une lutte systématique contre la guerre, préparer le soutien de la révolution allemande en accentuant la crise de l'impérialisme français, en examinant concrètement la question des transports de troupes et de munitions (tant pour l'Allemagne que pour l'Extrême-Orient), etc., exiger la collaboration étroite avec l'U.R.S.S. sous le contrôle direct des organisations ouvrières, etc., telles sont quelques-unes des questions qui doivent être traitées.

La politique du Congrès Rolland-Barbusse ou la voie de Lénine ?

GÉRARD

Comme l'opposition de gauche l'avait prévu, les contradictions internes du congrès Rolland-Barbusse et les manœuvres de coulisse l'ont déjà enlisé et déchiré plus qu'à moitié. Mais, de plus, elles portent la confusion dans les rangs communistes sur la conception de la lutte contre la guerre et sur l'action actuelle contre la bourgeoisie : cette confusion est lourde de conséquences.

Pour boycotter le congrès Rolland-Barbusse, les dirigeants socialistes ont rappelé les expériences du « Congrès international antifasciste » de 1929 à Berlin et des « Congrès contre l'oppression coloniale » de 1927 et 1929 à Bruxelles et Francfort. A nous, communistes, ces rappels évoquent d'autres souvenirs : la stérilité révolutionnaire absolue de ces assises dont le plus clair résultat a été de ravalier la façade de quelques Maxton. Mais cette année, l'importance d'un tel congrès se mesure à la gravité de l'heure, des menaces qui pèsent sur le prolétariat mondial, sur son bastion révolutionnaire, l'U.R.S.S.

Dans l'*Humanité* du 17 juin, Marcel Cachin appelait les ouvriers à saluer l'appel de Romain Rolland : « Je suis d'avis que le congrès doit être ouvert à tous les partis... », et il l'appuyait ainsi : « Mais surtout les deux organisateurs ont souligné avec force que pour donner au congrès son plein sens et une utilité réelle, la représentation des grandes organisations ouvrières de tous les pays était indispensable ». C'est la période où la bureaucratie centriste dirige tous ses feux contre l'aile gauche, contre la formation du front unique de combat sur le terrain de classe pour la lutte concrète contre le fascisme hitlérien menaçant. C'est la période où les bureaucrates comme Semard reprennent contre nous les arguments de Frossard et de Pioch contre Lénine et Trotsky en 1922 refusant vertueusement de « s'asseoir à la même table que les assassins de Rosa Luxembourg et de Liebknecht ». A la même période, la bureaucratie saluait « d'un énorme enthousiasme » le congrès qui devait réunir « la représentation des grandes organisations ouvrières » derrière le dos de deux littérateurs dont l'un est l'apologiste de Gandhi qui livre les ouvriers hindous aux fusils anglais et dont l'autre, coutumier de maquignonnages troubles, dirige « l'organe révolutionnaire indépendant » (Barbusse, *Monde*, 30 juillet) qui a fait campagne pour la fusion des partis socialistes et communistes.

Au moment où le front unique était indispensable pour servir, sur le terrain de classe, pour des objectifs immédiats et concrets, l'action véritable du prolétariat allemand, le « front unique » défiguré était réalisé honteusement, mais avec « un énorme

enthousiasme » pour « la lutte en général contre la guerre ». La question de la lutte contre la guerre n'est, disait Lénine, ni simple, ni claire, ni facile à résoudre. C'est par leur position confuse sur cette question essentielle que les partis socialistes et les centrales anarcho-syndicalistes d'avant-guerre ont trébuché et trahi — et qu'elles ont pu entraîner les larges masses ouvrières dans leur trahison. Un congrès convoqué sur la base « généreuse » de l'appel à tous les hommes de cœur par deux représentants littéraires du pacifisme vague présentait dès l'abord les risques les plus grands pour l'avant-garde de classe du prolétariat.

Qui réalise le front unique « par le sommet seulement » ?

La convocation et la préparation du congrès accumulent des manœuvres et des opérations diplomatiques qui ne peuvent que nuire finalement aux communistes : parce qu'elles ne se déroulent pas sur le terrain de classe, parce qu'elles ne sont pas menées ouvertement devant les ouvriers.

L'initiative du congrès placée entre les mains de Rolland et de Barbusse, il est néanmoins clair que la force motrice principale de la préparation du congrès a été l'I.C. et, en France notamment, notre parti. Cette constatation seule suffit à battre en brèche la thèse couarde et anticommuniste selon laquelle la convocation lancée au grand jour par notre parti aurait « effrayé » ou « détourné » du congrès de larges masses. Cela revient à placer au-dessus de l'action de classe du parti révolutionnaire le renom de deux écrivains bourgeois. Au contraire, l'alibi constitué par Rolland-Barbusse ne peut que dissimuler aux ouvriers les ressorts intimes du congrès et par conséquent faire le jeu de ceux qui ont toujours intérêt à maintenir la classe ouvrière dans l'ignorance et la passivité : les bureaucrates réformistes.

En effet, tandis que les deux protagonistes principaux du congrès appelaient au « congrès ouvert à tous les partis » et que le Parti communiste appelait les masses à se tourner vers ce congrès, une longue suite de sordides pourparlers se déroulait à l'insu de tous entre les protagonistes et les leaders de la II^e Internationale.

Alors que par une manœuvre qui se tourne forcément contre les révolutionnaires, l'invitation n'était pas officiellement et ouvertement adressée aux partis, mais selon une conception naïve ou retorse, en tout cas non-prolétarienne, « au-dessus des partis », des pourparlers de coulisse étaient engagés avec le président et le secrétaire de la II^e Internationale. L'invitation au congrès a été

envoyée par l'entremise de Challaye, membre du Bureau d'Initiative, « au président de l'Internationale Ouvrière Socialiste, au camarade Vandervelde » (Monde 16 juillet). Plus gravement encore, le bureau d'initiative du congrès préparait *« l'accord de tous les congressistes sans exception »* sur une motion commune, c'est-à-dire l'étouffement du congrès par une motion de confusion sur la question essentielle sur laquelle l'avant-garde communiste — et elle seule — défend les intérêts de classe du prolétariat contre la bourgeoisie et ses agents socialistes dans les rangs ouvriers.

Dans ce congrès contre la guerre, où *« l'accord de principe est impossible »*, le bureau d'initiative souhaitait *« imposer d'avance aux adhérents d'exclure du congrès les discussions politiques »* (Monde, 16 juillet), et pour parvenir sans douleur à la formule conclusive susceptible de réaliser l'accord de tous les congressistes sans exception, le texte de cette proposition était soumis par correspondance privée au bureau de l'I.O.S. pour obtenir par avance son accord. *« Nous vous soumettons cette proposition que Barbusse ira vous porter et nous vous prions de vouloir bien en discuter avec le Bureau de l'I.O.S. et les partis affiliés. »* (Lettre du 7 juillet de Rolland à Friedrich Adler.) Et le 8 juillet Barbusse avait avec Fritz Adler, à Zurich, un entretien qui *« a duré deux heures »*, qui a été *« du ton le plus cordial »* et au terme duquel Barbusse pensait que *« les préventions d'Adler étaient dissipées »*. Ainsi se nouait dans la coulisse la trame qui préparait en fin de compte l'exclusion de questions de partis (alors que sur la lutte contre la guerre, la question du parti communiste est la seule sauvegarde du prolétariat) et l'étouffement du congrès dans la glu pacifiste.

Mais les dirigeants de l'Internationale Socialiste qui servent implacablement la cause de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, mesurant à sa gravité la question de la position du prolétariat devant la guerre impérialiste, jaloux de ne pas abdiquer leur main-mise sur les millions d'ouvriers réformistes entre les mains d'intellectuels douteux et instables, ont repoussé avec hauteur et brutalité les propositions Rolland-Barbusse. Voilà pourquoi les correspondances privées et les négociations personnelles sont mises à nu. Si ce dossier est lu et compris des ouvriers communistes, ce malheur aura été bon à quelque chose.

Pourquoi les leaders de la II^e Internationale ont pu remplir leur rôle d'agents de la bourgeoisie

Il est clair que le mystère de ces négociations privées de « personnalités » irresponsables a facilité la répudiation brutale par les chefs réformistes des propositions Rolland-Barbusse. Ces chefs « responsables » de puissantes organisations ouvrières ont pu se donner les gants de repousser les propositions des « intellectuels de bonne foi » en opposant à leurs jérémiades le *« devoir, avant tout, de maintenir intacts et prêts au combat les grandes organisations »*. Intact signifiant, pour les chefs socia-

listes, indemne de tout contact avec l'avant-garde révolutionnaire. Ainsi les savantes manœuvres de personnes interposées se tournent au détriment de l'avant-garde communiste : car à des propositions faites au grand jour par les organisations groupant des millions d'ouvriers révolutionnaires sur des objectifs intéressant la classe ouvrière et accompagnées d'une campagne ouverte de front unique, les chefs socialistes n'auraient pas pu si facilement, ou avec si peu de dommage pour leur direction, répondre par une dédaigneuse fin de non-recevoir.

Mais la conception stérile et ultimiste du *« front ouvrier par en bas sous l'égide du Parti communiste et contre les chefs social-fascistes »*, non seulement s'accompagne en fait des compromissions dangereuses du *« front unique par le sommet seulement »* comme dans la scandaleuse préparation du congrès Rolland-Barbusse, mais encore paralyse l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. Depuis la guerre, le maintien de millions d'ouvriers dans les rangs de la social-démocratie, agence de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, pose à l'avant-garde révolutionnaire la tâche principale de mobiliser ces millions d'ouvriers, de les entraîner dans la lutte de classe, de les arracher à l'emprise de la social-démocratie. On ne peut ni nier cette tâche, ni s'y dérober par des imprécations et des combinaisons de coulisses. Pour remplir cette tâche, l'Internationale, du vivant de Lénine, a élaboré la tactique du front unique capable, en fait et en pratique, de mobiliser les larges couches du prolétariat dans l'action, de désagréger l'emprise des freineurs et des traîtres.

Cependant la bureaucratie centriste tente de ruser avec cette réalité historique. Les circulaires de la C.G.T.U. prescrivent pour la préparation du Congrès Rolland-Barbusse les convocations des *organisations réformistes locales et régionales seulement*. Prisonnière de ses théories falsifiées, elle tente d'effacer la réalité des organisations du prolétariat, de tourner la difficulté, de détacher ça et là quelques écailles de la carapace réformiste. De là la préparation d'un congrès auquel on fait adhérer les paysans et les paysans sur la base des réunions de quartier, de village, d'entreprises, où les inorganisés priment les organisations, où les armatures qui se sont constituées dans le prolétariat, au lieu d'être posées ouvertement et responsablement devant le prolétariat, s'effacent dans une masse irresponsable, noyée de loges maçonniques, de comités de vigilance fantômes, submergée des « grands noms » des intellectuels de la littérature et de la science bourgeoises. De là la préparation d'un congrès, auquel adhère peut être le rayon de Montluçon du Parti communiste (Monde, 30 juillet), mais dans la préparation duquel le Parti communiste, seule sauvegarde et seul guide du prolétariat contre la guerre impérialiste et dans la guerre impérialiste, ne parle pas haut et fort devant la classe ouvrière.

Voilà à quoi aboutissent les manœuvres habiles et les concessions contraires aux enseignements de Marx et de Lénine, de l'irresponsable direction centriste.

L'idéologie du Congrès Rolland-Barbusse contamine les rangs des ouvriers communistes

Cependant que la bureaucratie centrisme se félicite de sa « ligne » dans la préparation du congrès, en fait la preuve de son absence de sectarisme, une démonstration de l'application du front unique, tout le poids de la confusion pacifiste risque de retomber sur le Parti. Les appels enthousiastes à l'initiative Rolland-Barbusse, la mobilisation du Parti autour de l'initiative des deux pacifistes restent. Les réserves et les précautions oratoires de Thorez et de Cachin ne suffisent pas à les endiguer, même armées d'une phrase de Jaurès : « *L'Histoire se rit des prophéties désarmées.* » « *L'adhésion des communistes, dit Thorez, ne saurait être à aucun moment et à aucun degré une adhésion aux conceptions petites-bourgeoises pacifistes. Notre adhésion suppose tout au contraire une lutte idéologique et politique acharnée contre ces conceptions.* » Mais le poids de la préparation confuse, ses saluts enthousiastes, pèse trop lourd. Le désordre que cette politique fautive cause est trop grand. Contre les réactions de militants communistes, Thorez s'insurge : « *Il faut craindre que quelques camarades très purs, très gauches viennent alors nous dire : Pourquoi diable participer à un tel congrès.* » (*Humanité* du 28 juin). « *On ne saurait approuver le ton et la forme de critiques adressées par quelques-uns de nos camarades à ceux des pacifistes convaincus qui iront comme nous à Genève.* » (*Humanité* du 22 juillet). Cependant l'idéologie pacifiste trouve son canal jusque dans les organes du Parti. *L'Humanité* du 22 juillet contient un appel pacifiste de Barbusse aux paysans : « *...Vous pouvez, si vous voulez, faire la paix.* » Et les ouvriers se souviennent du numéro de la *Vie Ouvrière*, rempli jusqu'au bord et sans contre-partie des sottises pacifistes des Armand Charpentier et autres Victor Margueritte sur la Société des Peuples, qui contenait l'appel du poète Martinet à la reconstitution de l'unité politique du prolétariat.

Il ne sert de rien à la bureaucratie centrisme de se réserver une intervention décisive au Congrès, si ses contradictions internes ne le font avorter avant l'heure. Une déclaration finale ne suffira pas à dissiper le mal tenace et profond dont l'idéologie du Congrès Rolland-Barbusse menace les rangs même de l'avant-garde communiste.

La résolution de l'opposition de gauche

Maintenant la lutte entre le monde impérialiste et le prolétariat international, revêt de nouveau des aspects aigus et décisifs ; maintenant se joue en Allemagne le sort du prolétariat, placé par la crise européenne au cœur de la bataille, et avec lui, en grande partie, le sort du prolétariat mondial, de son avant-garde révolutionnaire, de son bastion, l'Union Soviétique. Dans cette heure, la politique du Congrès Rolland-Barbusse « contre

la guerre » en général est la conséquence logique et néfaste de la théorie du « socialisme dans un seul pays ». A la conception léniniste de la lutte du Parti communiste sur le terrain de classe contre la guerre impérialiste et dans la guerre impérialiste, elle substitue la manœuvre et le compromis, avec toutes sortes de forces, d'influences et de personnalités sur le terrain du pacifisme. L'internationalisme prolétarien, base de l'Internationale d'Octobre, dicte la voie aux communistes : la lutte contre la guerre impérialiste, continuation de la politique de classe de la bourgeoisie, consiste dans le renforcement de la lutte de classe du prolétariat avant la guerre et à travers la guerre. Aujourd'hui, l'épisode capital de cette lutte se déroule en Allemagne où la victoire de la bourgeoisie sur le prolétariat entraînerait pour le bastion du prolétariat la plus grande menace qu'il ait jamais subie. Où est la bataille du prolétariat, là est la lutte de l'avant-garde internationale contre la guerre impérialiste.

Pour renforcer cette lutte, dans laquelle l'avant-garde communiste doit indispensablement apparaître dans toute sa netteté et son indépendance, l'avant-garde communiste dispose d'un instrument : le front unique de combat sur des objectifs de classe concrets, intéressants directement des larges couches d'ouvriers, retenus par la sociale-démocratie. Contre l'offensive internationale de la bourgeoisie, l'avant-garde internationale du prolétariat marque les objectifs concrets par lesquels elle renforce les positions du prolétariat et les positions de son avant-garde communiste. Sur cette base de classe, l'opposition de gauche, fidèle aux enseignements de Lénine, a mis en avant la convocation, devant l'ensemble des ouvriers, des grandes organisations ouvrières communistes, socialistes et anarchistes. Ainsi, dans la voie révolutionnaire, malgré les entraves qu'apporteront évidemment les directions réformistes et anarchistes, l'avant-garde communiste travaillera effectivement à la défense du prolétariat, à son renforcement, à sa marche en avant à travers la crise de la bourgeoisie, la misère et la guerre qu'elle engendre, vers l'issue révolutionnaire.

Pendant que le Congrès Rolland-Barbusse accumule ses contradictions internes et néfastes, et est en butte à des difficultés matérielles, une minorité croissante de militants communistes doivent comprendre la nécessité de lutter dans le Parti pour qu'il s'engage dans la voie léniniste tracée par l'opposition de gauche. C'est dans la question de la guerre impérialiste que s'est dressée et que s'est fortifiée pendant la guerre mondiale le noyau fondamental de l'Internationale communiste. C'est la question la plus grave qui se pose dans l'heure la plus grave pour le prolétariat. Encore aujourd'hui, elle doit servir de pierre de touche et guider les militants les plus conscients à se rassembler autour de l'opposition de gauche pour vivifier l'aile bolchevik léniniste de l'Internationale.

1^{er} août 1932.

BAS LES PATTES DEVANT ROSA LUXEMBOURG!

L. TROTSKY

L'article de Staline sur « certains problèmes de l'histoire du bolchevisme » m'est parvenue avec un grand retard. L'ayant reçu, je n'ai pu, pendant longtemps, me décider à le lire, parce que ce genre de littérature est indigeste comme la limaille ou comme la soie de cochon lachée. Mais après l'avoir lu quand même, je suis arrivé, en fin de compte, à cette conclusion, qu'on ne doit pas passer sous silence ce document, ne serait-ce pour la seule raison qu'il constitue une calomnie effrontée et honteuse contre Rosa Luxembour.

Staline classe la grande révolutionnaire dans le camp du centrisme ! Il démontre — non, il affirme — que le bolchevisme, dès son avènement s'orienta vers la scission avec le centre kautskyen, tandis que Rosa Luxembour couvrait Kautsky à gauche.

Citons ses propres paroles :

« Encore bien avant la guerre, dès 1903-1904 à peu près, quand s'est formé en Russie le groupe des bolcheviks — et quand la gauche de la social-démocratie allemande s'est fait entendre pour la première fois, — Lénine s'orienta vers la rupture, vers la scission avec les opportunistes, tant chez nous, dans le parti social-démocrate russe, que dans la II^e Internationale, et particulièrement dans la social-démocratie allemande. Cependant, si la rupture ne s'est pas produite, c'est uniquement parce que « les social-démocrates de gauche dans la II^e Internationale et, avant tout, dans la social-démocratie allemande, représentaient un groupe faible et débile... qui avait peur même de prononcer le mot RUPTURE, SCISSION. »

Telle est la thèse fondamentale de l'article. Les bolcheviks, à partir de 1903, furent pour la rupture, non seulement avec la droite, mais aussi avec le centre kautskyen ; quant à Rosa, elle craignait même de prononcer à haute voix le mot « scission ».

Pour avancer une telle thèse, il faut ne rien connaître de l'histoire de son propre parti et, avant tout, de l'évolution idéologique de Lénine. Des prémisses de la thèse de Staline, il n'y a pas un mot de vrai. En 1903-1904, Lénine fut, bien entendu, l'adversaire implacable de l'opportunisme dans la social-démocratie allemande. Mais il ne considérait comme opportunisme que le courant révisionniste, dont le théoricien était Bernstein.

Kautsky se trouvait alors en lutte contre Bernstein. Lénine considérait Kautsky comme son maître et le soulignait partout où il le pouvait. Dans les travaux de Lénine de cette époque, de même

que pendant une série d'années suivantes, nous ne trouvons aucune trace de critique principale dirigée contre le courant Bebel-Kautsky. Par contre, nous trouverons une série de déclarations, dont le sens se résume en ceci : le bolchevisme n'est pas un courant indépendant quelconque ; il n'est que la traduction dans le langage des conditions russes du courant Bebel-Kautsky. Voici ce que Lénine écrit dans sa fameuse brochure « Deux Tactiques », vers la mi-1905 : « Où et quand ai-je qualifié d'« opportunisme » le révolutionnarisme de Bebel et de Kautsky ? Où et quand ai-je prétendu avoir créé un courant particulier quelconque dans la social-démocratie internationale, courant distinct du courant de Bebel et de Kautsky ? Où et quand se manifestaient des divergences entre moi, d'une part, et Bebel et Kautsky d'autre part ?... La solidarité entière de la social-démocratie révolutionnaire internationale dans tous les problèmes importants de programme et de tactique est un fait indiscutable ». Les paroles de Lénine sont tellement claires, précises et catégoriques qu'elles épuisent d'un coup toute la question.

Un an et demi après, le 7 décembre 1906, Lénine écrit dans l'article « La crise du menchevisme » : « ...Nous avons déclaré dès le début (voir « Un pas en avant, deux pas en arrière ») que nous ne créons aucun courant « bolchevique » particulier ; nous ne faisons que défendre partout et toujours le point de vue de la social-démocratie révolutionnaire. Et, jusqu'à la révolution sociale, la social-démocratie présentera inévitablement une aile opportuniste et une aile révolutionnaire. »

Parlant du menchevisme comme d'une aile opportuniste de la social-démocratie, Lénine rapprochait les mencheviks, non du kautskysme, mais du révisionnisme. Quant au bolchevisme, il le considérait comme la forme russe du kautskysme, qui, à cette époque, s'identifiait, à ses yeux, avec le marxisme. La dernière citation montre, en outre, que Lénine ne fut pas, catégoriquement, partisan de la scission avec les opportunistes : non seulement il admettait, mais il considérait comme « inévitable » la présence des révisionnistes au sein de la social-démocratie jusqu'à la révolution sociale.

Deux semaines après, le 20 décembre 1906, Lénine salue solennellement la réponse de Kautsky à l'enquête de Plekhanov sur le caractère de la révolution russe : « Ce à quoi nous avons prétendu, — la défense des positions de la social-démocratie révolutionnaire contre l'opportunisme et nullement

la création d'un courant bolchevique « original » quelconque, — Kautsky l'a confirmé entièrement... »

Dans ces limites, la question est, nous l'espérons, parfaitement claire. D'après Staline, Lénine exigea déjà en 1903 la rupture, en Allemagne, d'avec les opportunistes, non seulement de l'aile droite (Bernstein), mais aussi de l'aile gauche (Kautsky). Or, en décembre 1906, Lénine démontrait avec fierté à Plekhanov et aux mencheviks que le courant de Kautsky en Allemagne et celui des bolcheviks en Russie étaient identiques. Telle est la première partie de l'incursion de Staline dans l'histoire des idées du bolchevisme. La bonne foi et l'érudition de l'explorateur atteignent le même niveau !

Aussitôt après son affirmation concernant les années 1903-1904, Staline fait un bond à l'année 1916 et en vient à la critique violente que Lénine fit de la brochure de guerre de Junius, c'est-à-dire de Rosa Luxembourg. Oui, à cette époque, Lénine avait déjà déclaré une lutte implacable au Kautskysme en tirant toutes les conclusions d'organisation nécessaires. Il est évident que Rosa Luxembourg ne posait pas le problème de la lutte contre le centrisme d'une façon tranchante, — ici, l'avantage est entièrement du côté de Lénine. Mais, entre octobre 1916, date à laquelle Lénine critiqua la brochure de Junius, et l'année 1903, date de l'avènement du bolchevisme, treize années se sont écoulées ; durant la plus grande partie de cette période, Rosa Luxembourg se trouvait en opposition, avec Kautsky et le C.C. bebelien, en accentuant de plus en plus sa lutte contre le « radicalisme » formel, pédantesque, pourri de Kautsky.

Lénine ne participa pas à cette lutte et ne soutint pas Rosa Luxembourg avant 1914. Absorbé passionnément par les affaires russes, il observait une prudence extrême dans les problèmes internationaux.

Lénine avait pour Bebel et Kautsky, en tant que révolutionnaires, beaucoup plus de considération, que n'en avait Rosa Luxembourg qui les observait de près, dans l'action, et qui décelait beaucoup plus directement l'atmosphère de la politique allemande.

La capitulation de la social-démocratie du 4 août fut, pour Lénine, tout à fait inattendue. On sait que Lénine tint le numéro du *Vorwärts*, contenant la déclaration patriotique de la fraction social-démocrate comme un faux de l'état-major allemand. Ce n'est qu'après avoir été convaincu définitivement de cette vérité monstrueuse, qu'il revisa son appréciation des courants fondamentaux de la social-démocratie allemande. Remarquons-le, Lénine accomplit ce travail de révision à la manière léniniste, c'est-à-dire qu'il en tira, d'un coup, toutes les conséquences jusqu'au bout.

Le 27 octobre 1914, Lénine écrivit à Chliapnikov : « ... Je hais et je déteste MAINTENANT Kautsky plus que tous les autres : Quelle hypocrisie répugnante, mesquine et quelle suffisance... R. Luxembourg avait raison, elle qui comprit IL Y A LONGTEMPS que Kautsky n'était qu'un « THÉORICIEN SER-

VILE », ou, pour parler simplement, un laquais de la majorité du parti, de l'opportunisme. » (« Recueil léniniste », P., page 200, édition russe, souligné par moi).

Même en l'absence d'autres documents (et ils existent par centaines), ces quelques lignes seules pourraient éclaircir définitivement l'histoire du problème. Lénine croit nécessaire, vers la fin 1914, d'informer un de ses collaborateurs les plus proches de l'époque que « maintenant », à l'heure actuelle, aujourd'hui, contrairement au passé, il « hait et déteste » Kautsky.

La violence de la formule démontre, sans qu'on puisse s'y tromper, dans quelle mesure Kautsky avait trompé la confiance de Lénine. Non moins claire est la deuxième phrase :

« R. Luxembourg avait raison, elle qui comprit IL Y A LONGTEMPS que Kautsky n'était qu'un « THÉORICIEN SERVILE »... Lénine s'empresse ici, de reconnaître ce qu'il n'avait pas encore pensé, ou du moins, ce qu'il n'admettait pas entièrement : que Rosa Luxembourg avait raison.

Tels sont les jalons chronologiques essentiels de la question, qui sont en même temps aussi les jalons les plus importants de la biographie politique de Lénine. Il est un fait incontestable que son cours idéologique se développe selon une course de croissance ininterrompue. Mais cela signifie précisément que Lénine n'est pas « devenu », né Lénine en un jour, comme le représentent les peintres d'icônes de Souzdal, mais qu'il s'est forgé lui-même. Lénine élargissait son horizon, il s'instruisait chez d'autres dépassait constamment le niveau déjà acquis. C'est dans cette ténacité, dans cet effort intellectuel constant pour se surpasser soi-même que son esprit téméraire s'affirmait. Si Lénine avait compris et formulé dès 1903 les réponses à tous les problèmes des temps futurs, il ne lui serait resté, tout le restant de sa vie, qu'à se répéter constamment. En réalité les choses se sont passées tout autrement. Staline ne fait que staliniser Lénine, en l'adaptant à ses schémas numérotés.

Dans la lutte de Rosa Luxembourg contre Kautsky, surtout dans les années 1910-1914, les problèmes de la guerre, du militarisme et du pacifisme tenaient une large place. Kautsky défendait le programme réformiste : limitation des armements, tribunal international, etc. Rosa Luxembourg luttait fermement contre ce programme, en le considérant comme illusoire. Lénine manifestait des hésitations dans cette question, mais pendant une période déterminée il fut plus près de Kautsky que de Rosa Luxembourg.

D'après mes conversations avec Lénine de l'époque, je me rappelle qu'il fut très impressionné par l'argument suivant de Kautsky : de même que dans les questions intérieures les réformes sont le produit de la lutte de classes révolutionnaire, certaines garanties (« réformes ») dans les rapports internationaux peuvent être conquises par la lutte de classes internationale. Lénine trouvait qu'on pouvait parfaitement appuyer cette position de Kautsky, à la condition que Kautsky, après sa polémique contre Rosa Luxembourg, se charge d'at-

taquer les droitiers (Noske et Cie). Je ne puis maintenant dire de mémoire, dans quelle mesure ces idées trouvèrent leur expression dans les articles de Lénine : cela demanderait une analyse spéciale et méticuleuse. Je ne puis pas non plus affirmer, de mémoire, dès quel moment se sont dissipées les hésitations de Lénine dans cette question. De toute façon, ces hésitations trouvèrent leurs expressions non seulement dans les conversations, mais aussi dans la correspondance. Le possesseur d'une de ces lettres est Karl Radek.

Je crois nécessaire d'apporter ici un témoignage important dans cette question pour tenter de préserver un document d'une valeur exceptionnelle pour la biographie théorique de Lénine. Dans l'automne 1926, pendant notre élaboration collective de la plate-forme de l'opposition de gauche, Radek montra à moi, à Kamenev et à Zinoviev — et, sans doute aussi, à d'autres camarades — la lettre que Lénine lui adressa (en 1911 ?) et qui constituait une défense des positions de Kautsky contre les critiques de la gauche allemande. Suivant la décision du C.C., Radek, comme les autres camarades, aurait dû remettre cette lettre à l'Institut Lénine. Mais de crainte que la lettre ne soit étouffée, sinon détruite à l'usine stalinienne de faux, Radek décida de garder la lettre jusqu'à des temps meilleurs. Ces considérations de Radek n'étaient pas sans fondement. Depuis, Radek est devenu lui-même un participant, quoique peu responsable, mais suffisamment actif, de la préparation des faux politiques. Il suffirait de rappeler que Radek qui, contrairement à Staline, connaît bien l'histoire du marxisme et qui, de toute manière, connaît la lettre de Lénine, crut possible de se solidariser ouvertement avec l'appréciation impudente que Staline fit de Rosa Luxembourg. Que Radek ait agi sous le fouet de Yaroslavsky, cela n'atténue pas sa culpabilité ; seuls des esclaves méprisables renoncent aux principes du marxisme au nom des principes du fouet.

Cependant, il ne s'agit pas à l'heure actuelle de la caractéristique personnelle de Radek, mais du sort de la lettre de Lénine. Qu'est-elle devenue ? Radek, continue-t-il toujours à la soustraire à l'Institut Lénine ? C'est peu probable. Il l'a sûrement remise à qui de droit, en qualité de témoignage matériel, entre tant d'autres, de sa fidélité immatérielle. Quel est donc le sort que subit cette lettre ? Se trouve-t-elle dans les archives de Staline, avec les documents compromettants pour ses collaborateurs les plus proches ? Ou bien est-elle détruite comme tant d'autres documents importants concernant le passé du Parti ?

Toutefois, il ne peut y avoir même une ombre de raison politique pour la dissimulation d'une lettre écrite il y a une vingtaine d'années sur un problème qui n'a plus qu'un intérêt historique. Mais c'est précisément la valeur historique de la lettre qui est exceptionnellement grande. Elle montre Lénine tel qu'il fut en réalité et non tel que l'ont créé à leur image les bureaucrates bornés qui prétendent à l'infailibilité. Nous posons la question : où est la lettre de Lénine adressée à Ra-

dek ? Mettez la lettre de Lénine sur la table du Parti et de l'I.C. !

Si l'on prend les divergences entre Lénine et Rosa Luxembourg dans leur ensemble, la vérité historiquement, c'est incontestablement que Lénine avait raison. Mais cela n'exclut pas que dans certaines questions, à des périodes données, Rosa Luxembourg ait eu raison contre Lénine. Toutefois, ces divergences, malgré leur importance et parfois même, leur acuité extrême, se développèrent sur la base de la politique prolétarienne révolutionnaire qui leur fut commune.

Quand Lénine en jetant un regard en arrière écrivit en octobre 1919 (« Salut aux communistes italiens, français et allemands ») : « *...au moment de la conquête du pouvoir et de la création de la République soviétique, le bolchevisme fut seul ; il attira à lui le meilleur des courants de la pensée socialiste qui lui étaient proches* », en écrivant cela, Lénine visait également, sans aucun doute, le courant de Rosa Luxembourg, dont les compagnons d'idées les plus proches, tels que Marchlewsky, Dzerzinsky et d'autres, militèrent dans les rangs des bolcheviks.

Lénine connaissait les erreurs de Rosa Luxembourg plus profondément que Staline ; mais ce n'est pas par hasard qu'il cita un jour, précisément à propos de Luxembourg, ce vieil adage : « *Il arrive aux aigles de descendre jusqu'à la hauteur des poules, mais les poules ne peuvent jamais atteindre les hauteurs des aigles.* »

Précisément ! précisément ! C'est pour cela que Staline aurait dû exhaler sa médiocrité rancunière avec plus de prudence envers une personnalité de l'envergure de Rosa Luxembourg.

Dans l'article « *Sur l'histoire du problème de la dictature* » (octobre 1920), Lénine, touchant les questions du pouvoir soviétique et de la dictature du prolétariat, questions posées déjà par la révolution de 1905, écrivit : « *LES REPRESENTANTS DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE ET DU MARXISME NON FALSIFIE AUSSI EMINENTS QUE ROSA LUXEMBOURG apprécierent tout de suite l'importance de cette expérience pratique et la soumièrent dans les réunions et dans la presse à une analyse critique.* » Par contre, « *les gens du type des futurs kautskystes... manifestèrent une incapacité totale de comprendre l'importance de cette expérience.* » Dans quelques lignes, Lénine reconnaît toute l'importance historique de la lutte de Rosa Luxembourg contre Kautsky, lutte dont Lénine fut loin de comprendre tout de suite la portée. Si pour Staline, pour l'allié de Tchong-Kaï-Chek et le compagnon d'armes de Purcell, le théoricien du « *parti ouvrier et paysan* », de la *dictature démocratique*, du « *ne pas repousser la bourgeoisie* », etc., Rosa Luxembourg est le représentant du centrisme, pour Lénine elle est le représentant du « *marxisme non falsifié* ». Ce que cela signifie sous la plume de Lénine, il suffit de connaître un peu Lénine pour le mesurer.

Remarquons en même temps que dans les notes des œuvres complètes de Lénine, il est dit, entre autres choses, de Rosa Luxembourg : « *Pendant*

l'essor du revisionnisme bernsteinien et, plus tard, à l'époque du ministérialisme (Millerand), Luxembourg déclencha une guerre décisive contre ce courant en se plaçant à l'aile gauche du parti allemand... En 1907, elle participa comme déléguée des social-démocrates de Pologne et de Lithuanie au Congrès de Londres du parti social-démocrate russe où elle soutint la fraction bolchevique dans toutes les questions fondamentales de la révolution russe. A partir de 1907, Luxembourg s'est consacrée entièrement au travail allemand, occupant une position gauche radicale et menant une lutte contre le centre et l'aile droite... La part qu'elle prit dans l'insurrection de janvier 1919 fit de son nom un **DRAPEAU DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE.**»

Bien entendu, l'auteur de la note manifesterait sans doute demain son repentir et déclarerait que sous Lénine sa plume était aveugle, et qu'il n'a recouvré la pleine clarté que sous Staline. Aujourd'hui, des déclarations de ce genre — mélange de platitude, de crétinisme et de bouffonnerie — se font chaque jour dans la presse moscovite. Mais elles ne changent rien à l'affaire : « *Ce que la plume inscrit, la hache ne peut pas l'extirper* », dit le proverbe russe. Oui, Rosa Luxembourg est devenue le drapeau de la révolution prolétarienne.

Mais pourquoi, mais comment Staline s'est-il mis — avec un tel retard ! — à réviser l'ancienne appréciation bolchevique sur Rosa Luxembourg ? Comme pour tous ses déboires antérieurs dans le domaine de la théorie, ce dernier, le plus scandaleux, est le produit logique de sa lutte contre la théorie de la révolution permanente. Dans son article « *historique* », Staline consacre une fois de plus à cette théorie la plus grande place. Il ne dit rien de nouveau. Nous avons répondu il y a longtemps à tous ces arguments dans notre brochure « *La Révolution Permanente* ». Sous l'angle historique, cette question sera, nous l'espérons, suffisamment éclaircie dans le deuxième tome de l'« *Histoire de la Révolution Russe* » (« *Révolution d'Octobre* ») qui est sous presse. Ici, la question de la révolution permanente ne nous intéresse que dans la mesure où Staline y mêle le nom de Rosa Luxembourg. Nous verrons tout à l'heure comment le théoricien de malheur s'est ingénié à se tendre un piège à lui-même.

Après avoir rappelé les discussions entre mencheviks et bolcheviks sur la question des forces motrices de la révolution russe en trouvant le moyen d'accumuler, en quelques lignes, une série d'erreurs que nous ne pouvons pas relever ici, Staline écrit : « *Quelle fut l'attitude dans ces discussions des s.-d. allemands de gauche, de Parvus et de Rosa Luxembourg ? Ils ont inventé un schéma utopique et semi-menchevique de la révolution permanente... Par la suite, ce schéma semi-menchevique de la révolution permanente fut repris par Trotsky (partiellement par Martov) et transformé en instrument de lutte contre le léninisme...* » Telle est l'histoire inattendue de la création de la théorie de la révolution permanente selon les dernières investigations historiques de Staline. Mais l'investi-

gateur oublia, hélas ! de jeter un coup d'œil dans ses précédents savants ouvrages. En 1925, le même Staline s'était déjà prononcé sur cette question dans sa polémique contre Radek. Voici ce qu'il écrivit alors : « *Il n'est pas vrai que la théorie de la révolution permanente fut... mise en avant, en 1905, par Rosa Luxembourg et Trotsky. En réalité, cette théorie fut mise en avant par Parvus et Trotsky.* » On peut trouver cette affirmation à la page 185 des « *Questions du léninisme* » de l'édition russe de 1926. Il faut espérer qu'elle se trouve aussi dans toutes les éditions étrangères.

Ainsi, en 1925, Staline proclama l'innocence de Rosa Luxembourg d'un péché mortel : la participation à l'élaboration de la théorie de la révolution permanente. « *En réalité, cette théorie fut mise en avant par Parvus et Trotsky.* » En 1931, nous apprenons chez le même Staline que ce sont notamment « *Parvus et Rosa Luxembourg qui ont... inventé le schéma utopique et semi-menchevique de la révolution permanente* ». Quant à Trotsky, il n'est pas coupable d'avoir élaboré cette théorie, il n'a fait que la « *repréndre* », en compagnie... de Martov !!! Staline est pris, une fois de plus, la main dans le sac. Est-ce de l'ignorance crasse ou s'acharne-t-il à brouiller les cartes dans les questions fondamentales du marxisme ? Un tel dilemme n'est pas juste. En réalité, l'un et l'autre. Les falsifications staliniennes sont conscientes dans la mesure où elles sont dictées, à chaque moment donné, par des intérêts personnels bien déterminés. Elles sont en même temps mi-conscientes dans la mesure où son ignorance grossière ne contrarie pas son arbitraire dans le domaine théorique.

Mais le fait est là. Dans la lutte contre « *la contrebande trotskyste* », Staline s'est heurté en 1931 à son nouvel ennemi personnel : Rosa Luxembourg ! Il n'a pas hésité un instant à la calomnier et, avant de mettre en circulation des doses massives de grossièreté et de déloyauté, il ne s'est pas même soucié de vérifier ce qu'il avait écrit sur la même question cinq ans auparavant.

La nouvelle variante de l'histoire des idées de la révolution permanente est dictée avant tout par le désir de servir un plat plus pimenté que les précédents. Il est inutile d'ajouter que Martov est ici tiré par les cheveux pour épicer davantage le mets théorico-historique. Martov eut toujours une attitude hostile à la théorie et la pratique de la révolution permanente, et il souligna à l'époque plus d'une fois que les positions de Trotsky sur la révolution étaient réfutées tant par les bolcheviks que par les mencheviks. Mais cela ne vaut pas la peine de s'y arrêter.

C'est vraiment une fatalité : il n'y a pas une seule question importante de la révolution prolétarienne internationale sur laquelle Staline n'ait pas émis deux opinions diamétralement opposées. Nous savons qu'en avril 1924 il démontrait dans les « *Questions du léninisme* » l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays. Dans l'automne de la même année, il rectifia, dans la nouvelle édition du livre, ce passage par la démonstration (c'est-à-dire par l'affirmation pure et

simple) que le prolétariat « peut et doit » construire le socialisme dans un seul pays. Tout le reste du texte est resté sans changement. Dans les questions de parti ouvrier et paysan, des pourparlers de Brest-Litowsk, de la direction de la révolution d'Octobre, dans la question nationale, etc., etc., Staline trouvait moyen d'avancer, en l'espace de quelques années, parfois de quelques mois, des opinions diamétralement contradictoires. Il serait faux de mettre tout au compte d'une mauvaise mémoire. C'est beaucoup plus grave. Staline est complètement dépourvu de méthodes de pensée scientifiques et de critères de principes. Il aborde chaque question comme si elle venait de naître et se trouvait isolée de toutes les autres questions. Son jugement suit son intérêt du jour. Les contradictions qui le confondent sont la rançon de son empirisme vulgaire. Rosa Luxembourg ne se présente pas pour lui dans la perspective du mouvement ouvrier allemand, polonais et mondial de la dernière moitié du siècle. Non, elle est pour lui une figure chaque fois nouvelle et isolée au sujet de laquelle il est obligé dans chaque circonstance nouvelle de se poser la question : Est-ce un ami ou un ennemi ? L'instinct suggéra cette fois-ci au théoricien du socialisme dans un seul pays que l'ombre de Rosa Luxembourg lui est implacablement hostile. Mais cela n'empêche pas la grande ombre de demeurer le drapeau de la révolution prolétarienne mondiale.

Rosa Luxembourg critiquait de sa prison, en 1918, très sévèrement et, dans son ensemble, fausement la politique bolchevique. Mais même dans ce travail qui compte parmi ses travaux les plus erronés, on aperçoit ses ailes d'aigle. Voici son appréciation générale de l'insurrection d'Octobre : « Tout ce que le parti est en mesure de montrer dans le domaine du courage, de l'action, de la perspicacité et de la conséquence révolutionnaires, tout cela fut accompli entièrement par Lénine, Trotsky et leurs camarades. Tout l'honneur révolutionnaire et l'aptitude à l'action qui manquèrent

à la social-démocratie de l'Occident se trouvent représentés par les bolcheviks. Leur insurrection d'Octobre fut non seulement le salut réel de la révolution russe, mais aussi le salut de l'honneur du socialisme international. » Est-ce là la voix du centrisme ?

Luxembourg soumet ensuite à une critique sévère la politique bolchevique dans le domaine agraire, le mot d'ordre d'auto-détermination nationale et la renonciation à la démocratie formelle. Dans cette critique dirigée également contre Lénine et contre Trotsky elle ne fait, disons-le en passant, aucune distinction entre leurs points de vue : et pourtant Rosa Luxembourg savait lire, comprendre et saisir les nuances. L'idée ne lui est même pas venue, par exemple, de me reprocher qu'en me solidarissant avec Lénine dans la question agraire, j'ai changé mes positions sur la paysannerie. Cependant, elle connaissait très bien ces positions puisque je les ai exposées en détail dans son journal polonais en 1909... Rosa Luxembourg termine sa critique en marquant la nécessité de « discriminer dans la politique des bolcheviks l'essentiel du secondaire, le fondamental de l'accidentel ». Le fondamental pour elle, c'est « la puissance du mouvement des masses, leur passion du socialisme ». « Dans ce sens — écrit-elle — Lénine et Trotsky, avec leurs amis, furent les premiers à donner l'exemple au prolétariat mondial. Ils restent encore aujourd'hui les seuls qui aient le droit de s'exclamer comme Hutten : « J'ai osé ! »

Oui, Staline a suffisamment de raisons pour haïr Rosa Luxembourg. Mais d'autant plus grand est notre devoir de préserver la mémoire de Rosa contre la calomnie de Staline, reprise par des fonctionnaires appointés des deux hémisphères ; d'autant plus grand est notre devoir de transmettre dans toute sa splendeur et son haut pouvoir d'éducation cette figure vraiment merveilleuse, héroïque et tragique, aux jeunes générations du prolétariat.

Prinkipo, le 28 juin 1932.

Lettre de Moscou

La caractéristique principale de la situation actuelle réside surtout dans l'état d'esprit du Parti : c'est une inquiétude vague qui a ses racines dans la situation internationale, dans les phénomènes économiques et dans les dispositions internes du Parti.

Durant les années précédentes, le centre de gravité du Parti s'était déplacé de plus en plus vers les hautes sphères dirigeantes. Mais, à mesure que s'est « gonflé » le Parti, le nombre de ceux qui ont gardé leur influence sur la vie de l'Etat s'est restreint. Depuis quelques années, on avait contraint les camarades à ne jurer que sur le « Comité central léniniste ». Maintenant, les jeunes appointés de la Jeunesse Communiste ne parlent plus qu'avec un sourire ironique du Comité central, non pas du Comité central en général, mais bien de personnages précis et de divers groupements de l'appareil.

Les deux premières années du plan quinquennal ont fortifié les sommets de l'appareil et renforcé l'autorité personnelle de Staline. Nos journaux ont donné des citations de la presse étrangère sur les succès de l'industrialisation et ses organisateurs. Ce qui a sans doute exercé une grosse influence sur d'assez larges couches. On peut dire que cette vague a atteint son point culminant au moment du procès contre les mencheviks. Il serait injuste d'expliquer par la seule lâcheté leurs aveux et repentirs. Les plus honnêtes ont été influencés par les succès de l'industrialisation et de la collectivisation. Mais, à peu près depuis ce moment, la situation dans l'approvisionnement en produits alimentaires n'a fait que s'aggraver.

La collectivisation intégrale s'effectue selon un processus tout à fait contradictoire.

Les grandes masses de la paysannerie entraînent dans les kolkhozes à peu près avec le même sentiment que les chômeurs lorsqu'ils vont aux Soupes populaires. Avec cette seule différence que les Soupes populaires dans la société capitaliste sont alimentées par les miettes philanthropiques du profit capitaliste, tandis que la plus grande partie des kolkhozes effritaient le capital de base.

Aujourd'hui, les bureaucrates du Commissariat de l'Agriculture estiment (à huis clos, bien entendu) que seulement 10 % des kolkhozes sont assurés, et qu'il est inutile de compter sur les autres. Il est tout à fait possible que ce soit là une exagération dans l'autre sens : la bureaucratie désillusionnée ne se gêne pas outre mesure dans l'emploi des chiffres.

Mais il est certain que pendant les deux ou trois années de l'utopie grandiose de la « collectivisation intégrale », la défaite subie a été colossale. Ce fait pénètre de plus en plus dans la conscience du pays et la domine de plus en plus.

Toutes nos crises et nos difficultés après Octobre 1917 ont toujours eu les mêmes sources profondes : absence de la « Smytchka » (1), ou équilibre instable entre la ville et la campagne.

Les oscillations dans les problèmes de la collectivisation (les vertiges, les « rafistolages », les nouveaux vertiges) reflétaient l'ébranlement gigantesque d'une paysannerie de cent millions d'êtres.

Ici, la Révolution a pénétré jusqu'aux racines les plus profondes de la vie économique du peuple. La bureaucratie a tout fait pour donner à ces méthodes déjà si pénibles un aspect encore plus morbide.

Sans aucun doute, la paysannerie est actuellement mécontente. Elle ne sait plus vers quelle voie s'orienter et sent très nettement dans sa vie quotidienne que, même « en haut », on ne sait pas non plus de quel côté s'engager.

Je parle surtout de la période précédant le rétablissement du marché. La nouvelle réforme est venue, inattendue. Les conséquences peuvent en être très grandes. Encore maintenant, il est difficile de porter une appréciation. Des commentaires et des suppositions viennent de tous les côtés et se contredisent tous. Quant à la direction, elle ne donne aucune appréciation d'ensemble, c'est-à-dire qu'elle ne représente pas une direction. Pour ce qui concerne le marché, j'en parlerai plus tard, puisqu'il s'agit d'un symptôme plutôt que d'un facteur économique.

Les contradictions à la campagne et les contradictions entre la ville et la campagne frappent comme toujours les ouvriers, empirant l'état de l'approvisionnement. Vous avez dû remarquer quelle importance la « question des lapins » a prise tout à coup dans notre presse et dans notre vie intérieure. Dans le pays, on avait mobilisé tout le Parti sur le mot d'ordre de l'élevage des lapins et, dans les usines, on avait réservé des lieux spéciaux pour leur élevage.

On peut s'imaginer que la question se pose également en Belgique ou en Angleterre, mais, même dans ces pays de grande population, il est fort douteux que le lapin devienne ainsi l'objet d'un véritable « culte d'Etat ». Des dizaines et des centaines de directeurs d'usines et d'agronomes expérimentés envisagent sous un mauvais œil cette « lapinerie intégrale », estimant que cette affaire peut avoir un caractère nuisible pour le développement de l'industrie et de l'économie générale.

Il est tout à fait évident que le rétablissement des potagers d'usines et la création des « lapineries d'usines » signifient une tentative de créer à côté de

(1) « Liaison de la ville et de la campagne ».

l'industrie sa « propre » petite « économie agricole », étroite, mais sûre.

Avec cela, s'accroît évidemment l'écart des niveaux entre la ville et la campagne. Mais personne n'ose parler de cela sérieusement, à haute voix.

Souvenez-vous de la manière dont Lénine a ouvert la période de révision du communisme de guerre : « Il faut dire ouvertement que la paysannerie, par suite des relations qui se sont établies chez nous, est mécontente. » On se rappelle souvent de cette phrase, maintenant, dans les milieux « intimes », bien entendu. A présent, au commencement de l'été 1932, il n'est pas moins urgent de se rendre compte de la situation réelle qu'au commencement de l'année 1921. Mais, ici, chacun de nos pas est entravé par le régime du Parti...

L'état de l'approvisionnement est extrêmement grave. Pas seulement en Crimée ou en Kirgizie, mais aussi en Ukraine, dans l'Oural et en Sibérie. L'aggravation de la désorganisation des moyens de transport est loin d'être atténuée par les « efforts » d'Andréev. De ce bureaucrate précoce, ex-« trotskyste » qui a pris la place du vieux stalinien Roukminovitch, on attendait tous les miracles. Mais les miracles ne sont pas venus.

Toute cette question prend sa source dans la situation de l'approvisionnement des ouvriers et des employés. Tous les retards, toutes les ruptures, les inexécutions du Plan, la mauvaise qualité, etc., dans les transports, dans l'industrie lourde et légère, ont eu partout les mêmes causes : la production des ouvriers est insuffisante et irrégulière. Chaque fois que les objets nécessaires d'usage personnel viennent à manquer, on voit se développer inévitablement les machinations, ruses, spéculations, etc. Telle est l'atmosphère au sein des coopératives et du commerce d'Etat.

Au Congrès des Syndicats, seul Molotov a soutenu cette thèse que les succès du Plan quinquennal sont exprimés par la plus grande prospérité de la classe ouvrière et des travailleurs agricoles. En général, Molotov passe pour un leader « de gauche » de la bureaucratie stalinienne. D'après les bruits qui courent, il est, personnellement, opposé à toute retraite ou relâchement dans les questions de la collectivisation et de l'industrialisation. Mais Roudzoutak a parlé, au même Congrès, sur un ton tout à fait différent : « Pourquoi donc l'approvisionnement des ouvriers se trouve-t-il, chez nous, dans un tel état ? Parce que nous n'avons prêté que peu d'attention à cette question. Nous étions tous préoccupés par les « constructions gigantesques ».

Dans son ancienne lettre sur le Plan quinquennal, Rakovsky a jeté depuis longtemps un cri d'alarme, nous mettant en garde sur ce fait que le plan industriel peut être rompu, entraînant un grave danger pour tout le régime, si les « guides » ne prêtent pas à l'avenir plus d'attention aux questions d'approvisionnement de la classe ouvrière. Mais, maintenant, Rakovsky est à Barnaoul. Et Roudzoutak, de Moscou, est forcé de reconnaître que « la masse immense des consommateurs, la masse des ouvriers, les kolkhoziens qui sont servis par de

mauvaises coopératives, de mauvais marchands, se trouve dans un état d'esprit abominable ».

Dans ces paroles de Roudzoutak, il n'y a, bien entendu, aucune exagération. Ce printemps dernier, à Moscou, dans les usines (même là où la situation est privilégiée), éclataient des mécontentements de masse. Les causes : l'élévation des prix, le manque de marchandises, l'élévation du taux des actions dans les coopératives, les contributions et, surtout, la disette de produits alimentaires.

Il fallut mobiliser jusqu'à 3.000 agitateurs pour calmer les ouvriers. Bien entendu, tous ces « malentendus » avaient pour le moment un caractère « familial ». La bourgeoisie et ses agents mencheviks, qui fondaient là-dessus leurs espoirs, ont été déçus, comme nous le voyons, mais la manifestation symptomatique de ces mécontentements est très significative. Roudzoutak lui-même s'est décidé à parler. La bureaucratie comprend les mécontentements de la base et rejette le poids de ses inquiétudes sur Staline. Si, autrefois, la bureaucratie « voyait » en Staline la source de tous les succès, elle est encore plus prête à voir aujourd'hui en lui la source de tous les échecs et de toutes les crises. Entre le ton officiel envers Staline et les relations réelles, le fossé s'élargit de plus en plus.

Schvernicks, le commissaire de Staline dans les syndicats, dit, dans son discours au Congrès : « Une des plus grandes conditions de la victoire de notre ligne générale est que, à la tête de notre Parti, se trouve inébranlablement le plus fidèle et le plus génial élève de Lénine, le guide éprouvé de la classe ouvrière, le camarade Staline. » La plupart des délégués, en entendant ces paroles, restèrent assis, la figure immobile. Chacun s'efforçait de ne pas voir le voisin.

Personne ne croit plus au « génie » de Staline. Au cours des deux dernières années, même de la toute dernière, plusieurs de ces mêmes délégués jugeaient nécessaire de maintenir cette légende sur le « génie » de Staline. La bureaucratie espérait ainsi renforcer son autorité devant la masse des travailleurs.

Maintenant, une seule ficelle, usée et bureaucratique, persiste, à la manière de Schvernicks, à soutenir une idole qui, aux yeux de tous, s'effondre. Mais la plupart des bureaucrates, même du Parti, s'efforcent de « tirer leur révérence » à la fraction stalinienne, dans le sens étroit de ce mot. Les formes de ces « prises de congé » de Staline ont un caractère passif et d'attente.

Le bureaucrate moyen s'adapte à la masse du Parti, en ce sens qu'il se refuse à manifester quelque enthousiasme à Staline.

Beaucoup d'épisodes nous sont contés sur ce sujet. Chacun d'eux n'est pas important par lui-même, mais l'ensemble forme un tableau.

J'ai moi-même été témoin d'une telle « scène », le 23 février. Staline visitait le Grand Théâtre. Bien entendu, de telles visites se préparent toujours, non seulement du point de vue sécurité (ce qui va sans dire), mais du point de vue de la « réception ». Au cours des années dernières, les applaudisse-

ments du « groupe d'initiative » (la claque) provoquaient inévitablement ceux d'un nombre important de bureaucrates. Le 23 février, je constatai de mes yeux que l'apparition de Staline fut accueillie par un silence glacial. Ses « initiateurs » (1) eux-mêmes, craignant de « gaffer », ne déclenchèrent pas le signal des applaudissements. Ce qui est caractéristique, c'est qu'il en est ainsi dans n'importe quel cas, assemblées, fêtes, conférences, etc.

Pendant les nominations du présidium d'honneur, lorsqu'on adressait les saluts collectifs, le nom de Staline était toujours au premier plan. Mais si, il y a deux ans, il suffisait de prononcer ce nom pour déclencher les applaudissements (d'autant plus frénétiques, bien entendu, que la composition de la salle était bureaucratique), maintenant, au contraire, le nom de Staline en tête d'une liste ne provoque plus le moindre « enthousiasme ». Il faut voir la source de tout cela dans l'atmosphère du Parti, et son expérience amère. Autrefois, Staline lui-même se qualifiait de « Maître ». Maintenant, tous les sommets de l'appareil et des Soviëts se persuadent chaque jour davantage que c'est un « grand maître pour les petites choses ». Je ne doute pas que même il y a trois ans, les communistes à peu près sérieux ont très bien compris que Staline, tout en accentuant la lutte contre l'opposition, s'accrochait à la plate-forme de l'aile gauche comme un noyé après une ancre de sauvetage. Mais cela passait à la rigueur pour un moindre crime.

« Celui qui sait se tirer d'affaire », voilà comment les bureaucrates se désignaient Staline et, après eux, les ouvriers du rang. Sur toutes les critiques et l'insolvabilité des « théories » de Staline, le « stalinien moyen » répondait : « Oui, tout cela est peut-être vrai ; mais, tout de même, il sait se débrouiller ; avec lui, on ne se perdra pas ». Et les succès de l'industrialisation et de la collectivisation couvraient tous les péchés.

Le tournant brusque s'est déclenché au moment où l'approvisionnement alimentaire se trouvait dans une situation critique. « On ne plaisante pas avec la faim », dit un proverbe russe.

Les formules habituelles ne cadrent plus avec les discussions sur la situation de l'alimentation. Dans les cellules de Vouzov (1), qui, comme chacun sait, sont les plus « solides », c'est-à-dire qu'on n'y jure que par le nom de Staline à la fin de chaque phrase, on cite un fait nouveau, tout à fait symptomatique dans la période actuelle : dans la cellule de l'Institut Electrotechnique, pendant la discussion sur l'état de l'approvisionnement du pays, une petite fonctionnaire de l'appareil a tenté de fournir une explication : « La situation s'améliore ». Un étudiant répondit du tac au tac : « Tu es comme Staline, tu ne vois rien ! »

Cette audacieuse réponse reçut un accueil visiblement favorable, malgré la présence des membres du bureau de la cellule, qui faisaient les morts. L'expression « volante » du « comme Staline qui

ne voit rien » a vite fait de s'envoler par toute la ville. Dans la jeunesse universitaire, l'autorité du « Staline théoricien » a extraordinairement été balayée. Tout le monde sait avec quelle ténacité et pendant combien de temps il s'efforçait à s'assurer une réputation de « théoricien ». Ses valets du genre de Milonof, ex-théoricien de l'opposition ouvrière, citaient déjà Staline comme l'un des « classiques du marxisme » et Schvernîk le comptait parmi les « génies ». Mais, chez nos étudiants et professeurs rouges, malgré toute la corruption entraînée dans ce milieu par le régime stalinien, il y a tout de même quelques têtes honnêtes, intelligentes, jeunes, et, après tout, ce sont surtout les étudiants et en général les couches supérieures de la classe ouvrière qui déterminent l'opinion publique. Le « fameux » discours de Staline lui a coûté cher dans le milieu des agronomes. La critique de Trotsky a immédiatement touché quelques camarades et, bien qu'indirectement, est parvenue à atteindre des couches assez larges.

Et nous-mêmes, d'ailleurs, nous nous rendons bien compte de la valeur de ce « discours ». Chez nous, un assez grand nombre de camarades connaissent suffisamment l'œuvre théorique de Marx. Malgré toute la publicité de la presse, le scandaleux rapport de Staline (la *Pravda* a même fêté en son temps l'anniversaire de ce rapport comme historique) fut apprécié comme il le fallait : les plus fortes têtes de l'appareil académique ne se rappellent ce discours qu'en se retenant de sourire, ce qui en dit bien long ; dans les milieux avancés de la jeunesse, il est devenu la source de mille plaisanteries et anecdotes. Et la réputation politique de Staline en souffrit considérablement durant toute l'année dernière.

A la XVII^e conférence du Parti, Staline s'est abstenu de prononcer le moindre mot. Son silence a fait une très grande impression et a surtout exaspéré tout le monde.

On attendait cette conférence avec beaucoup d'impatience. Bien entendu, personne ne supposait que la réunion des bureaucrates pourrait remédier à quelque chose, mais tout le monde était certain qu'à la conférence le « guide » silencieux depuis si longtemps dirait quelque chose sur la situation actuelle.

Pendant l'hiver, j'ai entendu à Moscou et dans une ville industrielle de la province, où j'ai été obligé de séjourner quelques semaines, des conversations de ce genre : « Que pense Staline de la situation en Allemagne, de la crise mondiale, de la situation internationale de l'U.R.S.S. ? Pourquoi garde-t-il le silence ? », se demande-t-on les uns aux autres. « Maintenant, il faudra bien qu'il dise quelque chose de sérieux, à la façon d'Ilich ! »

A ces questions, les plus « solides » répondaient d'habitude : « Attends, il dira encore quelque chose. Sais-tu que dans quelques semaines se tient la conférence du Parti ? » Dans le Parti, autour du Parti, tout le monde était persuadé que Staline ne voulait rien dire pour se prononcer au Congrès.

La plus grande désillusion attendait le Parti.

Après chaque réunion de délégués et d'invités,

(1) Chargés de « faire la claque ».

(1) Vouz=université.

on se demandait : « Et Staline ? » « Rien... ». « Pourquoi ? » « On ne sait pas ; peut-être parlera-t-il ? » répondaient de plus en plus mollement les délégués.

A la fin de la conférence, les délégués eux-mêmes s'agitèrent et commencèrent « respectueusement » à demander au « Guide » de s'exprimer. Mais Staline s'y refusait tout simplement. Cela a complètement secoué plusieurs camarades. Quelques-uns ont commencé à parler à haute voix, dans leur milieu, bien entendu : « Pourquoi ne se prononce-t-il pas ? Parce qu'il n'a rien à dire ! »

C'est dans cette atmosphère que l'expression « être comme Staline qui ne voit rien » a pris son vol.

Les plus « informés » dans les couches moyennes de la bureaucratie disaient significativement, après la conférence : « Staline a gardé le silence parce que, en haut, il y a des divergences sur la politique extérieure comme sur la politique intérieure ». Les provocations japonaises ont secoué le Parti et la classe ouvrière. On s'attendait à des actions décisives de ce côté, de la part de l'Etat Soviétique, mais, en même temps, on se gardait de tomber dans la provocation.

On attendait et on cherchait les directives. Mais toujours pas de directives. J'entendais moi-même, un jour, une réflexion plaisante : « Il faut que L. D. (Trotsky) envoie le plus vite possible ses directives. »

Des traits ironiques de ce genre se répandaient bien vite à travers Moscou et tout l'appareil, de haut en bas ou de bas en haut. Dans le sens que l'on connaît, la directive parvient en effet quelquefois. Le n° 25-26 du *Bulletin de l'Opposition de Gauche*, avec l'article « La clef de la situation est en Allemagne » produit sur la bureaucratie des effets « contenus ».

L'écho de cet article s'est répandu à travers tout le Parti. Si les sommets bureaucratiques avaient des divergences sur la question orientale, elles étaient résolues dans ce sens bien clair « il ne faut pas se laisser provoquer ». Nous estimons que cela est tout à fait juste. Des divergences également se sont produites sur la question du rétablissement du marché intérieur. Molotov, paraît-il, s'y opposait.

Il faut tout de même dire que les couches supérieures bureaucratiques sont à tel point cristallisées que les nouvelles communications sur sa vie intérieure ne pénètrent presque pas dans la base ; les luttes intestines des « sommets » ne se déroulent pas dans les lieux officiels comme le Bureau Politique du C. C. et autres, mais entre les quatre murs du Secrétariat Général, « dans l'intimité ». Si nous pouvions maintenant recevoir en U.R.S.S. quelques centaines d'exemplaires de chaque numéro du *Bulletin*, la situation du Parti prendrait un autre aspect. Le besoin d'un éclaircissement critique de la situation et des perspectives, étouffé dans toute la période de « vertiges » par suite des premiers succès, se réveille maintenant, brûlant comme une véritable soif d'explications. Mais le *Bulletin* ne nous arrive que par quelques exemplaires, au gré du hasard ; les sommets bureaucratiques du Parti le lisent très certainement.

Mais le camarade moyen du Parti n'en prend connaissance qu'à l'étranger. Celui qui hésite à apporter avec lui un nouvel exemplaire du *Bulletin*, l'a soigneusement étudié à l'étranger, du commencement jusqu'à la fin, et rien ne peut plus l'empêcher, bien entendu de « l'avoir dans la tête ». Ainsi les idées du *Bulletin*, ne tardent pas à se diffuser dans des couches assez larges. A part cela, la presse officielle, à propos des grandes questions, juge nécessaire de lancer quelque mot d'ordre contre le « trotskysme contre-révolutionnaire ». Dans la *Pravda Bolchevik* et dans la *Pravda de Léninegrad*, dans la presse provinciale, dans le *Journal Littéraire* et dans beaucoup d'autres revues, on peut toujours tomber sur une citation du *Bulletin* ou bien même sur l'exposé d'un article. C'est avec cet espoir que les oppositionnels ouvrent le dernier numéro du journal : « N'y a-t-il rien sur nous ? »

Les citations sont presque toujours défigurées, bien entendu, jusqu'au mensonge ; mais, ces dernières années, nous avons beaucoup appris, même à lire entre les lignes. Neuf fois sur dix, nous devinions exactement la façon dont vous posiez la question dans le *Bulletin*.

En réalité, malgré la destruction de nos organisations, l'opposition de gauche vit. Partout sont dispersés les groupes d'opposition, isolés. Dans plusieurs endroits on découvre des cellules importantes d'oppositionnels.

Je ne pense pas que dans le monde entier il y ait un endroit où il ait été plus pénible de travailler, dans le sens technique, dans le mouvement marxiste qu'en U.R.S.S., maintenant. C'est une de ces mauvaises plaisanteries de l'histoire sur lesquelles même la dialectique la plus puissante pourrait se briser les dents.

La partie la plus « propre » des capitulards explique exactement ainsi la capitulation : « puisque de toute façon il est impossible de mener ici un travail illégal, mieux vaut être un honnête employé de l'Etat ouvrier. »

Mais maintenant, il faut reconnaître que malgré tout, la pensée de l'opposition réussit à pénétrer dans le Parti. Sur ce terrain, je suis forcé de me montrer prudent. Je me contenterai de vous citer quelques faits notoirement connus, qui sont parvenus jusqu'aux oreilles des « sommets ».

Dans l'usine « Amo », durant la période de crises dont je vous parle ci-dessus, des placards furent affichés : « Bas les pattes devant les salaires » ; et au-dessous était suspendu le portrait de Trotsky. Le portrait fut vite arraché par l'administration, mais un tel fait ne demande aucune explication. Du reste, l'usine « Amo » ne tarda pas à s'appeler usine « Staline » ; mais ici encore l'expression officielle et le contenu réel ne se correspondent pas. Dans une autre usine dont je préfère taire le nom, on avait suspendu un portrait de Lénine, mais disposé de telle façon que, vu de biais, il représentait la figure de Trotsky.

L'autorité des oppositionnels qui n'ont pas capitulé, qui n'ont pas été vaincus est très grande dans la masse du Parti, même dans l'appareil. « Voilà des hommes ! » disent même nos adversaires. D'au-

tres vont encore plus loin : « Voilà les vrais bolcheviks ! »

Les personnages du genre de Radek sont extrêmement méprisés, même dans les couches bureaucratiques. Il n'y a pas très longtemps est arrivé à Moscou pour des affaires de famille, avec la permission des hautes sphères, le camarade Mouralov. Il est probable que les bureaucrates ne l'ont laissé venir que pour éprouver sa fermeté. On lui avait envoyé quelques capitulards, choisis parmi les plus « propres ». Ils ont commencé par lui demander un rendez-vous. Mouralov répondit : « Si vous vous apprêtez à me convaincre, inutile de nous rencontrer. »

Cette réponse fit le tour de Moscou et ne reçut que des approbations. « Bravo ! Mouralov. »

Et le rendez-vous n'eut pas lieu. Mouralov rejoignit la Sibérie.

Au début de mars, on perquisitionna chez la camarade Kasparoff et chez son fils, chez qui on aurait trouvé, paraît-il un document compromettant. Ne serait-ce pas le testament de Lénine ? Ou peut-être la copie de la lettre dans laquelle Lénine, avant sa mort, décidait de rompre avec Staline toutes relations amicales ? Depuis la mort de Lénine, beaucoup de documents sont trouvés « compromettants » ! Mais qui compromettent-ils ? On fit également une perquisition chez Grunstein et sa femme, qui sont à Saratov.

Staline ne permet pas à ce vieux couple de révolutionnaires bolcheviks, absolument irréprochable, de respirer librement, ainsi qu'à combien d'autres. Il connaît leur prestige, il sait quel respect et quelle autorité auréolent leurs noms. Il est rassurant qu'il y ait de tels « vieux », que trois révolutions n'ont pu affaiblir ; que les dizaines d'années de lutte, les années de prison, de déportation, que le milieu bureaucratique lui-même, ne sont pas parvenus à décomposer.

Mais, malgré tout, ce qui nous donne le plus de courage, c'est l'afflux des nouveaux cadres de jeunes oppositionnels. A Sverdlovsk, il n'y a pas très longtemps que l'on découvrit une organisation de 75 oppositionnels, dont 8 sont déjà dans les isolateurs. Sverdlovsk n'est guère une exception.

Les arrestations ne diminuent pas, bien au contraire, et nous permettent de nous rendre compte de l'afflux des nouvelles forces.

Dans les lieux de déportation se développent de plus en plus les colonies de bolcheviks-léninistes. Il y a quelques semaines, se répandait à Moscou la nouvelle de la mort de Rakowsky, ce qui provoqua un immense effroi : « Est-il possible que Rakowsky soit mort ? » se demandait-on de bouche en bouche, avec angoisse. « Cela est impossible ! » Ce qui signifiait : « Il n'est pas possible que le crime de Staline envers Rakowsky soit devenu irrémédiable ! »

Par bonheur, le bruit fut bientôt démenti.

Il est à remarquer que trois mois auparavant le même bruit s'est répandu au sujet de Sosnovsky, provoquant partout la même terreur.

Le souvenir de Sosnovsky chez les ouvriers de Léninegrad, de Moscou et de l'Oural est toujours vivant et solide.

Pour nous, c'était une véritable énigme : « D'où peuvent bien venir tous ces bruits ? » Il me semble qu'ils ont leur source dans l'inquiétude aiguë, profonde, de la base du Parti pour le sort des camarades aimés et estimés.

À ce propos, le dernier numéro du *Bulletin* de Barnaoul nous apprend que Rakowsky et sa femme souffrent du cœur, mais, malgré toutes les difficultés de leur existence, et leur vie cloîtrée, ils sont toujours pleins de courage et d'espoir.

La nouvelle de la mort de Rosanoff, pour cette fois, malheureusement exacte, a fortement ébranlé ses amis qui sont nombreux dans le pays. C'était un des camarades les plus purs, les plus courageux, les plus tenaces malgré sa maladie. En marxiste et agronome, il suivait très attentivement toutes les méthodes d'agriculture et surtout étudiait le développement des kolkhozes.

Son jugement, sérieux, basé solidement sur l'expérience et la théorie, nous fera bien défaut.

Ainsi va la vie, nous apportant les chagrins et les joies ; les vieux disparaissent, les jeunes, les nouveaux nous arrivent...

M. M.

Démocratie et fascisme en Italie

(A propos d'un néo-libéralisme)

FÉROCI

Toute l'expérience mondiale de l'après-guerre démontre qu'en dehors de la dictature du prolétariat le monde ne cessera de se débattre dans le chaos présent et de regresser vers la patrie. On ne répète pas là un lieu commun, un article de foi : il s'agit de l'enseignement le plus clair de notre époque.

*
*
*

Pourquoi la démocratie subit-elle une crise dans tous les pays ? Pourquoi dans tous les pays la « réaction », sous les formes les plus variées, menace-t-elle d'abolir les « libertés traditionnelles » du peuple ? Le phénomène est-il dû à la « perversité humaine » ? à la mauvaise foi des gouvernements ou des classes dirigeantes ? Qu'on regarde l'Allemagne, qu'on regarde l'Autriche, qu'on regarde même la France, patrie fameuse des « droits de l'homme », des « libertés du citoyen » : la démocratie est partout en déclin. Grandie avec le capitalisme, elle décline avec le capitalisme. La crise de la démocratie démontre la crise générale de la société bourgeoise.

L'expérience italienne et celle des autres pays (Allemagne, Autriche) est là pour démontrer que si la démocratie est la forme spécifique de la dictature du capitalisme des temps heureux (de développement ascendant du capitalisme) le fascisme est la forme particulière de dictature du capitalisme sur l'autre versant, de l'impérialisme.

Mais, disent les néo-libéraux italiens, notre démocratie est une démocratie d'un nouveau genre, « nuovissima » ; nous voulons la fonder essentiellement sur les classes travailleuses et sur leurs organisations autonomes ; nous voulons extirper le parasitisme industriel et ploutocratique, donner la terre aux paysans, « donner au peuple italien la disposition de sa propre destinée ». (Programme de *Justice et Liberté*.)

Pour qui voudrait se référer aux programmes et aux écrits libéraux et démocratiques de 1919-1920 en Italie, et même auparavant, il ne serait pas difficile de constater que la démocratie « nuovissima » de *Justice et Liberté* est une très vieille denrée. Les formules politiques n'ont pas de valeur en soi, mais elles se contrôlent en raison des réalités sociales auxquelles elles s'appliquent. Que signifie maintenant « se fonder essentiellement sur les classes travailleuses et sur leurs organisations autonomes » ? Cela signifie-t-il affirmer le principe selon lequel tous les droits et toutes les libertés appartiennent au travailleur ? S'il en est ainsi, c'est abolir tout privilège de classe, transmettre aux travailleurs, avec le pouvoir politique, tout le pouvoir

économique des classes possédantes : c'est-à-dire exproprier les grands capitalistes, les banquiers et les propriétaires fonciers. Et quelle est la classe capable de réaliser ce programme ? La petite bourgeoisie urbaine ? La petite bourgeoisie urbaine qui, par son caractère et par sa position intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat, est destinée à être continuellement en proie aux hésitations et à l'impuissance, à passer d'un extrême aigu de démocratisme à la servilité la plus basse envers la réaction (expérience du fascisme en Italie) ? Ou peut-être alors la classe paysanne ? En premier lieu, il faut tenir compte de la diversité des fractions qui composent cette classe (paysans riches, aisés, petits propriétaires, fermiers, métayers, ouvriers agricoles), ensuite des conditions d'existence, de l'état de dispersion, du bas niveau de culture de la masse paysanne qui la rendent incapable d'une initiative propre, indépendante, d'un mouvement dont l'impulsion ne vienne pas des villes, c'est-à-dire de la classe ouvrière.

La classe ouvrière est la seule classe capable de se placer à la tête du peuple insurgé, de l'organiser, le guider à la conquête de la « disposition de sa propre destinée ». De toutes les classes, la classe ouvrière est la seule intégralement révolutionnaire, la seule capable de libérer le travail de la tyrannie du capital. Parce qu'elle a grandi et s'est développée dans les conditions de la société moderne engendrées par les moyens de production moderne, elle est la seule capable d'accomplir la transformation économique et politique qui doit abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et assurer à chaque « citoyen-travailleur » sa propre indépendance et sa propre liberté.

L'hégémonie, la suprématie de la classe ouvrière n'est pas pour nous de droit divin. L'hégémonie, la suprématie de la classe ouvrière se justifient par la place qu'elle occupe dans la production, parce qu'elle est la seule classe qui, dans le régime capitaliste, soit unie et disciplinée.

Une fois abolie la domination du capital (tout bourgeois, tout capitaliste vivant du travail d'autrui, de profit créé par l'ouvrier, est un parasite), une fois abolie donc la propriété privée des moyens de production et le mode bourgeois d'appropriation et d'échange des richesses, la direction du système socialiste de production et de distribution des richesses ne peut appartenir qu'à la classe ouvrière, héritière directe de la bourgeoisie et, en même temps, son fossoyeur naturel. Mais voilà les socialistes néo-libéraux qui se présentent et, marchant dans les traces des progressistes et des vieux évo-

lutionnistes, proposent à la classe ouvrière d'avancer pas à pas... jusqu'à ce qu'elle ait acquis, par l'exercice d'une large démocratie, la pleine expérience de l'usage de l'appareil de production et de l'administration du pouvoir. On commencera, selon eux, par le contrôle; les ouvriers participeront, à travers les conseils d'usine, à la direction de l'entreprise; ils développeront ainsi leur éducation pour arriver, gré à gré, à la socialisation totale.

Tous les travailleurs ne seront-ils pas libres par leurs suffrages de faire triompher leurs intérêts? La démocratie ne leur assure-t-elle pas la plus large liberté de disposer de leur destinée?

Mais même ces arguments ne sont ni nouveaux ni originaux. La controverse est vieille de dizaines d'années. Et, outre qu'elle a été résolue théoriquement dans la polémique des bolcheviks-léninistes (marxistes révolutionnaires) contre les Kautsky et les Renner de tous les pays, elle a reçu pratiquement une solution éclatante dans la confrontation des résultats de la *démocratie pure* défendue en Allemagne et en Autriche par les Kautsky et les Renner et les résultats de la *démocratie ouvrière* du régime soviétique, c'est-à-dire de la *dictature du prolétariat*. Le mensonge et la duperie de la *démocratie pure* sont mis en évidence. Aujourd'hui, pendant qu'en Allemagne, en Autriche, des millions de travailleurs se meurent de faim, pendant que le fascisme d'Hitler prend à la gorge le peuple allemand et les Heimwehren autrichiens assiègent le prolétariat viennois, pendant que la misère, l'esclavage, l'oppression la plus féroce menacent tous les peuples de l'Europe centrale, pendant que partout les «droits sacrés de la propriété privée» menacent de déposséder les travailleurs de leurs «conquêtes démocratiques» pour les jeter en pâture à une nouvelle guerre, parler encore de «démocratie pure», d'«égalité», de «liberté», de «gouvernement populaire en général», signifie vouloir renoncer à tout prix à la compréhension des faits; «signifie faire preuve de philistinisme incurable, signifie bafoyer les classes opprimées». (Lénine.)

Tant que les capitalistes continuent à détenir la propriété des moyens de production et d'échange, «la *démocratie*, affirme déjà avec hardiesse Pissacane du «Risorgimento» renouvelant une vérité de Marx, *n'est qu'imposture et hypocrisie*». Elle ne peut signifier que la liberté pour les exploités, pour les classes possédantes de piller le salaire des travailleurs, de ravager l'épargne du paysan et de l'artisan. Mais il n'y a qu'une voie pour arracher au capitalisme tous les moyens de production et les donner aux travailleurs: la substitution à la dictature bourgeoise de la *dictature du prolétariat*. L'illusion que les travailleurs puissent s'emparer de l'Etat par l'exercice du droit de vote et utiliser cet Etat à leurs propres fins, cette illusion a reçu des expériences allemande, autrichienne, anglaise, espagnole, un démenti écrasant. Qu'on regarde ce qui subsiste aujourd'hui de la *république démocratique allemande*, de toutes les soi-disant conquêtes de la soi-disant révolution de 1918.

Cela ne signifie pas que les travailleurs doivent renoncer à la lutte pour les «libertés démocratiques».

Mais cette lutte ne sera une lutte féconde que si elle est conduite sur le terrain révolutionnaire jusqu'à la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie. Les travailleurs doivent profiter de chaque liberté qu'ils peuvent arracher à la bourgeoisie pour conduire contre la vieille société une lutte conséquente jusqu'à sa destruction. Sans briser l'appareil étatique existant, sans remplacer le vieil Etat bourgeois par un nouvel Etat ouvrier, il n'y a pas moyen d'atteindre un régime de démocratie véritable, un régime qui l'abolition de toute oppression de classe, de toute exploitation de l'homme par l'homme, conduise à la disparition de l'Etat et réalise la libre société du travail.

On objectera: «La révolution d'Octobre a bien été inspirée par ce principe.» La substitution de l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois, la victoire de la dictature du prolétariat a-t-elle entraîné en Russie la substitution de la démocratie des pauvres à la démocratie des riches, les libertés pour la majorité du peuple, c'est-à-dire pour qui travaille, aux libertés pour une minorité d'exploiteurs? Personne ne peut nier que la conquête du pouvoir par le prolétariat en Russie a marqué pour les travailleurs de cet immense pays et pour les classes laborieuses et les opprimés du monde entier le début d'une ère nouvelle, le début d'une civilisation ouvrière destinée à détruire la barbarie capitaliste. La classe ouvrière russe peut à juste titre être fière des conquêtes grandioses de la révolution d'Octobre.

La première au monde, elle a démontré quelles énormes forces de progrès renferme la méthode de direction socialiste de l'économie pour l'industrie et pour l'agriculture. Ces conquêtes ne sont devenues une réalité que par la victoire du prolétariat sur la démocratie bourgeoise et sur le capitalisme.

Mais alors, et la dictature de l'appareil de Staline? Et l'exil de Trotsky? Et la déportation des vieux bolcheviks-léninistes?

Qui croit pouvoir charger de ce fardeau la dictature du prolétariat pour en proclamer la faillite se trompe lourdement. Au contraire, ce sont là les produits de la pression des ennemis extérieurs et intérieurs de la dictature du prolétariat, pression qui s'est exercée par le canal de la bureaucratie soviétique et qui trouve son expression dans la théorie nationale réformiste du «socialisme dans un seul pays».

Les persécutions contre la gauche bolchevique embarrassent et font le procès — non pas des principes communistes, qui n'ouvrent qu'une voie à l'émancipation du prolétariat, la voie de la dictature prolétarienne — mais de la politique suivie par Staline, chancelant entre la conception de l'internationalisme prolétarien du communisme scientifique (marxisme) et l'opportunisme petit-bourgeois: le national-réformisme. Ainsi, par exemple, pour s'être appuyé sur Tchang-Kaï-Chek au lieu de s'appuyer sur les jeunes forces du prolétariat chinois, la fraction de Staline a aidé Tchang-Kaï-Chek à étrangler la révolution chinoise; et elle l'a fait, non pas par amour pour Tchang-Kaï-Chek, mais pour avoir

substitué à la conception communiste prolétarienne, qui affirme que même pour les pays arriérés et semi-coloniaux « le chemin de la démocratie passe par la dictature du prolétariat » (Trotsky), la conception petite-bourgeoise opportuniste de la *révolution populaire démocratique* comme étape de transition pour atteindre la *dictature du prolétariat*.

Il en est de même pour les problèmes de l'U.R.S.S. Bien avant qu'en 1928 la bureaucratie stalinienne, décrivant une nouvelle courbe à 180°, se lance dans un périlleux aventurisme économique et politique, l'opposition de gauche (bolchevik-léniniste) a lutté pour l'industrialisation, pour le principe du plan dans l'économie, contre la tendance à s'appuyer sur les koulaks (paysans riches) pour la participation plus directe de la classe ouvrière à la direction de l'économie et de la politique soviétique, pour le développement de la révolution prolétarienne internationale, contre la tendance à isoler la Russie des Soviets, à « neutraliser » la bourgeoisie internationale pour construire le « socialisme dans un seul pays », l'opposition de gauche a lutté et lutté en somme contre le pouvoir de la bureaucratie, canal de la pression des classes adverses, pour le renforcement de la dictature de classe du prolétariat comme base pour la construction du socialisme et la victoire sur le capitalisme mondial.

L'avenir de la révolution et des libertés des travailleurs du monde est lié à l'avenir de la dictature prolétarienne. Pour sa consolidation, l'opposition bolchevik-léniniste, que les staliniens appellent trotskyste, œuvre de toutes ses forces.

*
*
*

Mais venons en à l'expérience italienne : comment est né et comment s'est développé le fascisme en Italie ? Qui l'a poussé en avant, protégé, conduit au pouvoir ? On a dit que le fascisme est le jumeau du bolchevisme, parce qu'il applique la violence et proclame la nécessité de la dictature. D'autres ont pu dire — et ils ont dit — que le fascisme est le jumeau de la démocratie, parce que l'un et l'autre — fascisme et démocratie — sont des formes de dictature de la même classe : la classe bourgeoise. Or si fascisme et bolchevisme peuvent être considérés comme jumeaux, c'est seulement dans le sens qu'ils naissent de la même crise de décomposition de la société capitaliste. Mais pendant que l'un, le fascisme, représente la tentative de résoudre par la violence et les mitrailluses le problème des forces productives pour le développement desquelles le capitalisme est devenu un obstacle — autrement dit, pendant que le fascisme est une tentative réactionnaire pour contenir les forces du progrès économique, politique et social — l'autre, le bolchevisme représente l'effort et les moyens de libération de ces forces des chaînes qui l'enserment : les chaînes de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Il s'agirait donc de jumeaux en tous cas irréductiblement opposés et ennemis. Mais fascisme et bolchevisme ne sont pas jumeaux : le premier a pour protagoniste la petite-bourgeoisie — manœuvrée et dirigée par le grand

capital — le second a pour protagoniste le prolétariat — le successeur historique de la bourgeoisie dans la direction de la société.

En Italie comme en Allemagne le fascisme est né de la crise de la petite-bourgeoisie. A l'époque où le développement des forces productives entraînait en conflit ouvert avec les besoins sociaux, il a placé le capitalisme dans la nécessité de recourir aux méthodes de violence ouverte jusqu'à la suppression totale de tous droits à l'existence, à la liberté et au pain quotidien les plus élémentaires, pour la défense de son profit et de ses privilèges de classe. Etreinte par ses propres contradictions, contrainte à reprendre toutes les concessions faites à la classe ouvrière, aux prises d'autre part avec les classes qu'elle opprime et exploite, la bourgeoisie « libérale », la vieille bourgeoisie de Giolitti, de Luzzati, de Nitti, de Sforza et de Labriola, a fait ce que la classe ouvrière, mal dirigée et trahie, n'a pas su faire : elle a abandonné la légalité, organisé la guerre civile avec les bandes fascistes, couvertes et protégées par la « guardia regia » et les soixante mille carabinieri. *Les conquêtes lentes et graduelles d'un demi-siècle de lutte pour les réformes et la démocratie se sont trouvées anéanties à bref délai parce qu'on n'a pas su et qu'on n'a pas voulu entrer dans la révolution prolétarienne ; parce qu'on n'a pas su et qu'on n'a pas voulu organiser la victoire de la dictature du prolétariat.*

Ceux qui n'ont pas voulu la démocratie des conseils d'ouvriers et paysans, par haine de la dictature du prolétariat, ont frayé la route à la dictature brutale du fascisme ; à la place de la dictature de la classe ouvrière exercée dans l'intérêt de la majorité de la nation, ils ont eu la dictature des chemises noires exercée au profit de l'oligarchie financière des gros capitalistes et des grands propriétaires fonciers.

Est-il possible de rayer une telle expérience ? Ce n'est pas possible, à moins qu'on ne croie possible de faire revenir en arrière la roue de l'histoire. Le fascisme est le fruit de cinquante années de « démocratie » de la bourgeoisie italienne. Toutes les faiblesses, toutes les contradictions propres au système économique et politique italien, qui porte la marque de la bourgeoisie, se retrouvent dans le fascisme ; la rhétorique, la férocité, la ladrerie, le parasitisme, la « camorra », le manque de culture, la corruption, l'esprit policier, l'omnipotence du pouvoir central sont l'héritage de cette démocratie. Et il faut partir de ces constatations pour comprendre le caractère réel de la dictature fasciste et donner une juste solution au problème de la révolution italienne dans notre époque, assez éloignée du 89 et du 48.

Chaque organisation politique a sa base dans la composition des diverses classes de la nation. Etant donné la structure économique particulière de l'Italie, pays dépendant de l'étranger pour les matières premières, pauvre en capitaux et en débouchés, l'Italie a toujours été la proie de fortes contradictions de classe. Avant la guerre, il y eut de fréquentes grèves économiques qui se terminaient par des combats dans lesquels les victimes tom-

baient toujours des rangs des travailleurs (il faut souligner notamment les « faisceaux siciliens », les insurrections paysannes de 1892-93, les mouvements de 98 à Milan, les meurtres de Berra et de Candela). Les classes dirigeantes de l'Etat italien, pour contenir la pression des grandes masses populaires dans cette période, recourent à une politique combinée de violences ouvertes et de soi-disant libéralisme. L'homme qui attacha son nom à cette politique fut Giovanni Giolitti. Les armes que les classes dirigeantes italiennes employèrent pour réfréner les masses populaires sont : le compromis, la corruption et la carabine. En réduisant une partie de la péninsule à l'état de colonie, le Midi, essentiellement agricole, en soumettant les consommateurs à une exploitation odieuse, au moyen d'une politique de pression fiscale et de protectionnisme ruineux, l'industrie du Nord de l'avant-guerre a trouvé les bases d'un développement qui a comporté pour les ouvriers un certain niveau de vie, certes des plus bas à l'échelle des pays voisins, mais supérieur aux conditions de vie des paysans pauvres et des artisans du Midi.

Une couche relative d'aristocratie ouvrière se forme dans le Nord, base du réformisme italien (Turati, Prampolini). Sa politique de compromis répond aux exigences du développement économique de la bourgeoisie italienne dans ce stade. C'est la politique des « temps prospères ».

**

Avec la guerre, s'ouvre la grande crise de la société italienne. Giolitti, l'homme qui, depuis des décades, avait dirigé la politique des classes dirigeantes italiennes, est contre l'entrée en guerre de l'Italie; tout au moins il est contre l'intervention de l'Italie dans cette période déterminée et dans cette forme déterminée. La majorité du parlement italien l'appuie. A cette époque se déroule déjà une répétition générale du coup d'Etat de la grande industrie et de la monarchie, du coup d'Etat qui devait ensuite être accompli en octobre 1922 par la marche sur Rome. Le Parlement est mis à l'écart (mai 1915). Avec l'aide de la police, de l'armée et de la petite-bourgeoisie sans travail, on organise le mouvement de rues en faveur de « l'intervention ». La presse est mobilisée contre les « ennemis » de la patrie. Mussolini, le transfuge, abandonne sa place de directeur de *L'Avanti*, organe du parti socialiste. Il apparaît avec D'Annunzio sur les places publiques à la tête des interventionnistes. Le peuple réagit ici et là, mais sans direction et sans plan. La couronne enjambe le Parlement, passe sur l'opposition des masses populaires, appelle le « libéral » réactionnaire Antonio Salandra à la tête du gouvernement et proclame l'entrée en guerre de l'Italie. C'est une violation ouverte de la Constitution. Mais le Parlement italien, comme plus tard lors de la marche sur Rome, se soumet sans la moindre résistance et se transforme en Parlement de guerre. Le respect de la Constitution n'a jamais été la tradition des classes dirigeantes italiennes. Du reste, la Constitution n'a jamais été « populaire » en Italie. Cela tient à la formation de l'Etat unitaire italien, duquel

les grandes masses du peuple ont toujours été éloignées par défiance.

**

Les nécessités de la guerre entraînent une industrialisation accélérée du pays. De nouvelles branches surgissent. On double la production des industries existantes. Mais les caractères fondamentaux de l'économie italienne ne sont pas modifiés par la guerre. Au contraire, ses déséquilibres s'accroissent. Et surtout la contradiction qui est à la base de la crise générale de l'après-guerre s'approfondit : entre le développement de l'appareil de production et la restriction des débouchés. Sur cette base, la guerre finie, éclatent et se multiplient de graves conflits de classe. D'un côté, les ouvriers veulent maintenir et améliorer le niveau de leurs salaires; les travailleurs de la terre, qui reviennent des tranchées, demandent du pain et du travail. D'un côté, des millions d'exploités veulent la réparation des souffrances subies pendant la guerre et en repoussent les conséquences. De l'autre, les classes capitalistes se coalisent dans la défense de la marge de leur profit. Et cela exige, devant la pénurie du capitalisme italien, une politique de spoliation brutale et de pillage ouvert de la population travailleuse. La crise économique devient ainsi la crise politique de toute la société italienne. Les conflits de classe posent le conflit pour le pouvoir. L'Etat, le vieil Etat libéral, relègue des faiblesses de la structure économique italienne, sous la pression des masses, de toutes les masses en mouvement, se désagrège et révèle son impuissance.

Comment en sortir? Voilà comment surgit le dilemme, depuis plus de dix ans ouvert, qui se pose avec une acuité toujours croissante devant le peuple italien : révolution prolétarienne (démocratie ouvrière) ou fascisme?

**

La vague révolutionnaire des masses de l'immédiat après-guerre monte sans désenparer. Toutes les catégories sociales de travailleurs, des ouvriers d'usine aux fonctionnaires de l'Etat, sont en lutte. Leur pression sur la marge de profit du capitalisme et de l'Etat se fait sentir chaque jour plus fortement. Dans les usines, deux pouvoirs s'opposent : le pouvoir des travailleurs organisés dans les conseils d'usine et le pouvoir des capitalistes. Dans les campagnes, les paysans envahissent les terres et en réclament l'expropriation. Sur le terrain du suffrage universel, cette pression des masses se traduit par l'envoi au parlement de cent cinquante-six députés socialistes et par la conquête de plus de deux mille communes. Parmi ces communes, figuraient les principales villes du Nord : Milan, Ferrare, Bologne, etc. La mesure exacte du rapport des forces dans l'immédiat après-guerre est donnée, outre les nombreuses et amples grèves et luttes ouvrières, par l'occupation des usines de septembre 1920. Une question de salaires intéressant les ouvriers métallurgistes se transforme en occupation révolutionnaire des usines. Ce ne fut pas

un épisode occasionnel. C'était le résultat de l'aggravation des contradictions et des luttes de classes qui se manifestaient ouvertement sur le terrain économique et mettaient déjà en jeu l'ensemble de la société capitaliste.

*
*
*

La logique des événements aurait demandé que le mouvement de l'occupation des usines fût élargi jusqu'à la conquête révolutionnaire du pouvoir politique par les ouvriers. Il a manqué, à la classe ouvrière, la capacité et la préparation nécessaires pour passer à l'attaque décisive et victorieuse. La cause principale de la défaite fut la faiblesse intrinsèque du mouvement ouvrier italien. Le mouvement de l'occupation des usines se termina par un compromis entre les dirigeants des organisations syndicales (sociales-réformistes) et Giolitti, revenu après la guerre à la tête de la politique des classes dirigeantes italiennes. Ce compromis marqua le début de la retraite de la classe ouvrière italienne. Cette retraite aurait pu constituer seulement une trêve avant de reprendre l'assaut et la marche en avant, si certains facteurs internes du mouvement ouvrier ne les avaient rendus impossibles, et avant tout les méthodes social-pacifistes, capitulaires, pratiquées par le réformisme italien encore maître des centres vitaux du mouvement ouvrier : syndicats, coopératives, presse, groupe parlementaire, administrations communales.

La retraite de la classe ouvrière engendra un déplacement dans le rapport des forces. Les industriels passèrent à l'offensive. L'initiative leur appartint. Des grèves ouvrières on passe aux lock-out industriels. L'objectif principal est d'essouffler l'organisation ouvrière, de briser cette arme puissante entre les mains des travailleurs. Le lock-out et la famine sont les premières armes auxquelles les industriels recourent pour soumettre les ouvriers. Mais ce ne sont pas les seules. L'action répressive légale de l'Etat les double, ainsi que la terreur extra-légale des bandes fascistes.

*
*
*

Avec la fin de la guerre, la démobilisation accomplie, toute une catégorie de personnes se trouve sans emploi et en danger d'être submergée par le flux révolutionnaire : ex-officiers, déclassés de tout genre, venant de couches sociales différentes, qui, dans la guerre, avaient trouvé une occupation, petits-bourgeois animés d'une haine profonde contre la classe ouvrière. C'est de cet amalgame que sortent les premiers « faisceaux », qui s'expriment naturellement dans le *Popolo d'Italia* de Mussolini. L'action de ces faisceaux est dirigée contre les prolétaires des villes : agressions, assauts sanglants des manifestations ouvrières, incendie et dévastation des sièges du parti socialiste (assaut de l'*Avanti* à Milan, avril 1919). Dès le début, il est clair que ces groupes agissent sous la protection et avec la complicité ouverte de « l'Etat libéral ». L'Etat leur laisse les mains libres après les avoir aidés à se constituer et à se développer. Les « faisceaux » commencent à s'organiser au début de 1919 (congrès

du 23 mars). Mais pour avoir une idée de la force effective que le fascisme représente à cette époque, il suffit de rappeler les élections politiques de novembre 1919. Mussolini se présente à Milan et obtient 9.000 voix contre 198.314 voix qui vont à la liste du parti socialiste. Dans son programme électoral de 1919, Mussolini a écrit : « République. Suppression du Sénat. Contrôle sur les industries. Démocratie économique. Représentation proportionnelle, etc. » Ce programme, abandonné dans la suite répondait aux fins et à la nature du fascisme dans cette période. Et si l'on tient compte de ce que le fascisme a changé souvent de programme selon les diverses dispositions des forces sociales en lutte, le programme de 1919 apparaît ce qu'il était alors : un programme de racolage des forces de la contre-révolution, des forces de conservation de la société capitaliste italienne. Sous le drapeau de la « démocratie plus large », il tendait à désagréger la classe ouvrière, à dévier le cours des forces révolutionnaires vers des courants qui fortifient la propriété et l'ordre social. La formulation des revendications pseudo-radicales de 1919 avait surtout pour but d'enrôler sous les drapeaux fascistes ces couches des masses petites-bourgeoises de la ville et de la campagne mécontentes du vieil ordre des choses et avides surtout de changement, pressées de combattre les solutions bolcheviques de la classe ouvrière.

Dans un pays comme l'Italie, où la classe ouvrière a un poids spécifique relativement faible (4 millions d'ouvriers en majorité concentrés dans le Nord) et où la petite-bourgeoisie (paysans, artisans, intellectuels) constitue un halo immense, il fallait prendre la plus grande attention au péril fasciste dès son éclosion. Mais, à la classe ouvrière, il manquait alors une forte avant-garde organisée, capable de lui dénoncer le danger et de la guider justement pour l'étouffer.

Deux erreurs principales furent commises :

1° Considérer le fascisme comme un phénomène pourri puisant son origine dans les psychoses de guerre et, par cela même, éphémère, voué à se tarir comme les névroses de guerre ;

2° Ne voir dans le fascisme que le reflet de la réaction capitaliste sans y voir le résultat combiné de la crise de la petite-bourgeoisie et du régime capitaliste.

Dans l'immédiat après-guerre, la majorité des couches petites-bourgeoises s'orientaient avec confiance vers la classe ouvrière dont elles attendaient la libération des maux qui les accablaient : dévalorisation de la monnaie, impôts écrasants, enchérissement du coût de la vie... La petite-bourgeoisie, surtout la petite-bourgeoisie productrice, voyait la cause de ses malheurs dans les profiteurs de guerre et dans le régime qui engendrait ces profiteurs ; et elle voyait dans la classe ouvrière la force capable de la libérer d'un tel régime ; elle suivait avec sympathie la lutte du prolétariat. Mais l'avant-garde prolétarienne, une fois arrêtée, le déplacement de forces qui commence à se déterminer entre les deux classes, principales antago-

nistes, entraîne sa répercussion puissante et immédiate sur les couches de la petite-bourgeoisie aussi. Cela ne constitue pas une nouveauté dans l'histoire des classes moyennes. Alors elles oscillent, renforcent les rangs du fascisme, lui fournissent les éléments actifs, d'autant plus féroces contre les ouvriers qu'ils ont été profondément désillusionnés dans l'attente de la révolution prolétarienne. Si le change monte, si le chômage s'accroît, si la production stagne, si le coût de la vie s'élève, si les impôts augmentent, si les couches petites-bourgeoises sont entraînées à la ruine, la cause n'en est pas recherchée dans la crise de la société capitaliste et dans la crise générale de l'après-guerre : mais elle est rejetée sur les ouvriers qui fomentent des grèves, qui exigent des hauts salaires, qui menacent la vie de l'Etat, etc. La petite bourgeoisie (paysans, petits producteurs, employés, etc.) passe de l'espérance révolutionnaire au camp de la contre-révolution (phénomène qui se répète aujourd'hui dans le mouvement hitlérien en Allemagne).

Ainsi d'un côté, à défaut d'une analyse de classe du fascisme, ses caractères n'apparaissent pas ni les périls qu'il portait en lui dès son origine ; d'où l'inaptitude à lui opposer une méthode de lutte adaptée à ces caractères et à ces périls. De l'autre, à défaut d'une politique particulière envers les couches moyennes, les masses paysannes en premier lieu, la classe ouvrière s'isolait de ces couches dont la passivité fournissait ses troupes actives au fascisme, l'aidant à se fortifier.

**

Après la défaite du mouvement de l'occupation des usines, l'action fasciste se déploya dans le pays, se fit toujours plus intense et violente. Un plan systématique d'attaque et de destruction des locaux ouvriers fut mis à exécution, particulièrement à la campagne où les équipes armées des chemises noires pouvaient plus facilement se déplacer et mener à bien leurs entreprises. Les organisateurs de groupements et de coopératives rouges furent arrachés de leurs maisons, bâtonnés, torturés, assassinés. Les communes qui, dirigées par des municipalités « subversives », étaient envahies par des « squads » armées ; les conseillers, élus du suffrage universel, étaient contraints à se démettre, à abandonner leurs régions pour d'autres contrées de l'Italie ou l'étranger. Les sièges des journaux socialistes et ouvriers étaient dévastés, les imprimeries détruites. La terreur sévissait à la ville et à la campagne par la bâtonnade, la proscription, les assauts, le pillage, l'incendie, par l'huile de ricin, la bombe et le revolver. Les victimes de la terreur fasciste tombèrent par centaines.

Que firent les gouvernements libéraux et démocrates des Nitti, des Giolitti, des Bonomi, avant le fascisme ? Ils augmentèrent formidablement les corps de police et de sûreté ; ils firent intervenir ces troupes en aidant les bandes fascistes à briser les reins de la résistance ouvrière ; ils fournirent des armes et des moyens de transport aux chemises noires ; ils assurèrent l'absolue impu-

nité aux bandes fascistes. Sans l'appui direct et déclaré de l'Etat, des soi-disant gouvernements libéraux et démocratiques, le mouvement fasciste n'aurait pu se renforcer. L'Etat remplit les bagnes d'ouvriers qui résistaient au fascisme, qui s'opposaient, les armes à la main, à leurs violences ; l'Etat fournit les cadres, les armes et les ressources pour l'organisation des bandes armées. Ainsi, dans l'Etat, se développait une organisation armée extralégale, avec ses propres cadres, dont le gouvernement et les classes dominantes usaient pour renforcer leur pouvoir politique et économique.

L'Etat de guerre ouvert développé dans le pays revêtit à la fin de 1922 une acuité intenable. L'organisation du vieil Etat soi-disant libéral en se dissolvant avait donné le jour à l'organisation fasciste. Mais celle-ci n'était pas encore l'Etat ; bien plus tôt, c'était une organisation qui se dressait face à l'Etat. Au début, parmi les classes dominantes et le vieux personnel dirigeant de l'Etat, beaucoup pensaient pouvoir se servir du mouvement fasciste comme d'un instrument de lutte contre la classe ouvrière et pouvoir résorber ensuite le mouvement des chemises noires dans l'Etat dès la défaite des forces de la révolution prolétarienne. Giolitti et le ministre social-réformiste Bonomi, deux pères du fascisme, cultivèrent aussi cette illusion. Mais les mouvements sociaux ne se règlent pas sur des schémas figés et arrêtés par avance. Se proposer le simple objectif de la normalisation, c'est-à-dire du retour à la normalité démocratique, comme c'était le fait alors de la social-démocratie et de quelques groupes libéraux et démocratiques bourgeois signifiait poser le problème du désarmement des bandes fascistes, signifiait donc la lutte armée contre elles, signifiait enfin déclencher la guerre civile dont la direction serait alors revenue à la classe ouvrière.

Mais c'est contre cette solution, et pour éloigner cette perspective, que les classes dominantes avaient favorisé et armé le fascisme. Les mêmes pouvaient-elles le désarmer ? Le problème de la « normalisation » fut donc résolu par les classes dirigeantes de l'Etat et de la société italienne de la seule manière conséquente pour la sauvegarde de leurs intérêts : profitant de la fatigue et de l'éparpillement de la classe ouvrière, elles appelèrent au pouvoir les chefs de l'organisation fasciste pour pousser plus loin la fascisation de l'Etat, en garantissant en même temps leur contrôle et leur direction.

Ainsi la marche sur Rome se déroula sous le contrôle et avec la participation de la Banque et de la Confédération de l'Industrie ; ainsi la capitulation complète de l'Etat libéral et démocratique entre les mains du fascisme.

Dans la mesure où la crise économique s'approfondit et après la brève reprise qui accompagna les premières années du gouvernement de Mussolini, et dans la mesure où les premières années provoquèrent la désillusion des masses petites-bourgeoises qui en attendaient la guérison de tous leurs maux (maux qui, au contraire, s'aggravèrent

sous les coups de la politique féroce de défense du grand capital qui constitua dès la première heure la politique de Mussolini), dans la mesure où tous ces effets se combinèrent et mirent en évidence l'impossibilité de gouverner par les moyens parlementaires combinés à la violence illégale, le fascisme fut contraint d'évoluer vers les formes plus « totalitaires » en passant de crise en crise. Mais quelle erreur de penser que la « démocratie » — contre quoi le fascisme s'insurge maintenant après avoir reçu son appui pour écraser le mouvement ouvrier — trouvera l'énergie nécessaire à sa réhabilitation dans un suprême effort pour sauver au moins sa propre dignité *in articulo mortis*.

Le 15 mai 1922, en se présentant à la Chambre élue le 15 mai 1921 et composée en majorité de démocrates, de libéraux et de socialistes (les députés fascistes étaient à peine 32 contre 500 membres des autres partis), Mussolini traita cette majorité fantastique comme un brigadier ivre traite la pire prostituée. « Je pouvais faire de ce palais sourd et gris un bivouac pour mes pelotons ; je pouvais dissoudre ce parlement et constituer un gouvernement uniquement fasciste. Mais cela, au moins pour l'heure présente, je ne l'ai pas voulu. » Comment, répondait la majorité « libérale démocratique » aux coups de cravache du nouveau maître ? Terrorisée, elle se hâta de lui céder les pleins pouvoirs. Et Mussolini put disposer de cette Chambre qui pourtant mettait tout son zèle à être servile et soumise, mais qui demeurait toujours la Chambre où les fascistes n'avaient que 32 députés. Mais, avant de la renvoyer, par un ralliement de rigueur, il exigea de la majorité « démocratique et libérale » une dernière preuve du degré de décadence auquel elle était tombée en la faisant renoncer au système proportionnel dont elle était issue et voter la réforme électorale qui devait assurer au fascisme par les élections du 6 avril 1924 la majorité des sièges.

Malgré la lâcheté dont la majorité démocratique et libérale avait fait preuve, malgré l'orgie de violences déchaînée sur l'Italie entière, le fascisme ne put obtenir la consécration qu'il cherchait auprès du « suffrage universel » mutilé et domestiqué. Les élections de 1924 condamnèrent encore une fois le fascisme. Les circonscriptions industrielles (Piémont, Lombardie, Vénétie), donnèrent un million trois cent mille voix à l'opposition contre un million cent mille obtenues par les manœuvres et pressions de toutes sortes pour la liste gouvernementale.

Mais que firent les partis de la démocratie de cette force, de cette volonté manifestée par les travailleurs contre le fascisme ? Encore une fois ils donnèrent la mesure de leur lâcheté et de leur impuissance. Et quand nous parlons de lâcheté et d'impuissance, il ne s'agit pas de la capacité de sacrifice personnelle, qui peut être très grande, comme ce fut le cas pour Giacomo Matteoti et d'autres martyrs de l'anti-fascisme démocratique ; nous voulons avant tout entendre la force que les partis

tirent de leur composition sociale et en premier lieu de leur doctrine pour se placer à la tête des masses populaires, les libérer et les guider sans hésitation ni réserve vers les buts de la lutte pour l'anéantissement du fascisme. Mais la « démocratie » a peur de l'action des masses, elle se défie des masses, et plus encore qu'elle n'a craint leur action dans le passé, la présence aujourd'hui d'un prolétariat moderne la lui fait redouter. L'Italie d'aujourd'hui n'est plus l'Italie des « lazzaroni » dont parlaient Marx et Engels. Mais si les conditions de l'Italie se sont modifiées, si aujourd'hui à côté des paysans qui désirent la liberté et la terre est venu se constituer un prolétariat industriel moderne, l'âme de la « démocratie » est demeurée la même. Comme durant la période dite du « Risorgimento », pour ne pas déplaire à la bourgeoisie et à la noblesse libérale, elle redoutait l'appel direct aux paysans et s'effrayait de « l'intempérance » des masses populaires, maintenant dans le nouvel état « unitaire », chaque fois que les masses ouvrières se présentent sur la scène politique et menacent de violer « les droits sacrés de la propriété privée », la « démocratie » révèle sa nature sordide et réactionnaire.

C'est ainsi qu'elle apparut durant toute la crise italienne. C'est ainsi qu'elle se démontra au cours de la crise Matteoti.

*
**

Le courage dont fit preuve le député réformiste assassiné le 10 juin 1924 n'absout pas de leurs fautes les défenseurs de la « démocratie ». Qu'ont-ils fait de ce courage ? Certes, ils ne s'en sont pas prévalu pour appeler les masses à s'insurger et à abattre la tyrannie fasciste ; mais, au contraire, pour freiner une fois de plus l'élan des masses populaires et le canaliser dans les voies de la légalité et de l'ordre capitaliste, c'est-à-dire finalement de la conservation de la dictature fasciste. Ce fut la fonction et le résultat du travail de l'Aventin.

La crise ouverte avec l'assassinat de Giacomo Matteoti pouvait, devait emporter le fascisme. Mais la seule force capable de porter la crise à sa solution finale était la classe ouvrière ; la seule voie était l'action révolutionnaire des masses travailleuses. L'Aventin préféra à l'action de rue, à l'appel aux masses, la « combinaison » avec la monarchie. Et ce fut la défaite. Et ce fut encore une fois la démonstration que la démocratie italienne peut changer de face, changer de nom sans perdre son essence intime : c'est toujours la même « démocratie » étrangère et réactionnaire qui a fait le Risorgimento et l'unité italienne, qui a en horreur le feu des barricades, qui a grandi à l'école des « combinaisons » et des compromis à l'intérieur et à l'extérieur.

*
**

Mais la nouvelle génération « libérale » abomine, elle aussi, cette vieille « démocratie » poltronne et vile. Elle veut une démocratie fondée sur le travail ; non seulement elle sympathise avec la

classe ouvrière, mais elle veut fonder sur elle son état. A ces jeunes générations nous disons ce que les autres jeunes venus de l'école libérale de Gobetti (Manlio Rossi, Attilio Sereni, Amendola fils, etc.) ont compris : c'est que la seule force « libérale », révolutionnaire, progressive, dans le sens où la bourgeoisie libérale le fut à l'égard du féodalisme, est aujourd'hui, à l'égard du capitalisme, le prolétariat ; que c'est pure illusion de parler d'une « démocratie du travail » tant que l'antinomie entre la démocratie et le travail n'est pas résolue par l'abolition de toute distinction et de tout privilège de classe, par l'abolition de la propriété privée des moyens de production et leur passage entre les mains des travailleurs ; que la seule voie pour sa réalisation est la voie de la dictature prolétarienne, la voie du communisme.

« Refaire l'Italie », seul le prolétariat le peut

aujourd'hui ; seul le prolétariat pourra réaliser cette unité nationale entre le Nord et le Sud que la bourgeoisie n'a su réaliser — parce que le prolétariat est la seule classe dont les intérêts coïncident avec les intérêts de la majorité de la population et la seule classe qui peut apporter à tous les travailleurs la liberté et l'indépendance en les affranchissant de l'oppression et de l'exploitation capitaliste. Que la dictature du prolétariat fasse trembler les classes possédantes et riches (une minorité d'exploiteurs), c'est juste et naturel : il y va de leur expropriation et de leur fin. Mais les paysans, tous des travailleurs (la majorité de la nation) ne peuvent en avoir aucune crainte : elle leur apportera un monde nouveau dont la loi sera : *Tout pour ceux qui travaillent, rien pour les exploiters.* L'Italie libre, unifiée, indépendante d'aujourd'hui ne peut être qu'une Italie soviétique.



Thèse sur la question nationale

adoptée par la III^e Conférence de l'opposition
de gauche espagnole (Mars 1932)

I

Dans le temps écoulé depuis la précédente Conférence de l'Opposition communiste d'Espagne, les problèmes posés par la révolution espagnole se sont développés de telle manière que la réalité historique oblige, en bonne logique, à apporter quelques rectifications, sinon de fond, pour certains problèmes comme le problème des nationalités, tout au moins de forme et de tactique. Dans le projet de thèses sur la question des nationalités (1), approuvé à l'unanimité par la conférence de juin 1931, les problèmes nationaux qui sont posés en Espagne sont étudiés d'une manière uniforme, et sans que l'on ait établi de différences entre eux. L'expérience nous a démontré que les communistes ne peuvent pas les envisager tous selon le même critère. Il faut faire des distinctions, et des distinctions si importantes qu'elles nous conduisent à des conclusions totalement opposées. Chaque cas a une genèse, un développement et une base distincts, et les croire équivalents serait faire une erreur dans laquelle, comme communistes, nous ne pouvons tomber à aucun prix.

II

L'émancipation nationale est une des revendications de la démocratie, et c'est pour cela que le prolétariat ne peut s'en désintéresser. L'émancipation nationale, comme les autres conquêtes de la démocratie, ne peut être obtenue que par l'action des grandes masses populaires dirigées et entraînées par le prolétariat. L'Espagne est, dans l'Europe occidentale, le pays économiquement le plus arriéré, et les économies les plus opposées y coexistent. C'est la raison pour laquelle elle n'a pas pu assimiler, au cours des siècles, ni économiquement ni culturellement, les différents peuples qui la constituaient à l'origine, lors de sa constitution en une seule unité politique. Tandis qu'une partie de l'Etat, la moins étendue, se voyait entraînée sur le chemin du progrès capitaliste, une autre partie, la plus importante, et malheureusement celle qui avait la prédominance politique, restait dans une situation agraire semi-féodale, fortement liée à l'existence de la monarchie et de l'Eglise. Ce déséquilibre devait inévitablement entraîner une lutte entre la partie la

plus avancée et la plus arriérée, en qui coïncident à la fois, et non par hasard — car il y a à cela des causes historiques — l'existence de peuples de langues et d'idiosyncrasie distinctes à l'intérieur de l'unité politique espagnole. Cependant, les deux réveils nationaux de l'Eglise n'ont pas les mêmes caractéristiques ni la même signification. L'un, le réveil catalan, est éminemment démocratique et progressif; l'autre, celui du pays basque, est, au contraire, surtout réactionnaire.

III

La Catalogne représente la partie la plus avancée et la plus progressive dans l'ensemble de l'Etat espagnol. La bourgeoisie catalane, après la perte des dernières colonies d'Amérique, reconnut la valeur impulsive du réveil catalan et, l'arrachant des mains des poètes et des chanteurs, elle en fit une arme pour menacer et tirer des avantages à son profit de la monarchie qui avait sa base principale dans la plus grande partie de l'Etat dont la situation est arriérée et dont une partie est encore soumise à un semi-féodalisme qui entrave tout progrès démocratique. Le capitalisme catalan, étant donné sans doute les peu solides fondations d'une industrie qui n'a pas de racines naturelles dans le pays mais qui est plutôt née de la volonté tenace et de la nécessité impérieuse de ne pas périr comme peuple, par l'intermédiaire de sa partie représentative (la *Liga*), oublia promptement sa mission de démocratiser l'Etat et, en échange de concessions qui lui permettaient de subsister et de progresser médiocrement comme classe, et nullement disposée à perdre son influence sur la direction de l'Etat, elle relégua les aspirations nationales de la Catalogne au second plan. Cette position de la grande bourgeoisie catalane contribua à déplacer le mouvement national vers la gauche, donnant l'hégémonie à la petite-bourgeoisie qui le radicalisa et lui donna un contenu révolutionnaire.

IV

Cette étape du mouvement national catalan joua un grand rôle dans le mouvement révolutionnaire espagnol, et ses chefs, Macia en particulier, parvinrent à illusionner non seulement les masses de Catalogne, mais aussi une bonne partie des masses révolutionnaires petites-bourgeoises et prolétariennes du reste de l'Espagne. En ce sens, les masses de la C.N.T., alors que leurs dirigeants menaçaient de s'opposer, même les armes à la main, au mouvement séparatiste catalan, comprenaient leur rôle

(1) Voir les *Thèses sur la question nationale* précédentes dans le n° 31 de la *Lutte de Classes* (mai 1931, p. 245).

beaucoup mieux que les chefs, quoiqu'elles le comprennent d'une manière inconsciente en se faisant des illusions qui devaient être dissipées. L'impulsion donnée à la révolution espagnole par le mouvement national catalan était évidente; ce mouvement national était radicalisé par la petite-bourgeoisie dirigée par Macia, qui, ainsi que l'avaient prédit les communistes, devait trahir ses propres idéaux en se livrant sans conditions au gouvernement central qui continuait sur ce terrain, comme sur tant d'autres, l'œuvre de la monarchie déguisée.

V

Aujourd'hui avec la République, comme hier avec la monarchie, le problème national catalan signifie une poussée en avant dans la révolution démocratique. Encore aujourd'hui, après la chute de la monarchie, le réveil national de la Catalogne représente la lutte de la partie la plus avancée de l'Espagne contre la partie la plus arriérée; il signifie la lutte de la démocratie contre la partie féodale de l'Etat. Nous, communistes, avons le devoir de défendre inconditionnellement le droit de la Catalogne, y compris son indépendance; mais en même temps, nous devons dénoncer aux masses le rôle de trahison que les dirigeants de la petite-bourgeoisie jouent dans cette lutte pour l'indépendance nationale de la Catalogne. Actuellement, la trahison accomplie par Macia et ses partisans est incontestable, et a été dénoncée même par certains de ceux qui le suivaient hier. Mais le rôle de Macia sera joué par certains de ses partisans d'hier, plus proches de la classe ouvrière, et qui ne manquent pas de prestige aux yeux des masses prolétariennes et des couches les plus prolétarisées de la petite-bourgeoisie de la ville et de la campagne. Cela représente un véritable danger pour la révolution.

VI

L'Opposition ne peut pas plus suivre les dirigeants du Bloc Ouvrier et Paysan (Maurin et Cie) dans leur inconsistante politique nationaliste, qui attire de si nombreux éléments de la petite-bourgeoisie qui ne voient pas dans le Bloc un Parti de classe, le Parti communiste, mais le parti catalan, qui «va plus loin dans son séparatisme». Cette politique doit être implacablement condamnée par la Gauche Communiste, car elle pourrait faire croire à une partie du prolétariat que son émancipation dépend seulement de l'émancipation nationale de la Catalogne, ce qui n'est pas vrai. Les chefs du Bloc, qui abandonnent la route du communisme en échange de la popularité, savent très bien cela. L'émancipation du prolétariat catalan ne dépend pas de l'émancipation de la Catalogne, mais, tout au contraire, l'émancipation de la Catalogne, comme celle de tous les peuples, dépend de l'émancipation du prolétariat qui, en faisant sa révolution et en instaurant sa dictature, résout cet aspect de la révolution démocratique, comme elle résout tous les autres que la démocratie bourgeoise ne peut pas plus résoudre. Dire le contraire aux ouvriers catalans,

comme aux ouvriers des autres pays non émancipés, c'est les tromper consciemment et trahir la cause du prolétariat.

VII

En résumé, il faut reconnaître que le problème catalan est une réalité et a ses raisons d'être économiques qui lui donnent un caractère progressif et révolutionnaire. L'Opposition communiste de gauche doit approuver et même impulser ce mouvement dans ce qu'il a de révolutionnaire, en n'oubliant en aucun cas de mettre en évidence devant le prolétariat le caractère démocratique du problème des nationalités, et le fait que la liberté des ouvriers ne dépend jamais de la liberté des peuples comme tels, mais tout au contraire, que c'est le prolétariat en triomphant qui peut donner réellement aux peuples la liberté que la démocratie bourgeoise leur refuse.

VIII

Un communiste peut-il avoir la même attitude devant le problème basque que devant le problème catalan? D'une façon générale, on peut dire que non. Tout ce qui, dans le mouvement catalan, est révolutionnaire et progressif est dans le mouvement basque réactionnaire et attardé. Les communistes, devant la signification si différente de ces deux problèmes, ne peuvent se prononcer de la même façon pour l'un et pour l'autre. Le problème catalan doit être considéré comme un facteur révolutionnaire et nous devons jusqu'à un certain point l'aider; mais devant le fait national basque, nous devons adopter une attitude radicalement opposée.

IX

S'il est bien vrai qu'en principe les communistes doivent défendre la reconnaissance du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, devant un mouvement national comme le mouvement basque, qui représente tout ce qu'il y a d'arriéré et de rétrograde en Espagne, et devient le bastion de la réaction, les communistes, pour défendre la révolution, non seulement ne doivent pas se croiser les bras par respect mal compris pour les principes, mais doivent, au nom de leurs principes d'émancipation du prolétariat, s'opposer de toutes leurs forces à ce mouvement. En Catalogne, le mouvement national a une base dans les centres industriels, dans la partie la plus avancée de la population. Dans le pays basque, c'est précisément dans les centres industriels que le problème de la libération nationale ne se fait pas sentir. C'est parmi les masses ouvrières qu'il a le plus d'ennemis, qu'on lui oppose la plus féroce résistance. Son berceau et sa force sont la classe paysanne, dirigée par l'Eglise, et en un certain sens aidée par la grande bourgeoisie, qui voit dans le nationalisme basque la possibilité de constituer des syndicats ouvriers nationalistes face aux organisations de classe, de façon à mieux lutter contre les aspirations du prolétariat. Déjà, dans les luttes du siècle passé entre la monarchie absolue et la monarchie constitutionnelle, le

particularisme basque avait mis toutes ses forces au service de l'absolutisme, et aujourd'hui, lors de la chute de la monarchie, le nationalisme s'est allié ouvertement à la réaction au service du régime déchu. Le mouvement national catalan impulse la révolution démocratique. Le mouvement national basque freine et dresse des obstacles devant cette même révolution. Les communistes doivent lutter de toutes leurs forces contre ce nationalisme, bastion de la réaction la plus exacerbée.

X

La phrase bien connue de Lénine : « La reconnaissance de la séparation n'exclut pas l'agitation contre la séparation », et oblige d'autant moins à faire de la propagande en faveur du divorce, montre aux communistes l'attitude qu'ils doivent adopter devant les autres problèmes nationaux factices que quelques éléments (en particulier les chefs du Bloc) prétendent créer en Espagne. Le mouvement national de Galice, d'Andalousie, et d'après ce qu'on peut voir de leur propagande, le problème de l'Aragon, de Murcie, etc., autant de problèmes nationaux qu'il y a de régions dans l'Etat espagnol, qui ont ou non un véritable caractère national, une base économique et culturelle propre, sont nés de l'anxiété d'un gauchisme petit-bourgeois. En Galice, il n'y a qu'un pseudo-problème national ; ni par sa culture particulière (elle n'en a pas, toutelois suffisamment pour se différencier du reste de l'Espagne), ni par son développement économique, il n'existe un problème national. La Galice n'a pas de grands noyaux industriels qui représentent un poids spécifique réel dans l'Etat. La Galice n'est pas retardée dans son progrès par l'état arriéré du reste de l'Espagne, parce qu'en réalité elle se trouve elle-même en état de retard par rapport au reste du pays. En tout cas, si le Portugal avait été un Etat économiquement fort et avancé, en Galice, étant donné sa langue et sa tradition, aurait été posé un problème d'irréductibilité. Mais les communistes ne peuvent pas spéculer sur des choses qui n'existent pas, et pas plus, en admettant que cela existe, à la veille d'une révolution prolétarienne possible, nous n'irons prétendre séparer une partie de l'Etat qui serait le théâtre possible de la révolution pour l'intégrer dans un Etat dans lequel la bourgeoisie serait plus forte.

XI

Nous pouvons parler de la même façon, et avec encore plus de raison, du soi-disant *problème andalou*. Si le problème de la Galice peut avoir quelque raison d'être dans l'esprit romantique de littérateurs petits-bourgeois, le problème andalou ne peut même pas avoir cette infime base romantique d'une langue mourante. L'Andalousie, ni pour des raisons ethniques, ni pour des raisons économiques et culturelles, ni même pour des raisons de pur romantisme, n'a posé aucun problème national. Le problème andalou ne peut avoir son origine que dans l'esprit déréglé d'un littérateur qui vit

hors du temps et de l'espace. Tout au plus ce faux problème national andalou pourrait-il se convertir un jour en bastion de l'agrarisme féodal qui domine la région. Nous pourrions dire la même chose en ce qui concerne les autres problèmes. Ni en Aragon, ni en Murcie, ni en aucune autre région ne sont posés des problèmes d'émancipation régionale. Peut-être à Valence et à Majorque (Baléares), par suite de la culture, de la langue et de l'origine, un mouvement pourrait-il se produire un jour, mais il serait intégré à celui de la Catalogne. De toute façon, ce ne sont pas justement les communistes qui créeront un mouvement d'émancipation nationale, lorsque la force de la réalité et les exigences économiques ne le produisent pas d'elles-mêmes.

XII

Ce n'est pas dans ces thèses sur les nationalités que nous devrions traiter le cas du Maroc. Mais la forme sous laquelle le P. C. d'Espagne, et spécialement le Bloc, l'ont rapproché des problèmes nationaux de la Péninsule, oblige à le faire. Dans le projet de thèses du Bloc, on dit en parlant des mouvements nationaux d'Espagne : « ...et surtout celui du Maroc ». Cela n'est pas juste. Le problème marocain n'est pas un problème national, car le Maroc n'est pas une nation, et non seulement le capitalisme, qui est la caractéristique principale de la nationalité, ne s'y développe pas, mais on ne peut même pas dire qu'y existe un régime féodal, mais bien un régime de clan ou de tribu. Et là où n'existe pas une nation, il ne peut y avoir en aucune façon un mouvement national.

XIII

Au Maroc il n'y a pas une nationalité parce que l'Etat colonisateur n'a pas su y créer une unité économique qui éveillerait cette communauté d'intérêts et qui, en créant les classes, produirait une nationalité. L'Espagne n'a pas su créer au Maroc une industrie, elle n'a pas su y introduire les progrès du capitalisme, ni même faire progresser l'état rudimentaire de l'agriculture ; elle n'a pas plus su lui donner une culture qu'impulser son unité. Les Marocains, en luttant les armes à la main contre les envahisseurs, ne luttent pas pour le Maroc, mais pour leur donar, et tout au plus pour leur tribu nomade. Les tribus, y compris les douars, sont ennemies entre elles, et luttent entre elles avec plus de vigueur que contre les véritables conquérants qui viennent leur imposer « la paix ». Pour les communistes espagnols, le problème du Maroc est un problème totalement différent de celui des nationalités. C'est un problème colonial, et il doit être étudié comme tel.

XIV

Les communistes doivent se prononcer inconditionnellement pour la liberté des peuples opprimés, en allant jusqu'à la séparation si c'est leur volonté. Mais toujours en s'appuyant sur ce qu'ils ont de démocratique et leur lutte contre l'oppression.

Ainsi, le problème de la Catalogne est un problème de caractère progressif et révolutionnaire. Les communistes, comme révolutionnaires, doivent reconnaître à la Catalogne le droit à l'indépendance, si telle est la volonté des masses catalanes ; mais nous devons en même temps avertir le prolétariat catalan de ce que la libération nationale de la Catalogne ne signifie pas son émancipation, et que seule la révolution du prolétariat catalan, jointe à celle du reste de l'Espagne, accordera ce droit de la révolution démocratique. Les communistes ne doivent pas tendre à scinder le prolétariat, mais à fortifier son union.

XV

Les communistes de Catalogne ont le devoir de dénoncer l'inconséquence de la petite-bourgeoisie radicale, de combattre le chauvinisme local, et de démontrer que la bourgeoisie est incapable de résoudre le problème des nationalités. Le mouvement national basque, contrairement au mouvement catalan, est réactionnaire et rétrograde. C'est pour cela

que les communistes, d'accord avec le sentiment des masses ouvrières basques qui le repoussent et le combattent, doivent le renverser, comme une digue qui s'oppose aux progrès de la révolution démocratique elle-même. Les communistes ne doivent pas reconnaître les mouvements nationaux qui n'ont pas de base dans la réalité. Nous devons nous opposer, par conséquent, à ceux qui prétendent qu'on peut parler de mouvement national galicien, andalou, etc., etc. La bourgeoisie espagnole, par sa faiblesse, par les liens qui l'unissent économiquement aux forces féodales du pays, par ses conditions et contradictions internes, est incapable de fondre les peuples distincts dans une puissante unité politique exigée par les intérêts du développement économique de l'Espagne. Seule la victoire de la classe ouvrière historiquement progressive, essentiellement libératrice, unie par-dessus les différentes nationalités par un intérêt commun, garantira le développement des peuples et la reconnaissance de leurs droits en anéantissant toute oppression.



Notre tactique dans le mouvement syndical en Grèce

M. Dimakos

Les thèses qui ont été publiées dans «Pali ton Takséon» définissent amplement la situation du mouvement syndical de notre pays, le rapport de forces des tendances et leur contenu idéologique, et donnent un tableau clair de la tactique syndicale dont le cours s'impose à notre organisation pour la période courante. Plus qu'à n'importe quel autre champ d'activité d'une organisation communiste, celui du mouvement syndical exige une explication analytique et minutieuse de la façon la plus concrète possible, de tous les côtés de la tactique suivie, de la manière dont cela doit être pratiquement appliqué, et les résultats qui en découleront de sa juste application. Sans la compréhension complète de la justesse et de la valeur de notre tactique de la part même des sympathisants et des ouvriers qui nous suivent, il est impossible qu'il surgisse un soutien solide du développement et de l'assainissement de notre mouvement ouvrier professionnel, et par conséquent, du progrès de l'idéologie communiste dans notre pays. Le but de cet article est d'examiner de tous côtés notre tactique syndicale, comme elle est formulée dans les thèses du Comité central de l'organisation.

L'idée centrale de ces thèses est que les facteurs objectifs du mouvement ouvrier de notre pays et la situation des organisations professionnelles d'aujourd'hui posent la question de l'unité syndicale au-dessus de tout, en font notre effort capital, pour la réalisation de laquelle nous devons travailler systématiquement et avec patience. Mais tout de suite naissent les questions suivantes : comment concevons-nous la question de l'unité ; comment se fera-t-elle cette unité ; est-ce que sa réalisation dépend de nous ; l'unification des forces syndicales est-elle possible aujourd'hui ? La réponse à toutes ces questions se trouve dans l'application de la théorie du marxisme révolutionnaire à la question syndicale. La question de l'unité syndicale constitue, pour ainsi dire, un mot d'ordre général des communistes ; non pas que les communistes soient partisans de la confraternité et, par principe, contre toute scission, mais parce que les conditions historiques du développement du mouvement syndical font de ce mot d'ordre une arme de lutte puissante des communistes pour gagner les grandes masses ouvrières. En cela réside le sens de la thèse communiste sur l'unité et la grande valeur de ce mot d'ordre. Il devient tout de suite clair que ce mot d'ordre est un mot d'ordre de lutte de tous les jours. Son triomphe ne peut être que le résultat des luttes d'une période entière, pendant laquelle, avec patience et systématiquement, sera mené un travail

de chaque jour, par en haut et par en bas, dans toutes les directions, pour lesquelles à chaque moment propice se posera et se réalisera l'unité à chaque occasion concrète séparée, en donnant une nouvelle impulsion pour la réalisation d'une unité générale et complète. Ce serait une grande faute si quelqu'un pensait à l'aboutissement de l'unité par un simple échange de lettres entre les diverses organisations. Et, lorsque quelqu'un pense seulement de cette façon à la réalisation de l'unité, qu'il ne peut pas concevoir la valeur de cette aspiration, il s'éblouit et se désillusionne.

Nous trouvons dans les résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C. des indications abondantes qui démontrent la grande valeur que le mot d'ordre de l'unité syndicale contient pour le progrès du travail communiste dans les syndicats. Pour sa réalisation, les communistes ne posent que deux conditions : le respect du principe de la démocratie ouvrière et la liberté d'action des fractions de toutes les tendances dans les syndicats. C'est un fait indubitable que la tactique syndicale du Parti n'a pour ainsi dire jamais été la tactique communiste juste ; il ne s'inspirait point des thèses des quatre premiers congrès de l'I. C. Ceci a déterminé dans une grande mesure le renforcement des éléments réactionnaires dans notre mouvement ouvrier et la grande prostration et le relâchement des forces et de l'influence du Parti dans le mouvement professionnel.

Dans la période actuelle, dans laquelle la classe ouvrière de notre pays est obligée d'entrer dans des luttes dures, la réalisation de l'unité par un travail systématique autour de ce mot d'ordre est une manière pratique et efficace pour faire augmenter l'influence communiste et anéantir celle de la réaction. Le Parti, dans la question de la tactique syndicale, comme dans toutes les autres questions, s'éloigne aujourd'hui constamment de la ligne communiste juste. C'est sur les épaules de notre organisation que tombe par conséquent la tâche de reporter la tactique du Parti sur le bon chemin et de se mettre à la tête de la lutte pour réaliser l'unité syndicale.

Donc, notre lutte pour la réalisation de l'unité doit être conduite en même temps dans les rangs unitaires comme dans la confédération réactionnaire. Notre mot d'ordre « unification », sous les conditions sus-indiquées, va gagner constamment du terrain. Dans les rangs de la C.G. T.U., parce que c'est juste du point de vue communiste et correspond pleinement aux aspirations de la tactique communiste ; dans les rangs de la confédération réactionnaire, parce que les ouvriers

de ces organisations, dans la grande majorité, ne sont pas réactionnaires, et sous les conditions de la vie continuellement aggravées, sont poussés vers les luttes qui leur font sentir profondément la nécessité de l'unité syndicale. C'est clair, que non seulement la recherche de la réalisation de l'unité, mais l'application d'une tactique communiste juste exige le travail organisé des communistes dans les syndicats et les organisations de la confédération réactionnaire. Déjà la première conférence nationale de l'organisation avait pris justement des décisions sur ce point. Ce travail est d'une importance exceptionnelle ; cela annihile l'influence des réactionnaires, empêche chacun de leurs efforts de s'enraciner dans le mouvement ouvrier de notre pays, les démasque et les découvre à chaque acte réactionnaire, et peut les forcer d'accepter l'unification devant le risque de se voir désapprouvés et laissés choir par les ouvriers qui se trouvent dans leurs organisations. Naturellement, les communistes qui travaillent dans leurs organisations, risquent souvent le danger d'être exclus et chassés de celles-ci par les réactionnaires ; cela ne peut pas les décourager et les faire abandonner leur effort ; ils riposteront à ce danger et aux actes réactionnaires des éléments de la réaction en tant que fraction politique, avec toutes les armes que leur procure la politique communiste conformément à chaque cas concret. En posant la question de l'unité syndicale comme l'objectif capital de la période actuelle, nous ne cesserons pas, même pour un instant, notre travail créateur dans le mouvement professionnel. La création d'organisations de masses, l'organisation des ouvriers inorganisés, la direction de luttes des chômeurs et tous nos objectifs contenus dans les thèses syndicales de l'organisation doivent déterminer l'objet de nos efforts organisés journaliers. Dans ce travail, comme un objectif général, le plus concrètement possible, nous poserons continuellement la question de l'unité. Hors d'un tel travail continu et multilatéral, la recherche de l'unité, non seulement n'apporterait aucun résultat, mais il en résulterait aussi une caricature de la tactique syndicale communiste dans le mouvement professionnel. Cette tactique ne peut apporter que du profit au mouvement ouvrier et communiste de notre pays. C'est possible, malgré tous nos efforts, pendant la période courante, qu'il ne se réalise pas l'unité dans sa forme la plus parfaite, c'est-à-dire la fusion des deux confédérations. Mais notre effort ne restera pas infructueux. L'unité se fera dans une mesure considérable dans les organisations de base et souvent dans celles plus élevées. Cette fermentation et ce travail qui se feront sur ce mot d'ordre, prépareront le terrain pour sa réalisation dans un très proche avenir.

La tactique syndicale du Parti a été dans le passé, et continue d'être encore aujourd'hui, du point de vue communiste, fautive. C'est un mélange de sur-extrémisme et d'aventurisme. Cherchant superficiellement à servir les intérêts mal compris du Parti, portant en profondeur de telles plaies à lui-même

et généralement à l'influence communiste dans notre pays. La création de la confédération unitaire a été une grande faute. Hormis son nom, la confédération unitaire a été tout autre qu'unitaire.

Le manque de tout respect du principe de la démocratie ouvrière, la tactique de la petite-politique, des scissions et des services aux intérêts du Parti mal compris, qui a été jusqu'à l'exclusion de nos camarades dans les syndicats de la Confédération Unitaire, pour leurs divergences politiques avec le Parti, ont amené — avec les erreurs de la troisième période et de la décomposition organisationnelle du Parti — les quelques organisations de l'Unitaire dans un état de marasme, de dissolution périodique et de dislocation. La Confédération Unitaire est une fameuse organisation si l'on a besoin, et l'on en a, de l'estime pour les titres et les cachets. Un nombre considérable de titres pompeux embrasse un milieu d'organisations vivantes tout à fait misérables. Nous avons le devoir de travailler dans ces organisations pour l'application d'une tactique syndicale communiste juste. En tant que minorités dans ses organisations ou en dirigeants, quand nous sommes en majorité dans celles-ci, nous devons démontrer la valeur de la tactique communiste, par notre pression nous devons obliger le Parti d'accepter l'application sincère de la démocratie ouvrière et à abandonner sa tactique syndicale pernicieuse pour le mouvement communiste. Le Parti est aujourd'hui contre l'unité syndicale. Nous avons le devoir de combattre, de l'intérieur de ses organisations et de l'extérieur de celles-ci, sa position actuelle.

Elle est tout à fait erronée la conception que nous combattons d'abandonner les organisations de la confédération réactionnaire et de passer comme des révolutionnaires dans la confédération « révolutionnaire » ; même avec l'argumentation qu'à présent où la classe ouvrière se radicalise, nous autres, nous n'avons pas de place dans les organisations de la confédération réactionnaire. Ces conceptions ne sont que des manifestations de la maladie infantile du communisme. Le fait que la « Confédération Générale » est dirigée par des réactionnaires n'empêche pas les ouvriers de se concentrer, dans une mesure non méprisable, dans ses organisations, ni même, ces réactionnaires, se servant d'une phraséologie de gauche, de toucher des nouvelles couches ouvrières mécontentes. Les divers traîtres du prolétariat qui dirigent les organisations correspondantes de l'Europe ne sont pas du tout meilleurs que les traîtres et réactionnaires de la « Confédération Générale ».

L'Internationale Communiste de Lénine et de Trotsky enseigne que la tactique du front unique et de l'unité syndicale est l'arme la plus efficace pour l'anéantissement de l'influence de ces traîtres et pour gagner la confiance des larges couches ouvrières à l'avant-garde communiste.

(1931).

Dans l'Opposition internationale

GRÈCE

Lettre ouverte de l'Opposition grecque au P. C.

Camarades,

Sous la pression des événements et devant le développement de faits qu'avait prévu dès le début de la crise anglaise notre organisation (aussi bien dans le *Davlos* que dans *Pali ton takéon*), vous avez été contraints d'adopter les mêmes appréciations que nous sur la situation de notre pays.

S'il est exact que « l'Appel de l'I.C. », par l'abandon net des positions de la « troisième période » criminelle et de ses manifestations de rues, marquait un effort d'adaptation aux réalités et une compréhension des revendications immédiates de la classe ouvrière, par contre, vous êtes tombés dans l'autre extrême (en bons centristes que vous êtes), c'est-à-dire dans un vulgaire économisme, comme le prouva la grève des cordonniers et d'autres grèves postérieures ; et cela, juste au moment où les événements montraient que les luttes ouvrières ne pouvaient plus se restreindre aux seuls cadres économiques mais devaient prendre d'autant plus sûrement une forme politique que la situation économique, empirant sans cesse, ouvrait devant le prolétariat grec des perspectives révolutionnaires.

Et, comme ces événements — prévus en leur temps par nous — vous prirent au dépourvu, voilà pourquoi vous êtes retombés à nouveau dans vos erreurs de la « troisième période » des manifestations de combat. Pis encore : dans la question de l'unité de front et de la direction des mouvements, vous vous êtes liés pieds et poings par la théorie du « social-fascisme » et des « directions indépendantes » ; l'exemple classique de cette auto-restriction de votre liberté d'action est cette fameuse « Commission Populaire d'Action ».

FRONT UNIQUE

Plus que jamais se pose impérieusement la question du front unique. Il n'y a pas de problème plus vital pour les forces révolutionnaires de notre pays et d'une façon générale pour toute la classe ouvrière. Notre organisation, dès le moment de son apparition politique officielle, a proposé le front unique pour le combat commun contre le terrorisme et pour la réunion du service des questions ouvrières.

Malgré votre volonté et en dépit de votre réaction, notre organisation a appliqué le front unique révolutionnaire au procès des soldats de Calpaki, au 1^{er} Mai de l'année passée, au 1^{er} Août, à la

Journée Internationale des Jeunes, au 14^e anniversaire de la Révolution russe, aux élections sénatoriales de Salonique, aux élections parlementaires de Mytilène et municipales du Pirée, etc. Malgré vos tentatives de sabotage, le front unique fut réalisé à la base et les résultats furent tellement encourageants qu'il devint clair, pour les membres et sympathisants des deux organisations, combien énorme serait la force qui naîtrait d'une action commune des révolutionnaires. Sous la pression de la base du Parti, à laquelle apparaissait sans valeur l'étiquette calomnieuse de « l'archiofasciste », vous avez été obligés de nous accepter comme membres du Secours Rouge et dans les « collectivités » des prisons. Le contact des membres de nos deux organisations, réunis ensemble dès notre entrée dans le S. R., apparut comme une grande conquête révolutionnaire et comme le signe avant-coureur de l'unification des forces révolutionnaires.

A l'acuité de la lutte sectaire fit place la lutte idéologique. Or, cela ne faisait pas l'affaire de la bureaucratie suprême ; si bien que le mot d'ordre « contre le libéralisme pourri » donné par Staline déclencha une violente campagne contre nous, tous les efforts étant mis en œuvre pour rompre le contact des membres des deux organisations. Cette campagne aboutit pour ainsi dire à l'exclusion intégrale des bolchevik-léninistes prisonniers des « collectivités » ; nos prisonniers furent attaqués féroce-ment et l'on assista à leur extermination de la part des directions des prisons. Pendant les concentrations électorales, vous avez organisé des offensives contre nous et vous avez préféré ne pas réussir entièrement le 1^{er} Mai de cette année plutôt que d'accepter la collaboration proposée par nous pour l'organisation commune. Il semble que votre seul but et votre seule occupation aient été de tendre à augmenter la distance entre les membres des deux organisations aux fins d'extermination de la nôtre. Occupés à lutter contre nous, vous avez laissé le champ libre à la réaction pour diriger les luttes de masses des ouvriers. Des organisations syndicales fortes comme les cheminots, les P.T.T. et autres, sont dirigées par les réactionnaires. Les premiers mouvements de masses contre le capitalisme ont été dirigés par les réactionnaires et les pseudo-socialistes qui les torpillèrent. Votre fraction staliniste est mise à l'écart dans le mouvement syndical et constamment s'isole par le mot d'ordre du « front unique par en bas » et de la « direction indépendante ». Votre influence se restreint, et dans les organisations de masses elle est nulle. La réaction est forte, mais les conditions objectives sont telles qu'une action coordonnée des forces révolutionnaires de nos deux organisations non seule-

ment arriverait à l'écartier, mais permettrait de prendre l'initiative de diriger les luttes partielles et générales, premier pas dans la direction de la solution de la crise révolutionnaire.

Camarades,

Avec la tactique que vous poursuivez, vous compromettez aux yeux des masses l'autorité de la Révolution russe qu'officiellement vous représentez dans notre pays. Vous gaspillez, en même temps que vos forces, le capital du bolchevisme, lequel consiste en une tradition de luttes, en une tactique et une stratégie justes et aussi en des sacrifices de centaines de milliers de combattants. Nous vous proposons de travailler dans cette voie puisqu'il reste encore un peu de temps avant que les masses ne soient découragées par les trahisons des réactionnaires et par l'incapacité des communistes.

Le but de nos deux organisations est commun : c'est le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat. Entre nous existent des divergences de conceptions quant aux meilleures méthodes pour arriver à cette dictature du prolétariat. Du soin de trancher entre ces conceptions, nous ferons juges à la fois l'expérience des ouvriers et le temps. En attendant, nos divergences n'excluent pas la possibilité de trouver une base commune de collaboration entre nos deux organisations.

Nous vous proposons le front unique révolutionnaire pour l'organisation des conseils de délégués ouvriers qui mèneront, dans toute la Grèce, les combats ouvriers dans la période actuelle critique qui ouvre tant de perspectives favorables aux communistes ; de travailler en commun pour unifier le mouvement syndical et en éloigner la réaction ; pour l'amnistie générale des combattants prisonniers et l'abolition de toutes les lois réactionnaires ; pour la défense de l'U.R.S.S. ; pour l'élargissement des luttes partielles et leur développement en luttes pour l'instauration de la dictature prolétarienne.

Nous proposons l'élection d'un comité mixte des deux organisations à égalité de membres de part et d'autre, comité qui définira la plate-forme commune sur laquelle nous lutterons en commun. Que commence une discussion dans la *Pali ton takeon* et dans le *Rizospasti* sur cette plate-forme et qu'ensuite se réunisse une conférence commune des deux organisations qui définira les organes mixtes dans chaque ville et un comité central sur la base de l'égalité des voix pour les deux organisations qui conduira les luttes sur la plate-forme qui sera acceptée par la conférence. Pendant tout le temps de la collaboration, chaque organisation conservera le droit de critiquer librement.

Nous croyons qu'une collaboration réussie montrera aux communistes du pays entier que l'unité des deux organisations est réalisable et le mouvement révolutionnaire de notre pays en bénéficiera considérablement. Nous avons constamment montré que nous sommes toujours prompts pour travailler dans ce but.

Camarades,

Il y a plusieurs fois que nous vous proposons le front unique révolutionnaire. Cette fois, l'action commune des deux organisations est plus que jamais nécessaire. Les ouvriers révolutionnaires le demandent et ils l'accepteront avec enthousiasme. Et chaque ouvrier qui s'éveillera et se tournera vers la lutte de classes trouvera devant lui les forces révolutionnaires unies. La réaction sera impuissante devant nous et la direction des organisations et des luttes ouvrières passera aux communistes. Tout refus de votre part pour l'application du front unique signifiera le sabotage du combat révolutionnaire, le renforcement de la réaction et l'appui à la classe bourgeoise pour cristalliser son exploitation. Les échecs des révolutions allemande, chinoise, espagnole et tant d'autres, nous croyons que c'en est assez et qu'il n'est pas besoin de répéter ces fautes en Grèce. Le prolétariat de notre pays n'excusera jamais la continuation de votre refus d'accepter le front unique révolutionnaire. Pensez aux responsabilités que vous assumez comme section de l'I.C. La continuation de votre refus amènerait vers la trahison du mouvement révolutionnaire.

Camarades,

Les dernières stupides manifestations combatives, en contradiction avec les grèves de masses dirigées par les réactionnaires et les dispositions réelles du prolétariat montrent les dégâts que vous accumulerez en continuant la tactique d'isolement.

Il est encore temps d'appliquer le front unique révolutionnaire. Nous vous appelons à travailler en commun pour mener le prolétariat grec à la victoire. Tout sabotage de notre proposition aide la contre-révolution. Les ouvriers ne vous le pardonneraient pas.

Nous attendons votre réponse.

Salutations fraternelles.

Le Comité central de l'organisation communiste des bolcheviks-léninistes (archiomarxistes) F.G. de l'I.C.

AMÉRIQUE DU SUD

Le développement de l'Opposition en Amérique latine

ARGENTINE. — En République argentine, l'opposition fait chaque jour de nouveaux progrès. Elle possède déjà des groupes importants à Buenos-Aires, Rosario et Avellaneda. La bureaucratie du parti, devant les progrès de l'opposition, consacre 75 % de son activité à combattre le « trotskysme ». Elle va jusqu'à placarder dans les rues des affiches contre l'opposition.

L'opposition, après plusieurs conférences tenues au mois de juin, a entrepris vivement son travail d'organisation. Elle rédige actuellement les thèses

nationales qui seront discutées ce mois-ci (juillet) dans une conférence nationale. Au mois d'août, les camarades argentins commenceront la publication d'une revue.

CHILI. — Devant l'impuissance du Parti communiste officiel chilien lors des derniers mouvements révolutionnaires, les bureaucrates de l'I.C. n'ont rien trouvé de mieux que d'essayer de discréditer les oppositionnels du Chili. Dans la presse communiste officielle, on en est arrivé à prétendre que le colonel Grove (premier président de la Junte, en juin) était un « trotskyste » (!).

En réalité, le mouvement communiste au Chili est très fractionné. Il y a quatre organisations communistes, et l'organisation officielle est loin d'être la plus forte. Par suite, la confusion est extrême dans tout le pays. Mais grâce à la littérature de l'opposition espagnole, qui se vend largement au Chili, l'opposition a commencé à s'organiser d'une manière plus solide. Nous donnerons prochainement des informations plus concrètes sur son travail.

PARAGUAY. — Le bas niveau d'éducation politique du prolétariat au Paraguay n'a pas permis de créer un courant organisé de l'opposition. Mais plusieurs camarades qui étaient à la direction du parti

jusqu'à des temps très récents, acceptent pleinement nos points de vue, et certains d'entre eux, déportés à Buenos-Aires, travaillent avec le groupe de l'opposition de la capitale d'Argentine.

Les camarades du Paraguay diffusent avec enthousiasme dans leur pays les publications et brochures de l'opposition espagnole.

COLOMBIE. — Les dirigeants du « Centre léniniste » de Cali sont entrés dans l'opposition de gauche et, d'accord avec les camarades oppositionnels de Barranquilla, se disposent à commencer la réorganisation nationale de l'opposition en Colombie. Par suite de la répression, il est impossible de publier un périodique comme on l'avait prévu. Pour l'instant, nos camarades se bornent à propager les publications de l'opposition espagnole.

Nous donnerons plus tard des informations sur l'activité de nos camarades au Brésil, Pérou et Uruguay. Nous devons signaler qu'actuellement les premières pages de tous les organes staliniens d'Amérique latine sont consacrés en totalité à combattre le « trotskysme ». On y trouve de violentes excitations objurguant les staliniens espagnols d'empêcher qu'on diffuse en Amérique latine les publications de l'opposition espagnole.



LA GRÈVE GÉNÉRALE EN ALLEMAGNE

Dans la résolution sur la question allemande — présentée par la C.E. et publiée dans la *Lutte de Classes* du 15 juin 1932 — il est deux questions qui doivent attirer toute notre attention et faire l'objet d'un examen sérieux.

« L'action particulière, sur le lieu du travail ou dans les localités, du prolétariat allemand contre le fascisme, pour pouvoir s'élargir et se développer rapidement, doit s'encadrer dans la perspective d'une action générale et simultanée de tout le prolétariat allemand. Cette perspective s'est la *grève générale de combat contre le fascisme* ». (Paragraphe VIII, page 11.)

Que la grève générale soit un moyen de lutte qui, suivant la situation, peut être utilisé par la classe ouvrière, c'est plus que sûr. Mais il est absurde d'affirmer par avance que « l'action particulière du prolétariat allemand... doit s'encadrer dans la perspective... de la grève générale... ». Car on ne peut pas savoir dès maintenant quels moyens de lutte emploiera le prolétariat en Allemagne, et il est fort possible que le fascisme soit écrasé sans que nous ayons recours à la grève générale.

Dire qu'en Allemagne la « perspective de l'action particulière du prolétariat, c'est la grève générale de combat... », c'est donner à la classe ouvrière allemande une recette toute prête. Or, « dans ce domaine, comme dans les autres, il n'existe pas de recette préparée par avance ». (Trotzky, *Et maintenant?*)

Il est d'autant plus dangereux de donner comme « perspective la grève générale », que celle-ci n'est pas, dans tous les cas, utile à la classe ouvrière.

« Si, en Allemagne, la lutte surgit des rencontres partielles causées par la provocation fasciste, il est fort douteux que l'appel à la grève générale corresponde à la situation. La grève générale signifierait avant tout : *couper une ville d'une autre, un quartier d'un autre et même une usine d'une autre*. Il est plus difficile de trouver et de réunir les ouvriers qui ne travaillent pas ». (*Et maintenant?*)

Ainsi dans ces conditions la grève générale risque de paralyser l'action révolutionnaire, tandis que les fascistes qui possèdent une direction centralisée et qui disposent de moyens (camions, autocars et argent) peuvent avoir certains avantages.

La grève générale est surtout un instrument de lutte contre un pouvoir d'Etat déjà existant, afin de le paralyser. En Allemagne, le fascisme n'est pas encore au pouvoir et la grève générale n'est pas — forcément — pour lui, un grand mal.

Donc, il ne s'agit pas, pour le prolétariat allemand, d'envisager l'arrêt du travail, mais d'examiner comment les voies de communications, té-

léphone et usines (surtout les usines de guerre) serviront à la cause révolutionnaire.

Dans ce cas il ne pourrait y avoir arrêt du travail que dans la mesure où les ouvriers seraient mobilisés pour le combat.

Cela ne signifie pas qu'à priori nous devons repousser la grève générale, comme je le dis au début, elle peut être utilisée. Mais ce sera les événements qui le détermineront et non pas nous dans une résolution.

Au sujet du *gouvernement ouvrier*, il faudra mieux discuter, mais je crois qu'on a raison de mettre en avant ce mot d'ordre.

Juillet.

Pierre RIMBERT.

*
**

Les observations que le camarade Rimbert a faites sur la résolution de la C.E. de la Ligue, sur la situation allemande, à propos du mot d'ordre de la grève générale, méritent quelques commentaires.

D'abord, le camarade Rimbert trouve absurde « d'affirmer par avance », que l'action particulière du prolétariat allemand sur le lieu du travail ou dans les localités, — c'est-à-dire l'action éparse que les ouvriers de certaines usines et de certaines localités mènent contre le fascisme, — pour pouvoir s'élargir, doit s'encadrer dans la perspective d'une action générale et simultanée de tout le prolétariat allemand.

Pourtant cette affirmation n'est nullement gratuite et elle n'est qu'apparemment « faite d'avance ». En réalité, elle se base, soit sur l'expérience quotidienne de la lutte du prolétariat, soit sur l'expérience vivante de la lutte contre le fascisme, menée par le prolétariat italien, voici bientôt dix ans.

Pour l'expérience quotidienne, il suffit de prendre contact avec les ouvriers d'une usine ou d'un atelier, pour comprendre l'importance énorme du fait de ne pas se sentir seuls dans le combat. Sitôt que les ouvriers d'une usine ont la conscience d'être unis, solidaires, compacts, leur capacité de lutte, leur abnégation, leur résistance aux sacrifices est incommensurablement accrue. Si à la conscience de l'entière solidarité dans l'usine, s'ajoute celle de la solidarité de l'entière corporation et de tout le prolétariat, la combativité ouvrière n'a presque pas de bornes. Quiconque à tant soit peu de connaissance du mouvement ouvrier, pourrait citer par dizaines les grèves qui, — même vouées à un échec certain au point de vue économique, — néanmoins, duraient des semaines et des mois par le fait que les ouvriers, outre la cons-

cience de la justesse de leur cause, se sentaient soutenus par leurs frères de classe et parce qu'ils savaient que leur résistance pouvait permettre la préparation et l'entrée en lutte d'autres couches du prolétariat.

L'expérience de la lutte du prolétariat italien contre le fascisme est plus probante encore. Soit sur le terrain corporatif, soit sur le terrain politique, la perspective de la grève générale pour laquelle se battait avec acharnement le Parti communiste d'Italie, a sans conteste possible, permis une résistance extraordinairement accrue de la part du prolétariat. Voici deux exemples des moins connus :

En 1921, la Fédération du textile proclama la grève de toute la corporation contre la diminution des salaires. Après quinze jours de grève, on pouvait affirmer qu'il n'y avait pas un seul gréviste qui ne savait que, au point de vue économique, la grève se terminerait par un échec. Malgré cela, la grève dura 50, 70 et presque 90 jours (la grève avait été proclamée par les chefs réformistes, par échelons successifs), car il y avait en préparation le Conseil national de la C.G.T., qui devait se prononcer catégoriquement sur la proclamation de la grève générale de tout le prolétariat italien. Deux jours après que la majorité réformiste du Conseil national se fut prononcée contre la grève générale de tout le prolétariat, la grève générale du textile était terminée.

L'autre exemple nous l'avons à la campagne. Au cours de l'été 1922, se tint à Milan le Conseil national de la Fédération des travailleurs de la terre. La fraction communiste y défendit la tactique de la grève générale avec acharnement, combattue par les dirigeants réformistes de la Fédération. Mais beaucoup des représentants réformistes de la base, et entre autres ceux de Budino et Molinella, — deux villes de la « Valle Padana », dont le prolétariat agricole avait subi les pires violences de la part du fascisme ; — questionnés ouvertement, ils firent devant le Conseil national, la déclaration suivante :

« Les camarades des villes, peuvent difficilement se rendre compte de l'esclavage, des violences et des brutalités de tous genres, auxquelles nous sommes soumis à la campagne. Nous sommes les pieds et les poings liés. Il n'y a même pas à songer à une action ouverte sur le terrain local ou régional : les ouvriers auraient le sentiment que le jeu n'en vaut pas la chandelle. Mais si on s'engage sérieusement sur la voie de la grève générale, alors nous déclarons que les travailleurs que nous représentons ici, participeront tous au mouvement, même s'ils savent que beaucoup d'entre eux font par là le sacrifice de leurs vies. »

Ces exemples suffisent, il nous semble, pour démontrer l'importance énorme, que la perspective d'une action générale — pourvu qu'elle soit une perspective réelle, découlant de la situation et non quelque chose de tiré au nez de quelque bureaucrate — peut jouer sur le développement des actions partielles, particulières du prolétariat.

Ensuite le camarade Rimbert (qui, entre parenthèses, en voulant résumer un passage de la résolution, le fausse entièrement), accuse la résolution de donner, avec la perspective de la grève générale, une « recette toute prête » au prolétariat allemand.

Est-ce que cela est vrai ? Non. Qui donne une recette toute prête ? Rien d'autre que celui qui a dans la poche une série de formules toutes faites et qui s'en sert à tort et à raison, sans discernement. Mais cela n'est pas le cas de la résolution. La résolution précise les limites et la valeur de la grève générale. Elle repousse l'idée d'une grève générale bonne pour toutes les occasions et pour toutes les situations. Elle donne la grève générale comme une perspective utile et, dans la situation concrète, nécessaire pour le développement de l'action contre le fascisme. Mais, à un certain moment, cette action pourrait passer par-dessus la grève générale ou se passer d'elle ; cela dépendra des circonstances concrètes. Voilà ce que dit — comme il a été expliqué à la réunion de la région parisienne — la résolution. Or, trois semaines après que la résolution ait été écrite, le gouvernement von Papen effectue le coup d'Etat de Prusse. Eh bien, dans les circonstances présentes, que pouvait être la réponse du prolétariat allemand sinon la grève générale ? La direction stalinienne a eu parfaitement raison de proposer le déclenchement de la grève générale au parti socialiste, à la Centrale syndicale et au S.A.P., mais elle a commis le double crime : a) d'avoir fait cette proposition seulement *après* le coup d'Etat, c'est-à-dire quand, par la proclamation de l'état de siège, les possibilités d'action du prolétariat étaient immensément réduites ; b) d'avoir, des longues années durant, mené une politique qui la coupait des masses et qui facilita extraordinairement la marche du fascisme. Ces deux crimes donnent à sa proposition de grève générale beaucoup plus le caractère d'une petite manœuvre pour tenter de se couvrir en criant à la trahison « des autres » que l'expression d'une ferme et conséquente volonté d'action contre le fascisme.

La troisième observation du camarade Rimbert est empruntée au camarade Trotsky. Elle a trait au fait que la grève générale « coupe une ville d'une autre, un quartier d'un autre et même une usine d'une autre ».

Certes, ces inconvénients-là existent. Certes, il serait beaucoup mieux, par exemple, au lieu de faire la grève générale, d'occuper les usines... et le reste ; mais le choix des moyens de lutte ne dépend pas seulement de nos désirs. Il y a des situations dans lesquelles recourir à la grève générale, même si elle pouvait réussir quant à la participation des masses, serait une formidable sottise (les bolcheviks ont pris le pouvoir sans la grève générale ; le prolétariat italien, en 1920, a occupé justement les usines au lieu de faire la grève générale), et il y a d'autres situations, dans lesquelles renoncer à la grève générale signifie tout court renoncer à quelque action que ce soit contre l'ennemi.

La dernière observation du camarade Rimbert, selon laquelle la grève générale de combat contre le fascisme ne pourrait lui faire grand tort car il n'est pas encore au pouvoir, ne tient non plus debout. En laissant de côté toute autre considération à ce sujet (notre réponse commence déjà à être trop longue) nous nous limiterons à souligner que la réalisation de la grève générale dans la situation d'il y a une semaine en Allemagne, aurait été à elle seule un puissant moyen de cohésion et de rassemblement du prolétariat allemand qui se serait dressé unanime contre le fascisme. La cohésion et le rassemblement de la classe ouvrière ne suffisent pas pour mater le fascisme, mais elles

sont à la base de toute possibilité pour déclencher une action de grande envergure contre les bandes fascistes sur tout le territoire du Reich.

Notre réponse au camarade Rimbert présuppose la situation existant en Allemagne avant le coup d'Etat en Prusse. Actuellement, huit jours après que le coup d'Etat est accompli, les perspectives d'action du prolétariat allemand et du parti communiste se sont profondément modifiées, mais cela n'infirme ni la justesse de la position que sur ce problème avait prise la C.E. de la Ligue, ni justifie les observations de notre camarade. Bien au contraire !

28 juillet 1932.



Documents, Thèses et Résolutions

des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste

Dans le précédent numéro de *La Lutte de Classes*, nous avons annoncé la publication des principaux documents politiques émanant des quatre premiers Congrès de l'I.C. Nous commençons aujourd'hui en apportant à l'avant-garde prolétarienne les textes principaux qui ont marqué la tenue du premier Congrès.

Pourquoi cette publication dans les circonstances actuelles ?

L'opposition de gauche accuse la fraction centriste (stalinienne) de l'I. C. d'avoir abandonné l'orientation initiale de celle-ci dans les principales questions fondamentales. L'abandon de ces principes a déjà conduit à une grande catastrophe prolétarienne : l'échec de la révolution chinoise en 1927. A l'heure actuelle, l'opportunisme bureaucratique des centristes prépare une nouvelle grande catastrophe, dont les conséquences seront plus menaçantes encore, celle de la révolution allemande. Voilà pourquoi chaque communiste doit se hâter de revenir à la politique de Lénine, à la politique définie au cours des quatre premiers Congrès de l'I.C. (1919-1923), lors du vivant de Lénine, et avec la participation active de Trotsky. Toutes les falsifications et le révisionnisme stalinien, la légende du « trotskysme », la théorie antimarxiste du « socialisme dans un seul pays », les balourdises sur le « social-fascisme », la fausse politique syndicale, le refus du front unique, etc., seront implacablement balayées par un retour à la politique des quatre premiers Congrès.

Bien entendu, l'œuvre de ces Congrès ne constitue pas une bible intangible dans chacune de ses virgules. Mais elle a construit l'essentiel de la doctrine communiste pour toute la période historique actuelle, c'est-à-dire la période de l'effondrement de l'impérialisme, la période « des guerres impérialistes et des révolutions prolétariennes ».

Mais où trouver, comment se procurer cette documentation, ce trésor inestimable du prolétariat communiste ? Aujourd'hui, dans l'I.C., la littérature des quatre premiers Congrès est interdite. Elle n'est pas publiée, elle est rejetée au grenier par les staliniens. Les plenums récents où des Molotov, des Thorez, des Remmele, des Staline, des centristes de toutes sortes dénaturent le marxisme et la pensée de Lénine, sont mis en abondance sous les yeux des membres du parti. Mais les textes et les discussions des premiers Congrès sont enfouis sous la poussière, car le nom même des participants et chacune de leurs phrases est un coup asséné sur les élucubrations staliniennes.

C'est pourquoi, avec les faibles moyens dont nous disposons, nous avons décidé de republier dans notre revue, puis de réunir ensemble les principaux documents émanant des premiers Congrès. Que chaque camarade les lise et les relise attentivement, qu'il s'en serve pour combattre les falsifications et les calomnies staliniennes.

Aujourd'hui, une heure décisive sonne pour le prolétariat international. Une crise sans précédent ravage l'impérialisme mondial ; de nouveaux chocs armés se préparent, en Allemagne se décide le sort du prolétariat en lutte contre le fascisme, dans l'Europe orientale, centrale et balkanique les masses en effervescence se préparent à de nouveaux combats. L'U.R.S.S., berceau de l'I.C., est menacée gravement. L'I.C. ne pourra profiter de cette situation pour remplir sa tâche et abattre la bourgeoisie que si elle quitte l'ornière stalinienne, si elle revient sur la voie tracée par le bolchevisme international des années 1917-1922, si elle se retrempe à la source du marxisme. La faire revenir sur cette voie, telle est la tâche urgente de l'opposition de gauche, telle est l'œuvre pleine de responsabilité que l'opposition internationale et le camarade Trotsky ont entrepris avec la volonté de réussir.

I. Le 1^{er} Congrès de l'Internationale Communiste (MARS 1919)

Le 1^{er} Congrès de l'I.C. s'est réuni au plus fort de la poussée prolétarienne d'après-guerre, au printemps de 1919. Les textes que nous publions ici marquent assez les circonstances dans lesquelles il s'est tenu. La défaite militaire de l'Allemagne devant l'Entente avait permis aux Soviétiques de regagner du terrain. En Allemagne, l'insurrection spartakiste venait d'être vaincue, mais les masses ouvrières poursuivaient la lutte. Le régime soviétique fut ins-

tauré en Bavière, en Hongrie le pouvoir passa entre les mains des communistes, en Angleterre les ouvriers se groupaient en conseils et secouaient le joug réformiste. Les bolcheviks lancèrent un appel pour la convocation d'une conférence communiste internationale. Ainsi l'I.C. naquit fermement appuyée sur le pouvoir prolétarien soviétique, et c'est ce qui lui assura un si puissant rayonnement.

Nous publions ci-dessous les documents suivants :
 a) Le manifeste du 1^{er} Congrès, qui fut rédigé et lu par Trotsky à la cinquième séance (4 mars);
 b) Le discours d'ouverture de Lénine (2 mars).
 Les thèses présentées par Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne. Le discours de Lénine sur ces thèses.

c) La résolution sur la fondation de la III^e Internationale.

d) La plate-forme de l'I.C. (Résolution.)

e) Le discours de Trotsky relatif à l'armée rouge, et le discours de clôture de Lénine.

BIBLIOGRAPHIE : Ces documents, aujourd'hui introuvables, ont paru dans l'Internationale Communiste (édition française), n° 1, mai 1919. Voir aussi : Der I Kongress der Kommunistischen Internationale. Protokoll der Verhandlungen in Moskau. Mars 1919. Hambourg 1921.

MANIFESTE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Aux prolétaires du monde entier !

Il y a soixante-douze ans, le parti communiste présenta au monde son programme sous forme d'un manifeste écrit par les plus grands prophètes de la Révolution prolétarienne, Karl Marx et Friedrich Engels. A cette époque déjà, le communisme, à peine entré dans sa lutte, était accablé sous les poursuites, les mensonges, la haine et les persécutions des classes possédantes qui devinaient justement en lui leur ennemi mortel. Pendant ces trois quarts de siècle, le développement du communisme a suivi des voies complexes, connaissant tour à tour les tempêtes de l'enthousiasme et les périodes de découragement, les succès et les durs échecs. Mais au fond le mouvement suivit la route tracée par le Manifeste du Parti communiste. L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et ne l'espéraient les apôtres de la Révolution sociale. Mais elle est arrivée. Nous, communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire des différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétiste, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans.

Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial et par là même de faciliter et de hâter la victoire de la Révolution communiste dans le monde entier.

*
*
*

Aujourd'hui que l'Europe est couverte de débris et de ruines fumantes, les plus coupables des incendiaires s'occupent à rechercher les responsables de la guerre. Ils sont suivis de leurs laquais, professeurs, parlementaires, journalistes, social-patriotes et autres soutiens politiques de la bourgeoisie.

Au cours d'une longue série d'années, le socialisme a prédit l'inévitabilité de la guerre impérialiste; il en a vu les causes dans le désir insatiable du lucre et de la propriété des classes possédantes des deux concurrents principaux et en général de tous les pays capitalistes. Deux ans avant l'explosion, au congrès de Bâle, les chefs socialistes responsables de tous les pays dénonçaient l'impérialisme comme le fauteur de la guerre future. Ils menaçaient la bourgeoisie de déchaîner sur sa tête la Révolution sociale, vengeance du prolétariat contre les crimes du militarisme.

Maintenant, après une expérience de cinq ans, alors que l'histoire, ayant mis au jour les appétits rapaces de l'Allemagne, dévoile les agissements non moins criminels des Alliés, les socialistes officiels des pays de l'Entente, à la suite de leurs gouvernements, ne cessent de dénoncer dans le kaiser allemand déchu le grand coupable de la guerre. Bien plus, dans leur abjecte servilité, les social-patriotes allemands, qui, en août 1914, faisaient du livre blanc diplomatique du Hohenzollern l'évangile sacré des nations, accusent maintenant à leur tour cette monarchie allemande abattue, dont ils furent les fidèles serviteurs, d'être la cause principale de la guerre. Ils espèrent ainsi à la fois oublier le rôle qu'ils ont joué et gagner l'indulgence des vainqueurs. Mais à côté du rôle joué par les dynasties déchues des Romanov, des Hohenzollern, des Habsbourg et des cliques capitalistes de leurs pays, le rôle des classes dirigeantes de France, d'Angleterre, d'Italie et des Etats-Unis apparaît dans toute son ampleur criminelle à la lumière des événements accomplis et des révélations diplomatiques.

Jusqu'à l'explosion même de la guerre, la diplomatie anglaise ne leva point son masque mystérieux. Le gouvernement de la City craignait que s'il déclarait catégoriquement son dessein de participer à la guerre aux côtés de l'Entente, le gouvernement de Berlin ne reculât et qu'il n'y eût pas de guerre. A Londres, on voulait la guerre. C'est pourquoi l'on se conduisit de façon à faire espérer d'une part, à Berlin et à Vienne, la neutralité de l'Angleterre et à permettre, d'autre part, à Paris et à Pétersbourg de compter fermement sur l'intervention.

Préparée par la marche de l'histoire pendant plusieurs dizaines d'années, la guerre fut déchaînée par une provocation directe et consciente de la Grande-Bretagne. Le gouvernement de ce pays avait fait le calcul de soutenir la Russie et la France exclusivement dans la mesure nécessaire pour les épuiser en épuisant l'Allemagne, son ennemie mortelle. Mais la puissance du système militaire allemand apparut trop dangereuse et imposa une intervention non plus apparente mais réelle de l'Angleterre.

Le rôle de spectateur souriant, auquel la Grande-Bretagne prétendait par tradition, revint aux Etats-Unis. Le gouvernement de Wilson accepta d'autant plus facilement le blocus anglais, qui diminuait les possibilités de spéculation de la Bourse américaine sur le sang européen, que les puissances de l'Entente dédommagèrent, par de gros bénéfices, la bourgeoisie américaine de cette violation du « droit international ». Cependant l'énorme supériorité militaire

de l'Allemagne obligea à son tour le gouvernement de Washington à sortir de l'état de neutralité fictive à l'égard de l'Europe. Les États-Unis se chargèrent de la mission que l'Angleterre avait remplie dans les guerres passées et qu'elle avait essayé de remplir dans la dernière guerre, par rapport au continent : affaiblir un des camps en se servant de l'autre, et ne se mêler des opérations militaires que dans la mesure indispensable pour s'assurer tous les avantages de la situation. L'enjeu exposé de la loterie américaine n'était pas grand, mais il fut le dernier et par là lui assura le gain.

Les contradictions du régime capitaliste se révélèrent à l'humanité à la suite de la guerre, sous forme de souffrances physiques : la faim, le froid, les maladies épidémiques et une recrudescence de barbarie. Ainsi est jugée sans appel la vieille querelle académique des socialistes sur la théorie de la paupérisation et du passage progressif du capitalisme au socialisme. Les statisticiens et les pontifes de la théorie de l'arrondissement des angles avaient, pendant des dizaines d'années, recherché dans tous les coins du monde des faits réels ou imaginaires capables de démontrer le progrès du bien-être de certains groupes ou catégories de la classe ouvrière. La théorie de la paupérisation des masses était regardée comme enterrée sous les coups de sifflets méprisants des cunuques occupant les tribunes universitaires de la bourgeoisie et des mandarins de l'opportunisme socialiste. Maintenant ce n'est pas seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse.

La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé de fond en comble toutes les conquêtes des batailles syndicalistes et parlementaires. Et pourtant cette guerre est née des tendances internes du capitalisme dans la même mesure que les marchandages économiques ou les compromis parlementaires qu'elle a enterrés dans le sang et dans la boue.

Le capital financier, après avoir précipité l'humanité dans l'abîme de la guerre, a subi lui-même durant cette guerre une modification catastrophique. L'état de dépendance dans lequel était placé le papier-monnaie vis-à-vis du fondement matériel de la production, a été définitivement rompu. Perdant de plus en plus sa valeur de moyen et de régulateur de l'échange des produits dans le régime capitaliste, le papier-monnaie s'est transformé en instrument de réquisition, de conquête et en général d'oppression militaire et économique.

La dépréciation totale des billets de banque marque la crise mortelle générale qui affecte la circulation des produits dans le régime capitaliste. Si la libre concurrence, comme régulateur de la production et de la répartition, fut remplacée dans les champs principaux de l'économie par le système des trusts et des monopoles, plusieurs dizaines d'années avant la guerre, le cours même de la guerre a arraché le rôle régulateur et directeur aux groupements économiques pour le transmettre directement au pouvoir militaire et gouvernemental. La répartition des matières premières, l'exploitation du naphte de Bakou ou de Roumanie, de la

houille du Donetz, du froment d'Ukraine, l'utilisation des locomotives, des wagons et des automobiles d'Allemagne, l'approvisionnement en pain et en viande de l'Europe affamée, toutes ces questions fondamentales de la vie économique du monde ne sont plus réglées par la libre concurrence, ni même par des combinaisons de trusts ou de consortiums nationaux et internationaux. Elles sont tombées sous le joug de la tyrannie militaire pour lui servir de sauvegarde désormais. Si l'absolue sujétion du pouvoir politique au capital financier a conduit l'humanité à la boucherie impérialiste, cette boucherie a permis au capital financier non seulement de militariser jusqu'au bout l'État, mais de se militariser lui-même, de sorte qu'il ne peut plus remplir ses fonctions économiques essentielles que par le fer et par le sang.

Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les ouvriers à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre, l'ont obligé à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capital se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible.

L'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concurrence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes, est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée : l'État impérialiste ou l'État du prolétariat victorieux.

En d'autres termes, l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Ligue des Nations, au moyen d'une armée « internationale » et d'une flotte « internationale » pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres, mais, toujours et partout, enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés des autres parties du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?

Abréger l'époque de crise que nous traversons ne se peut que par les méthodes de la dictature du prolétariat, qui ne regarde pas le passé, qui ne compte ni avec les privilèges héréditaires, ni avec le droit de propriété, qui, ne considérant que la nécessité de sauver les masses affamées, mobilise pour cela tous les moyens et toutes les forces, décrète pour tout le monde l'obligation du travail, institue le régime de la discipline ouvrière, afin de ne pas seulement guérir, en quelques années,

les plaies béantes faites par la guerre, mais encore d'élever l'humanité à une hauteur nouvelle et insoupçonnable.

* * *

L'Etat national, après avoir donné une impulsion vigoureuse au développement capitaliste, est devenu trop étroit pour l'expansion des forces productives. Ce phénomène a rendu plus difficile la situation des petits Etats encastrés au milieu des grandes puissances de l'Europe et du Monde. Ces petits Etats, nés à différentes époques comme des fragments des grands, comme la menue monnaie destinée à payer divers tributs, comme des tampons stratégiques, possèdent leurs dynasties, leurs castes dirigeantes, leurs prétentions impérialistes, leurs filouteries diplomatiques. Leur indépendance illusoire a été basée, jusqu'à la guerre, exactement comme était basé l'équilibre européen sur l'antagonisme des deux camps impérialistes. La guerre a détruit cet équilibre. En donnant d'abord un immense avantage à l'Allemagne, la guerre a obligé les petits Etats à chercher leur salut dans la magnanimité du militarisme allemand. L'Allemagne ayant été vaincue, la bourgeoisie des petits Etats, de concert avec leurs « socialistes » patriotes, s'est retournée pour saluer l'impérialisme triomphant des Alliés, et dans les articles hypocrites du programme de Wilson elle s'est employée à rechercher les garanties du maintien de son existence indépendante. En même temps, le nombre des petits Etats s'est accru : de la monarchie austro-hongroise, de l'empire des tsars se sont détachés de nouveaux Etats qui, aussitôt nés, se saisissent déjà les uns les autres à la gorge pour des questions de frontières. Les impérialistes alliés, pendant ce temps, préparent des combinaisons de petites puissances, anciennes et nouvelles, afin de les enchaîner les uns les autres par une haine mutuelle et une faiblesse générale.

Ecrasant et violentant les peuples petits et faibles, les condamnant à la famine et à l'abaissement, de même que, peu de temps auparavant, les impérialistes des empires centraux, les impérialistes alliés ne cessent de parler du droit des nationalités, droits qu'ils foulent aux pieds en Europe et dans le monde entier.

Seule, la Révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle libérera les forces productives de tous les pays des tenailles serrées par les Etats nationaux, en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun. Seule, elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer, avec une liberté et une indépendance absolues, leur culture nationale sans porter le moindre dommage à la vie économique unifiée et centralisée de l'Europe et du monde.

La dernière guerre, qui a été dans une large mesure une guerre pour la conquête des colonies, fut en même temps une guerre faite avec l'aide des colonies. Dans des proportions jusqu'alors inconnues les peuples coloniaux ont été entraînés dans la guerre européenne. Les Hindous, les Nègres, les

Arabes, les Malgaches se sont battus sur la terre d'Europe, au nom de quoi ? Au nom de leurs droits à demeurer plus longtemps esclaves de l'Angleterre et de la France. Jamais encore le spectacle de la malhonnêteté de l'Etat capitaliste dans les colonies n'avait été aussi édifiant ; jamais le problème de l'esclavage colonial n'avait été posé avec une pareille acuité.

De là, une série de révoltes ou de mouvements révolutionnaires dans toutes les colonies. En Europe même, l'Irlande a rappelé par de sanglants combats de rues qu'elle était encore et qu'elle avait conscience d'être un pays asservi. A Madagascar, en Annam, en d'autres lieux, les troupes de la république bourgeoise ont eu plus d'une fois, au cours de la guerre, à mater des insurrections d'esclaves coloniaux. Dans l'Inde, le mouvement révolutionnaire n'a pas cessé un seul jour. Il a abouti en ces derniers temps à des grèves ouvrières grandioses, auxquelles le gouvernement britannique a répondu en faisant intervenir à Bombay les automobiles blindées.

Ainsi la question coloniale est posée dans toute son ampleur non seulement sur le tapis vert du congrès des diplomates à Paris, mais dans les colonies mêmes. Le programme de Wilson a pour but, dans l'interprétation la plus favorable, de changer l'étiquette de l'esclavage colonial. L'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles. Les ouvriers et les paysans non seulement de l'Annam, d'Algérie ou du Bengale, mais encore de Perse et d'Arménie, ne pourront jouir d'une existence indépendante que le jour où les ouvriers d'Angleterre et de France, après avoir renversé Lloyd George et Clemenceau, prendront entre leurs mains le pouvoir gouvernemental. Dès à présent, dans les colonies les plus développées, la lutte n'est plus engagée seulement sous le seul étendard de l'affranchissement national, elle prend de suite un caractère social plus ou moins nettement accusé. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elles les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste à son tour viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie économique régulièrement organisée par le socialisme.

Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie : l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance.

* * *

Le monde bourgeois tout entier accuse les communistes d'anéantir la liberté et la démocratie politique. Cela est faux. En prenant le pouvoir, le prolétariat ne fait que manifester la complète impossibilité d'appliquer les méthodes de la démocratie bourgeoise et créer les conditions et les formes d'une démocratie ouvrière nouvelle, et plus élevée. Tout le cours du développement capitaliste, en particulier dans la dernière époque impérialiste, a sapé les bases de la démocratie politique, non seulement

en divisant les nations en deux classes ennemies irréconciliables, mais encore en condamnant au déperissement économique et à l'impuissance politique de multiples couches de la petite-bourgeoisie et du prolétariat au même titre que les éléments les plus déshérités de ce même prolétariat.

La classe ouvrière des pays où le développement historique l'a permis a utilisé le régime de la démocratie politique pour son organisation contre le capital. Il en sera de même à l'avenir dans les pays où ne sont pas encore réalisées les conditions préliminaires d'une révolution ouvrière. Mais les masses de la population intermédiaire, non seulement dans les villages, mais encore dans les villes, sont maintenues par le capitalisme loin en arrière, en retard de plusieurs époques sur le développement historique.

Le paysan de Bavière ou de Bade, encore étroitement attaché au clocher de son village, le petit vigneron français ruiné par la falsification des vins des gros capitalistes, le petit fermier américain obéré et trompé par les banquiers et les députés, toutes ces couches sociales, rejetées par le capitalisme loin de la grande route du développement historique, sont conviées sur le papier par le régime de la démocratie politique à participer au gouvernement de l'Etat. En réalité, dans les questions fondamentales dont dépend la destinée des nations, c'est une oligarchie financière qui gouverne dans les coulisses de la démocratie parlementaire. Il en fut ainsi naguère dans la question de la guerre. Il en est ainsi maintenant dans la question de la paix.

Dans la mesure où l'oligarchie financière se donne encore la peine de faire sanctionner ses actes de tyrannie par des votes parlementaires, l'Etat bourgeois se sert, pour atteindre les résultats désirés, de toutes les armes du mensonge, de la démagogie, de la persécution, de la calomnie, de la corruption, de la terreur, que les siècles passés d'esclavage ont mises à sa disposition et qu'ont multipliées les prodiges de la technique capitaliste.

Exiger du prolétariat que dans sa dernière lutte à mort contre le capital il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaudrait à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française, instituées par son ennemi et que son ennemi n'observe pas.

Dans le domaine de la dévastation, où non seulement les moyens de production et de transport, mais encore les institutions de la démocratie politique ne sont plus qu'un amas de débris ensanglantés, le prolétariat est obligé de créer un appareil à lui, qui serve avant tout à conserver la cohésion interne de la classe ouvrière elle-même et qui lui donne la faculté d'intervenir révolutionnairement dans le développement ultérieur de l'humanité. Cet appareil, ce sont les Soviets.

Les anciens partis, les anciennes organisations syndicales se sont manifestés en la personne de leurs chefs, incapables non seulement de décider, mais même de comprendre les problèmes posés par

l'époque nouvelle. Le prolétariat a créé un nouveau type d'organisation large, englobant les masses ouvrières indépendamment de la profession et du degré de développement politique, un appareil souple, capable d'un perpétuel renouvellement, d'un perpétuel élargissement, pouvant toujours entraîner dans son orbite des catégories nouvelles et embrasser les couches des travailleurs voisines du prolétariat de la ville et de la campagne. Cette organisation irremplaçable de la classe ouvrière se gouvernant elle-même, luttant et conquérant finalement le pouvoir politique, a été mise dans différents pays à l'épreuve de l'expérience; elle constitue la conquête et l'arme la plus puissante du prolétariat de notre époque.

Dans tous les pays où les masses travailleuses vivent d'une vie consciente se forment aujourd'hui et se formeront des Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans. Fortifier les Soviets, élever leur autorité, les opposer à l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie, voilà quel est maintenant le but essentiel des ouvriers conscients et loyaux de tous les pays. Par le moyen des Soviets, la classe ouvrière peut échapper aux éléments de dissolution qui portent dans son sein les souffrances infernales de la guerre, de la famine, de la tyrannie des riches avec la trahison de ses anciens chefs. Par le moyen des Soviets, la classe ouvrière, de la manière la plus sûre et la plus facile, peut parvenir au pouvoir dans tous les pays où les Soviets réuniront autour d'eux la majorité des travailleurs. Par le moyen des Soviets, la classe ouvrière, maîtresse du pouvoir, gouvernera tous les domaines de la vie économique et morale du pays, comme cela se passe déjà en Russie.

La débâcle de l'Etat impérialiste, depuis ses formes tsaristes jusqu'aux plus démocratiques, va de pair avec la débâcle du système militaire impérialiste. Les armées de plusieurs millions d'hommes mobilisés par l'impérialisme n'ont pu tenir qu'aussi longtemps que le prolétariat acceptait le joug de la bourgeoisie. La destruction de l'unité nationale signifie la destruction inévitable des armées. C'est ce qui arriva d'abord en Russie, puis en Allemagne et en Autriche. C'est encore ce qu'il faut attendre dans les autres pays impérialistes. La révolte du paysan contre le propriétaire, de l'ouvrier contre le capitaliste, de tous les deux contre la bureaucratie monarchiste ou « démocratique » entraîne inévitablement la révolte des soldats contre les officiers, et ensuite une scission caractérisée entre les éléments prolétaires et bourgeois de l'armée elle-même. La guerre impérialiste opposant les nations aux nations s'est changée et se change de plus en plus en guerre civile opposant les classes aux classes.

Les lamentations du monde bourgeois sur la guerre civile et la terreur rouge constituent la plus monstrueuse hypocrisie qu'ait jamais enregistrée l'histoire des luttes politiques. Il n'y aurait pas de guerre civile si les coteries d'exploiteurs qui ont conduit l'humanité au bord de l'abîme ne s'opposaient pas à toute progression des travailleurs, n'organisaient pas des complots et des meurtres et ne

sollicitaient pas le secours armé de l'étranger pour conserver ou restaurer leurs privilèges usurpés.

La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir qui est l'avenir de toute l'humanité, la classe ouvrière ne peut pas éviter de répondre par des coups aux coups de ses agresseurs. Les partis communistes ne suscitent jamais artificiellement la guerre civile, s'efforcent d'en diminuer autant que possible la durée toutes les fois qu'elle surgit comme une nécessité inéluctable, de réduire au minimum le nombre des victimes, mais par-dessus tout d'assurer le triomphe du prolétariat. De là découle la nécessité de désarmer à temps la bourgeoisie, d'armer les ouvriers, de créer une armée communiste pour défendre le pouvoir du prolétariat et l'inviolabilité de sa construction socialiste. Telle est l'armée rouge de la Russie soviétique qui a surgi et qui s'élève comme le rempart des conquêtes de la classe ouvrière contre toutes les attaques du dedans et du dehors. Une armée soviétique est inséparable d'un Etat soviétique.

Conscients du caractère universel de leur cause, les ouvriers les plus avancés ont tendu, dès les premiers pas du mouvement socialiste organisé, vers une union internationale de ce mouvement. Les bases en furent posées en 1864 à Londres, par la première Internationale. La guerre franco-allemande, dont est née l'Allemagne des Hohenzollern, faucha la première Internationale et en même temps donna le branle au développement des partis ouvriers nationaux. Dès 1889, ces partis se réunissaient en Congrès à Paris et créaient l'organisation de la II^e Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était placé entièrement à cette époque sur le terrain national dans le cadre des Etats nationaux, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs dizaines d'années de travail, d'organisation et de réformes ont créé une génération de chefs dont la majorité acceptaient en paroles le programme de la révolution sociale, mais y ont renoncé en fait, se sont enfoncés dans le réformisme, dans une adaptation servile à la domination bourgeoise. Le caractère opportuniste des partis dirigeants de la II^e Internationale s'est clairement révélé et a conduit au plus immense krach de l'histoire mondiale au moment précis où le cours des événements historiques réclamait des partis de la classe ouvrière des méthodes révolutionnaires de lutte. Si la guerre de 1870 porta un coup à la première Internationale en découvrant que derrière son programme social et révolutionnaire il n'y avait encore aucune force organisée des masses, la guerre de 1914 a tué la II^e Internationale en montrant qu'au-dessus des organisations puissantes des masses ouvrières se tiennent des partis devenus les instruments dociles de la domination bourgeoise.

Ces remarques ne s'appliquent pas seulement aux social-patriotes qui sont passés nettement et ouvertement dans le camp de la bourgeoisie, qui sont devenus ses délégués préférés et ses agents de confiance, les bourreaux les plus sûrs de la classe

ouvrière; elles s'appliquent encore à la tendance centriste, indéterminée et inconsistante, qui tente de restaurer la II^e Internationale, c'est-à-dire de perpétuer l'étroitesse de vues, l'opportunisme, l'impuissance révolutionnaire de ses cercles dirigeants. Le parti indépendant en Allemagne, la majorité actuelle du parti socialiste en France, le parti ouvrier indépendant d'Angleterre et tous les autres groupes semblables essayent en fait de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les anciens partis officiels de la II^e Internationale. Ils se présentent comme autrefois avec des idées de compromis et d'unité, paralysant par tous les moyens l'énergie du prolétariat, prolongeant la crise et multipliant par là les malheurs de l'Europe. La lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

Rejetant loin de nous toutes les demi-mesures, les mensonges et la paresse des partis socialistes officiels caducs, nous, communistes, unis dans la III^e Internationale, nous nous reconnaissons les continuateurs directs des efforts et du martyre héroïque acceptés par une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.

Si la première Internationale a prévu le développement à venir et a préparé les voies, si la II^e Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la III^e Internationale est l'Internationale de l'action des masses, l'Internationale de la réalisation révolutionnaire.

La critique socialiste a suffisamment flagellé l'ordre bourgeois. La tâche du parti communiste international est de renverser cet ordre de choses et d'édifier à sa place le régime socialiste. Nous demandons aux ouvriers et ouvrières de tous les pays de s'unir sous l'étendard du communisme qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires prolétaires de tous les pays! Dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie et les classes privilégiées, contre l'Etat bourgeois et la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression des classes ou des nations, unissez-vous!

Sous le drapeau des Soviets ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous le drapeau de la III^e Internationale, prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

DISCOURS D'OUVERTURE DE LENINE

Par mandat du Comité Central du Parti communiste russe, j'ouvre le premier Congrès international. Avant tout, je vous prie de vous lever pour honorer la mémoire des meilleurs représentants de la III^e Internationale, de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.

Camarades, notre Congrès revêt une grande importance dans l'histoire mondiale. Il démontre la banqueroute de toutes les illusions de la démocratie bourgeoise. La guerre civile est devenue un fait, non seulement en Russie, mais dans les pays capitalistes les plus développés, par exemple en Allemagne.

La bourgeoisie est affolée de terreur devant le

mouvement révolutionnaire prolétarien qui grandit. Cela se comprend, parce que toute la marche des événements depuis la fin de la guerre impérialiste renforce inévitablement le mouvement révolutionnaire du prolétariat, et que la révolution internationale mondiale commence et grandit dans tous les pays.

Le peuple se rend compte de la grandeur et de l'importance de cette lutte. Il fallait trouver la forme pratique qui permît au prolétariat d'exercer sa domination. Cette forme, c'est le régime des soviets avec la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat : ces mots étaient « du latin » pour les masses jusqu'à nos jours. Maintenant, grâce au système des soviets, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes ; la forme pratique de la dictature est trouvée par les masses populaires. Elle est devenue intelligible à la grande masse des ouvriers grâce au pouvoir des soviets en Russie, aux spartakistes en Allemagne, à des organisations analogues dans les autres pays, tels des *Shop Stewards Committees* en Angleterre. Tout cela prouve que la forme révolutionnaire de la dictature prolétarienne est trouvée et que le prolétariat est en train d'exercer sa domination de fait.

Camarades ! Je pense qu'après les événements en Russie, après les combats de janvier en Allemagne, il importe surtout de noter que la forme nouvelle du mouvement du prolétariat se manifeste et se fraie une voie dans d'autres pays aussi. Aujourd'hui, j'ai lu dans un journal anglais antisocialiste un télégramme annonçant que le gouvernement anglais avait reçu le soviét de délégués ouvriers de Birmingham et lui avait promis de reconnaître les soviets comme des organisations économiques. Le système soviétique a remporté la victoire non seulement dans la Russie arriérée, mais dans le pays le plus civilisé de l'Europe : l'Allemagne, et dans le plus vieux pays capitaliste : l'Angleterre.

La bourgeoisie peut sévir ; elle peut assassiner encore des milliers d'ouvriers — mais la victoire est à nous, la victoire de la révolution communiste mondiale est assurée.

Camarades ! Je vous souhaite cordialement la bienvenue au nom de notre Comité Central.

THESES DE LENINE SUR LA DEMOCRATIE BOURGEOISE ET LA DICTATURE PROLETARIENNE

1. La croissance du mouvement révolutionnaire prolétarien dans tous les pays suscite les efforts convulsifs de la bourgeoisie et des agents qu'elle possède dans les organisations ouvrières pour découvrir les arguments philosophico-politiques capables de servir à la défense de la domination des exploiters. La condamnation de la dictature et la défense de la démocratie figurent au nombre de ces arguments. Le mensonge et l'hypocrisie d'un tel argument répété à satiété dans la presse capitaliste et à la conférence de l'Internationale jaune de Berne en février 1919 sont évidents pour tous ceux qui ne tentent pas de trahir les principes fondamentaux du socialisme.

2. D'abord, cet argument s'appuie sur les conceptions de « démocratie en général » et de « dictature en général », sans préciser la question de la classe. Poser ainsi le problème, en dehors de la question de classes, en prétendant considérer l'ensemble de la nation, c'est proprement se moquer de la doctrine fondamentale du socialisme, à savoir la doctrine de la lutte de classes, acceptée en paroles, mais oubliée en fait par les socialistes passés dans le camp de la bourgeoisie. Car, dans aucun pays civilisé, dans aucun pays capitaliste, il n'existe de démocratie en général : il n'y a que la démocratie bourgeoise. Il ne s'agit pas davantage de la dictature en général, mais de la dictature exercée par la classe opprimée, c'est-à-dire par le prolétariat, sur les oppresseurs et les exploiters, sur la classe bourgeoise, dans le but de triompher de la résistance des exploiters luttant pour leur domination.

3. L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est jamais parvenue à la domination, et n'a pu y parvenir sans passer par une période de dictature pendant laquelle elle s'empare du pouvoir politique et abat par la force la résistance désespérée, exaspérée, qui ne s'arrête devant aucun crime, qu'ont toujours opposée les exploiters. La bourgeoisie dont aujourd'hui la domination est soutenue par les socialistes qui pérorant sur la dictature en général et qui se démènent en faveur de la démocratie en général a conquis le pouvoir dans les pays civilisés au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de l'écrasement par la force — des rois, des nobles, des propriétaires d'esclaves — et par la répression des tentatives de restauration.

Des milliers de fois, les socialistes de tous les pays ont expliqué au peuple le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, dans leurs livres, dans leurs brochures, dans les résolutions de leurs congrès, dans leurs discours de propagande. C'est pourquoi cette défense actuelle de la démocratie bourgeoise au moyen de discours sur la « dictature en général », tous ces cris et ces pleurs contre la dictature du prolétariat sous prétexte de condamner « la dictature en général », ne sont qu'une trahison véritable du socialisme, qu'une désertion caractérisée au profit de la bourgeoisie, qu'une négation du droit du prolétariat à sa révolution prolétarienne. C'est défendre le réformisme bourgeois, précisément à l'heure où il a fait faillite dans le monde entier, alors que la guerre a créé un état de choses révolutionnaire.

4. Tous les socialistes en démontrant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée déjà formulée, avec le maximum d'exactitude scientifique par Marx et Engels, que la plus démocratique des républiques bourgeoises ne saurait être autre chose qu'une machine à opprimer la classe ouvrière à la merci de la bourgeoisie, la masse des travailleurs à la merci d'une poignée de capitalistes. Il n'y a pas un seul révolutionnaire, par un seul marxiste parmi ceux qui crient aujourd'hui contre la dictature et pour la démocratie qui n'ait juré ses grands dieux devant les ouvriers qu'il acceptait cette vérité fondamentale

du socialisme ; et maintenant que le prolétariat révolutionnaire est en fermentation et en mouvement, qu'il tend à détruire cette machine d'oppression et à conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme voudraient faire croire que la bourgeoisie a donné aux travailleurs la « démocratie pure », comme si la bourgeoisie avait renoncé à toute résistance et était prête à obéir à la majorité des travailleurs, comme si, dans une république démocratique, il n'y avait pas une machine gouvernementale faite pour opérer l'écrasement du travail par le capital.

5. La Commune de Paris, que tous ceux qui veulent passer pour socialistes honorent en paroles, parce qu'ils savent que les masses ouvrières sont pleines d'une vive et sincère sympathie pour elle, a montré avec une particulière netteté la relativité historique, la valeur limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, institutions marquant un très grand progrès par rapport à celles du moyen-âge, mais exigeant nécessairement une réforme fondamentale à l'époque de la révolution prolétarienne. Marx, qui a apprécié mieux qu'aucun autre l'importance historique de la Commune, a prouvé en l'analysant le caractère d'exploitation de la démocratie et du parlementarisme bourgeois, régime sous lequel les classes opprimées recouvrent le droit de décider en un seul jour pour une période de plusieurs années quel sera le représentant des classes possédantes qui représentera et opprimerà le peuple au Parlement. Et c'est à l'heure où le mouvement soviétique embrassant le monde entier, continue aux yeux de tous l'œuvre de la Commune que les traîtres du socialisme oublient l'expérience concrète de la Commune de Paris, et répètent les vieilles sornettes bourgeoises sur le « démocratie en général ». La Commune n'était pourtant pas une institution parlementaire.

6. La valeur de la Commune consiste ensuite en ce qu'elle a tenté de bouleverser, de détruire de fond en comble l'appareil gouvernemental bourgeois dans l'administration, dans la justice, dans l'armée, dans la police, en le remplaçant par l'organisation autonome des masses ouvrières, sans reconnaître aucune distinction des pouvoirs législatif et exécutif.

Toutes les démocraties bourgeoises contemporaines, sans excepter la République allemande que les traîtres du socialisme appellent prolétarienne en dépit de la vérité, conservent au contraire le vieil appareil gouvernemental. Ainsi, il se confirme une fois de plus, de façon absolument évidente, que tous ces cris en faveur de la démocratie ne servent en réalité qu'à défendre la bourgeoisie et ses privilèges de classe exploitante.

7. La liberté de réunion peut être prise pour exemple des principes de la démocratie pure. Tout ouvrier conscient qui n'a pas rompu avec sa classe comprendra du premier coup qu'il serait insensé de permettre la liberté de réunion aux exploiters, dans un temps et dans les circonstances où des exploiters s'opposent à leur déchéance et défendent leurs privilèges. La bourgeoisie, quand elle était révolutionnaire, soit en Angleterre en 1649, soit en

France en 1793, n'a jamais accordé la liberté de réunion aux monarchistes ni aux nobles qui appelaient les troupes étrangères et « se réunissaient » pour organiser des tentatives de restauration. Si la bourgeoisie d'aujourd'hui, qui depuis longtemps est devenue réactionnaire, réclame du prolétariat qu'il garantisse à l'avance, malgré toute la résistance que feront les capitalistes à leur expropriation, la liberté de réunion pour les exploiters, les ouvriers ne pourront que rire de l'hypocrisie de cette bourgeoisie.

D'autre part, les ouvriers savent très bien que la liberté de réunion, même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase vide de sens, puisque les riches possèdent les meilleurs édifices publics et privés, ainsi que le loisir nécessaire pour se réunir sous la protection de cet appareil gouvernemental bourgeois. Les prolétaires de la ville et de la campagne et les petits paysans c'est-à-dire l'immense majorité de la population, ne possèdent ni l'un l'autre. Tant qu'il en est ainsi, l'égalité, c'est-à-dire la démocratie pure, est un leurre. Pour conquérir la véritable égalité, pour réaliser vraiment la démocratie au profit des travailleurs, il faut préalablement enlever aux exploiters toutes les riches demeures publiques et privées, il faut préalablement donner des loisirs aux travailleurs, il faut que la liberté de leurs réunions soit protégée par des ouvriers armés et non point par les officiers hobereaux ou capitalistes avec des soldats à leur dévotion.

C'est seulement alors que l'on pourra, sans se moquer des ouvriers, des travailleurs, parler de liberté de réunion et d'égalité. Or, qui peut accomplir cette réforme, sinon l'avant-garde des travailleurs, le prolétariat, par le renversement des exploiters et de la bourgeoisie ?

8. La liberté de la presse est également une des grandes devises de la démocratie pure. Encore une fois, les ouvriers savent que les socialistes de tous les pays ont reconnu des millions de fois que cette liberté est un mensonge, tant que les meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que subsiste le pouvoir du capital sur la presse, pouvoir qui se manifeste dans le monde entier avec d'autant plus de clarté, de netteté et de cynisme que le régime démocratique et républicain est plus développé, comme par exemple en Amérique. Afin de conquérir la véritable égalité et la vraie démocratie dans l'intérêt des travailleurs, des ouvriers et des paysans, il faut commencer par enlever au capital la faculté de louer les écrivains, d'acheter et de corrompre des journaux et des maisons d'édition, et pour cela il faut renverser le joug du capital, renverser les exploiters, briser leur résistance. Les capitalistes ont toujours appelé « liberté », la liberté de s'enrichir pour les riches, la liberté pour les ouvriers de mourir de faim. Les capitalistes appellent liberté de la presse la faculté pour les riches de corrompre la presse, la faculté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et pour soutenir la soi-disant opinion publique. Les défenseurs de la « démocratie pure » sont en réalité une fois de plus

des défenseurs du système vil et corrompu de la domination des riches sur l'instruction des masses : ils sont ceux qui trompent le peuple et le détournent avec de belles phrases mensongères, de cette nécessité historique d'affranchir la presse de son assujettissement au capital. De véritable liberté ou égalité, il n'y en aura que dans le régime édifié par les communistes, dans lequel il serait matériellement impossible de soumettre la presse directement ou indirectement au pouvoir de l'argent, dans lequel rien n'empêchera chaque travailleur, ou chaque groupe de travailleurs, de posséder ou d'user, en toute égalité, du droit de se servir des imprimeries et du papier de l'Etat.

9. L'histoire du XIX^e siècle et du XX^e siècle nous a montré, même avant la guerre, ce qu'était la fameuse démocratie pure sous le régime capitaliste. Les marxistes ont toujours répété que plus la démocratie était développée, plus elle était pure, plus aussi devait être vive, acharnée et impitoyable la lutte des classes, et plus apparaissait purement le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie. L'affaire Dreyfus de la France républicaine, les violences sanglantes des détachements soudoyés et armés par les capitalistes contre les grévistes dans la république libre et démocratique d'Amérique, ces faits et des milliers d'autres semblables découvrent cette vérité qu'essaye en vain de cacher la bourgeoisie, que c'est précisément dans les républiques les plus démocratiques que règnent en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, terreur et dictature qui apparaissent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploiters que le pouvoir du capital commence à être ébranlé.

10. La guerre impérialiste de 1914-1918 a définitivement manifesté, même aux yeux des ouvriers non éclairés, ce vrai caractère de la démocratie bourgeoise, même dans les républiques les plus libres — comme caractère de dictature bourgeoise. C'est pour enrichir un groupe allemand ou anglais de millionnaires ou de milliardaires qu'ont été massacrés des dizaines de millions d'hommes et qu'a été instituée la dictature militaire de la bourgeoisie dans les républiques les plus libres. Cette dictature militaire persiste, même après la défaite de l'Allemagne dans les pays de l'Entente. C'est la guerre qui, mieux que tout, a ouvert les yeux aux travailleurs, a arraché les faux appas à la démocratie bourgeoise, a montré au peuple tout l'abîme de la spéculation et du lucre pendant la guerre et à l'occasion de la guerre. C'est au nom de la liberté et de l'égalité que la bourgeoisie a fait cette guerre ; c'est au nom de la liberté et de l'égalité que les fournisseurs aux armées ont amassé des richesses inouïes. Tous les efforts de l'Internationale jaune de Berne n'arriveront pas à dissimuler aux masses le caractère d'exploitation actuellement manifeste de la liberté bourgeoise, de l'égalité bourgeoise, de la démocratie bourgeoise.

11. Dans le pays capitaliste le plus développé d'Europe, en Allemagne, les premiers mois de cette complète liberté républicaine, apportée par la défaite de l'Allemagne impérialiste, ont révélé aux ouvriers allemands et au monde entier le caractère

de classe de la république démocratique bourgeoise. L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg est un événement d'une importance historique universelle, non seulement par la mort tragique des hommes et des chefs les meilleurs de la vraie Internationale prolétarienne et communiste, mais encore parce qu'il a manifesté dans l'Etat le plus avancé d'Europe et même, on peut le dire, du monde entier, la véritable essence du régime bourgeois. Si des gens en état d'arrestation, c'est-à-dire pris par le pouvoir gouvernemental des social-patriotes sous sa garde, ont pu être tués impunément par des officiers et des capitalistes, c'est que la république démocratique dans laquelle un pareil événement a été possible n'est que la dictature de la bourgeoisie. Les gens qui expriment leur indignation au sujet de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, mais qui ne comprennent pas cette vérité, ne font que montrer par là leur bêtise ou leur hypocrisie. La liberté, dans une des républiques du monde les plus libres et les plus avancées, dans la république allemande, est la liberté de tuer impunément les chefs du prolétariat en état d'arrestation, et il ne peut en être autrement, tant que subsiste le capitalisme, car le développement du principe démocratique, loin d'affaiblir, ne fait que surexciter la lutte de classes qui, par suite des répercussions et des influences de la guerre, a été portée à son point d'ébullition.

Dans tout le monde civilisé, on expulse aujourd'hui les bolchéviks, on les poursuit, on les emprisonne, comme par exemple dans une des plus libres républiques bourgeoises, en Suisse ; on massacre les bolchéviks en Amérique, etc... Du point de vue de la démocratie en général ou de la démocratie pure, il est tout à fait ridicule que les Etats civilisés et avancés, démocratiques, armés jusqu'aux dents, craignent la présence de quelques dizaines d'hommes venus de la Russie retardataire, affamée, ruinée, de cette Russie que, dans leurs dizaines de millions d'exemplaires, les journaux bourgeois appellent sauvage, criminelle, etc. Il est clair que les conditions sociales dans lesquelles une contradiction aussi criante a pu naître réalisent en réalité la dictature de la bourgeoisie.

12. Dans un tel état de choses, la dictature du prolétariat n'est pas seulement absolument légitime, en tant qu'instrument propre au renversement des exploiters et à l'écrasement de leur résistance, mais encore absolument indispensable pour toute la masse laborieuse, comme le seul moyen de défense contre la dictature de la bourgeoisie qui a causé la guerre et qui prépare de nouvelles guerres.

Le point le plus important, que ne comprennent pas les socialistes et qui constitue leur myopie théorique, leur emprisonnement dans les préjugés bourgeois et leur trahison politique envers le prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte de classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que lamentations réactionnaires de petits bourgeois.

La preuve en est apportée par l'expérience du

développement de la démocratie bourgeoise et du mouvement ouvrier depuis plus d'un siècle dans tous les pays civilisés et en particulier par l'expérience des cinq dernières années. C'est aussi la vérité qu'enseigne toute la science de l'économie politique, tout le contenu du marxisme qui explique par quelle nécessité économique naît la dictature de la bourgeoisie, et comment elle ne peut être remplacée que par une classe développée, multipliée, fortifiée et devenue plus cohérente par le développement même du capitalisme, c'est-à-dire la classe des prolétaires.

13. Une autre erreur théorique et politique des socialistes, consiste à ne pas comprendre que les formes de la démocratie ont constamment changé pendant le cours des siècles, depuis ses premiers germes dans l'antiquité, à mesure qu'une classe dominante était remplacée par une autre. Dans les anciennes républiques de la Grèce, dans les cités du moyen-âge, dans les pays capitalistes civilisés, la démocratie revêt des formes diverses et un degré d'adaptation différent. Ce serait la plus grande sottise de croire que la révolution la plus profonde dans l'histoire de l'humanité, que le passage du pouvoir, pour la première fois au monde, d'une minorité d'exploiteurs à la majorité des exploités, puisse se produire dans les vieux cadres de la démocratie bourgeoise et parlementaire, puisse se produire sans brisures nettes, sans que se créent de nouvelles formes de démocratie, avec de nouvelles institutions incarnant ces nouvelles conditions de vie, etc.

14. La dictature du prolétariat ressemble à la dictature des autres classes parce qu'elle est provoquée, comme toute espèce de dictature, par la nécessité de réprimer violemment la résistance de la classe qui perd la domination politique. Le point fondamental qui sépare la dictature du prolétariat de celle des autres classes, de la dictature des éléments féodaux au moyen-âge, de la dictature de la bourgeoisie dans tous les pays civilisés capitalistes, consiste en ce que la dictature des éléments féodaux et de la bourgeoisie était l'écrasement violent de la résistance de l'énorme majorité de la population, de la classe laborieuse, tandis que la dictature du prolétariat est l'écrasement, par la force, de la résistance des exploités, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population : les propriétaires fonciers et les capitalistes.

Il s'ensuit encore que la dictature du prolétariat entraîne inévitablement non seulement une modification des formes et des institutions démocratiques en général, mais encore une modification telle qu'elle aboutit à une extension jusqu'alors inconnue du principe démocratique en faveur des classes opprimées par le capitalisme, en faveur des classes laborieuses.

En effet, la forme de la dictature du prolétariat, déjà élaborée en fait, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets en Russie, le Räte System en Allemagne, les Shop Stewards Committees et autres institutions analogues dans les autres pays, signifie précisément et réalise pour les classes laborieuses, c'est-à-dire pour l'énorme majorité de la population, une faculté rapide de profiter des droits et libertés démocratiques

comme il n'y en a jamais eus, même d'approchants, dans les républiques bourgeoises les meilleures et les plus démocratiques.

L'essence du pouvoir des Soviets consiste en ce que la base constante et unique de tout le pouvoir gouvernemental, de tout l'appareil gouvernemental, c'est l'organisation des masses jadis opprimées par les capitalistes, c'est-à-dire les ouvriers et les demi-prolétaires (paysans n'exploitant pas le travail d'autrui et ayant constamment besoin de vendre une partie au moins de leur force de travail). Ce sont ces masses qui, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, tout en jouissant de l'égalité selon la loi, étaient écartées en réalité par des milliers de coutumes et de manœuvres de toute participation à la vie politique, de tout usage de droits et de libertés démocratiques et qui maintenant sont appelées à prendre une part considérable et obligatoire, une part décisive à la gestion démocratique de l'Etat.

15. L'égalité de tous les citoyens, indépendamment du sexe, de la religion, de la race, de la nationalité, que la démocratie bourgeoise a toujours et partout promise, mais n'a réalisée nulle part et qu'étant donné la domination du capitalisme, elle ne pouvait pas réaliser, le pouvoir des Soviets ou la dictature du prolétariat la réalise tout d'un coup et complètement, car seul il est en état de réaliser le pouvoir des ouvriers qui ne sont pas intéressés à la propriété privée, aux moyens de production, à la lutte pour leur partage et leur distribution.

16. La vieille démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise et le parlementarisme, était organisée de telle façon que les masses laborieuses étaient de plus en plus éloignées de l'appareil gouvernemental. Le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est au contraire construit de façon à rapprocher les masses laborieuses de l'appareil gouvernemental. Au même but tend la réunion du pouvoir législatif et exécutif dans l'organisation soviétique de l'Etat, ainsi que la substitution aux circonscriptions électorales territoriales d'unités de travail, comme les usines et les fabriques.

17. Ce n'est pas seulement sous la monarchie que l'armée était un instrument d'oppression. Elle l'est restée dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques. Seul, le pouvoir des Soviets, en tant qu'organisation permanente des classes opprimées par le capitalisme, est capable de supprimer la soumission de l'armée au commandement bourgeois et de fonder réellement le prolétariat avec l'armée, en réalisant l'armement du prolétariat et le désarmement de la bourgeoisie, sans lesquels est impossible le triomphe du socialisme.

18. L'organisation soviétique de l'Etat est adaptée au rôle directeur du prolétariat comme classe concentrée au maximum et éduquée par le capitalisme. L'expérience de toutes les révolutions et de tous les mouvements des classes opprimées, l'expérience du mouvement socialiste dans le monde entier nous enseignent que seul le prolétariat est en état d'unifier et de conduire les masses éparses et retardataires de la population laborieuse et exploitée.

19. Seule l'organisation soviétiste de l'Etat peut réellement briser d'un coup et détruire définitivement le vieil appareil bourgeois, administratif et judiciaire qui s'est conservé et devait inévitablement se conserver sous le capitalisme, même dans les républiques les plus démocratiques, puisqu'il était de fait le plus grand empêchement à la mise en pratique des principes démocratiques en faveur des ouvriers et des travailleurs. La Commune de Paris a fait, dans cette voie, le premier pas d'une importance historique universelle ; le pouvoir des Soviets a fait le second.

20. L'anéantissement du pouvoir gouvernemental est le but que se sont proposé tous les socialistes. Marx le premier. Sans réalisation de ce but, la vraie démocratie, c'est-à-dire l'égalité et la liberté, est irréalisable. Or, le seul moyen pratique d'y arriver est la démocratie soviétiste ou prolétarienne, puisque, appelant à prendre une part réelle et obligatoire au gouvernement les organisations des masses laborieuses, elle commence dès maintenant à préparer le dépérissement complet de tout gouvernement.

21. La complète banqueroute des socialistes réunis à Berne, leur incompréhension absolue de la démocratie prolétarienne nouvelle apparaissent particulièrement dans ce qui suit : le 10 février 1919, Branting clôturait à Berne la conférence internationale de l'Internationale jaune. Le 11 février 1919, à Berlin, était imprimé dans le journal de ses coreligionnaires *Die Freiheit* une proclamation du parti des Indépendants au prolétariat. Dans cette proclamation est reconnu le caractère bourgeois du gouvernement de Scheidemann, auquel on reproche son désir d'abolir les Soviets appelés les messagers et les défenseurs de la Révolution, auquel on demande de légaliser les Soviets, de leur donner les droits politiques, le droit de vote contre les décisions de l'Assemblée Constituante, le referendum demeurant juge en dernier ressort.

Cette proclamation dénote la complète faillite des théoriciens qui défendaient la démocratie sans comprendre son caractère bourgeois. Cette tentative ridicule de combiner le système des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec l'Assemblée Constituante, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie, dévoile jusqu'au bout, à la fois la pauvreté de pensée des socialistes jaunes et des social-démocrates, leur caractère réactionnaire de petits bourgeois et leurs lâches concessions devant la force irrésistiblement croissante de la nouvelle démocratie prolétarienne.

22. En condamnant le bolchévisme, la majorité de l'Internationale de Berne, qui n'a pas osé voter formellement un ordre du jour correspondant à sa pensée, par crainte des masses ouvrières, a agi justement de son point de vue de classe. Cette majorité est complètement solidaire des menchéviks et socialistes révolutionnaires russes, ainsi que des Scheidemann allemands.

Les menchéviks et socialistes révolutionnaires russes, en se plaignant d'être poursuivis par les bolchéviks, essayent de cacher le fait que ces poursuites sont causées par la part prise par les men-

chéviks et les socialistes révolutionnaires à la guerre civile du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat. Les Scheidemann et leur parti ont déjà montré de la même façon en Allemagne qu'ils prenaient la même part à la guerre civile du côté de la bourgeoisie contre les ouvriers.

Il est, par suite, tout à fait naturel que la majorité des participants de l'Internationale jaune de Berne se soit prononcée contre les bolchéviks ; par là s'est manifesté, non point le désir de défendre la démocratie pure, mais le besoin de se défendre eux-mêmes chez des gens qui sentent et qui savent que dans la guerre civile ils sont du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Voilà pourquoi, du point de vue de la lutte de classes, il est impossible de ne pas reconnaître la justesse de la décision de la majorité de l'Internationale jaune. Le prolétariat ne doit pas craindre la vérité, mais la regarder en face et tirer les conclusions qui en découlent.

Sur la base de ces thèses, et en considération des rapports des délégués des différents pays, le congrès de l'Internationale Communiste déclare que la tâche principale des partis communistes, dans les diverses régions où le pouvoir des Soviets n'est pas encore constitué, consiste en ce qui suit :

1° Eclairer le plus largement les masses de la classe ouvrière sur la signification historique de la nécessité politique et pratique d'une nouvelle démocratie prolétarienne, qui doit prendre la place de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme :

2° Elargir et organiser des Soviets dans tous les domaines de l'industrie, dans l'armée, dans la flotte, parmi les ouvriers agricoles et les petits paysans ;

3° Conquérir, à l'intérieur des Soviets, une majorité communiste, sûre et consciente.

DISCOURS DE LENINE AU PREMIER CONGRES DE L'I. C.

Camarades,

Je voudrais ajouter quelques mots aux deux derniers points. Je pense que les camarades qui doivent nous faire le rapport sur la conférence de Berne nous en parleront avec plus de détails.

Pas un mot n'a été dit sur la signification du pouvoir soviétique au cours de toute la conférence de Berne. Voilà deux ans que nous discutons cette question en Russie. Déjà en avril 1917, au congrès du parti, nous avons posé cette question du point de vue théorique et politique : « Qu'est-ce que le pouvoir soviétique, quelle en est la substance, quelle en est la signification historique ? » Voilà bientôt deux ans que nous étudions cette question et au congrès du parti nous avons adopté une résolution sur ce sujet.

La *Freiheit*, de Berlin, a publié, le 11 février, un appel au prolétariat allemand signé non seulement par les chefs des social-démocrates indépendants en Allemagne, mais par tous les membres de la fraction des indépendants. En août 1918, le plus grand théoricien des indépendants, Kautsky, écrivait dans sa brochure, *La dictature du prolé-*

riat, qu'il était partisan de la démocratie et des organes soviétiques mais que les Soviets ne devaient avoir qu'un caractère économique et ne sauraient être reconnus comme organisations d'Etat. Kautsky répète cette affirmation dans les numéros de la *Freiheit*, en date des 11 novembre et 12 janvier. Le 9 février paraît un article de Rudolph Hilferding, qui est également considéré comme un des principaux théoriciens autorisés de la II^e Internationale. Il propose de fusionner juridiquement, c'est-à-dire par la voie législative, les deux systèmes des Soviets et de l'Assemblée Nationale. C'était le 9 février. Cette seconde proposition est adoptée par tout le parti des Indépendants et publiée sous forme d'appel.

Malgré que l'Assemblée Nationale existe déjà en fait, même après que la « démocratie pure » a pris corps et réalité, après que les plus grands théoriciens des social-démocrates indépendants ont expliqué que les organisations soviétiques ne sauraient être des organes d'Etat, après et malgré tout cela il y a encore des hésitations. Cela prouve que ces messieurs n'ont vraiment rien compris au nouveau mouvement et à ses conditions de lutte. Mais cela prouve en outre autre chose, à savoir qu'il doit y avoir des circonstances, des motifs déterminant ces hésitations. Lorsque après tous ces événements, après bientôt deux ans de révolution victorieuse en Russie on nous propose de semblables résolutions comme ayant été adoptées à la Conférence de Berne, résolutions dans lesquelles il n'est rien dit des Soviets et de leur signification, et Conférence à laquelle pas un délégué n'a soufflé mot dans un discours quelconque de ces questions, nous avons parfaitement le droit d'affirmer que tous ces messieurs sont morts pour nous en tant que socialistes et théoriciens.

Mais en fait, du point de vue politique, cela prouve, camarades, qu'un grand progrès s'accomplit dans les masses puisque ces indépendants, théoriquement et par principe adversaires de ces organisations d'Etat, nous proposent subitement une sottise telle que la fusion « pacifique » de l'Assemblée Nationale avec le système des Soviets, c'est-à-dire la fusion de la dictature de la bourgeoisie avec la dictature du prolétariat. On voit à quel point ces gens-là ont fait faillite sous les rapports politiques et théoriques et quelle énorme transformation se produit dans les masses. Les masses arriérées du prolétariat allemand viennent à nous, que dis-je, elles sont venues à nous. Ainsi donc la signification du parti indépendant social-démocrate allemand, la meilleure partie du point de vue théorique et socialiste est égale à zéro ; cependant elle conserve une certaine importance dans ce sens que ces éléments nous servent d'indication de l'état d'esprit de la partie la plus arriérée du prolétariat. C'est là à mon avis qu'est l'énorme importance historique de cette conférence. Nous avons vu quelque chose d'analogue au cours de notre révolution : nos menchéviks ont subi pas à pas, pour ainsi dire, la même évolution que les théoriciens des indépendants en Allemagne. Lorsqu'ils eurent la majorité dans les Soviets ils étaient

pour les Soviets. On n'entendait alors que les cris de : « Vivent les Soviets ! », « Pour les Soviets ! », « Les Soviets et la démocratie révolutionnaire ! ». Mais, lorsque c'est nous qui eûmes la majorité dans les Soviets, nous bolchéviks, ils entonnèrent d'autres chants : « Les Soviets, déclarèrent-ils, ne doivent pas exister en même temps que l'Assemblée Constituante » ; et même certains théoriciens menchéviks proposèrent quelque chose d'analogue à la fusion du système des Soviets avec l'Assemblée Constituante et leur inclusion dans les organisations d'Etat. Une fois de plus il est apparu que le cours général de la révolution prolétarienne est identique dans le monde entier. D'abord constitution spontanée, élémentaire des Soviets, puis leur extension et développement, ensuite apparition dans la pratique de la question : Soviets ou Assemblée Nationale ou Constituante ou bien parlementarisme bourgeois, confusion absolue parmi les chefs et enfin révolution prolétarienne. Il me semble cependant qu'après bientôt deux ans de révolution nous ne devons pas poser la question de la sorte mais prendre des résolutions concrètes étant donné que la propagation du système des Soviets est pour nous, et particulièrement pour la majorité des pays de l'Europe Occidentale, la plus essentielle des tâches. L'étranger qui n'a jamais entendu parler du bolchévisme ne peut que bien difficilement se faire une opinion propre sur nos discussions. Tout ce que les bolchéviks affirment, les menchéviks le contredisent et réciproquement. Certes il ne saurait en être autrement au cours de la lutte, c'est pourquoi il est extrêmement important que la dernière conférence du parti menchévik, tenue au mois de décembre 1918, ait adopté une longue résolution détaillée entièrement publiée dans le *Journal des ouvriers typographes*, organe menchévik. Dans cette résolution les menchéviks eux-mêmes exposent brièvement l'histoire de la lutte des classes et de la guerre civile. Il y est dit que les menchéviks condamnent les groupes du parti alliés aux classes possédantes dans l'Oural et dans le Midi, en Crimée et en Géorgie et ils indiquent avec précision toutes ces régions. Les groupes du parti menchévik qui, alliés aux classes possédantes, ont combattu contre le pouvoir soviétique sont maintenant condamnés dans cette résolution ; mais le dernier point condamne également ceux qui sont passés aux communistes. Il s'ensuit que les menchéviks sont obligés de reconnaître qu'il n'y a point d'unité dans leur parti et qu'ils se tiennent ou bien aux côtés de la bourgeoisie ou aux côtés du prolétariat. Une grande partie des menchéviks est passée à la bourgeoisie et a lutté contre nous pendant la guerre civile. Naturellement nous poursuivons les menchéviks, nous les faisons même fusiller lorsque, en guerre contre nous, ils combattent notre armée rouge et font fusiller nos officiers rouges. A la bourgeoisie qui nous a déclaré la guerre, nous avons répondu par la guerre prolétarienne : il ne peut y avoir d'autre issue. Ainsi donc, du point de vue politique, tout cela n'est qu'hypocrisie menchévikue. Historiquement, il est incompréhensible que, à la Conférence de Berne, des gens qui ne sont pas officielle-

ment reconnus fous, eussent pu, sur l'ordre des menchéviks et des socialistes révolutionnaires, parler de la lutte des bolchéviks contre eux tout en passant sous silence leur lutte en commun avec la bourgeoisie contre le prolétariat.

Tous ils nous attaquent avec acharnement parce que nous les poursuivons ; c'est exact, mais ils se gardent bien de dire un mot de la part qu'ils ont prise eux-mêmes dans la guerre civile. Je pense qu'il convient de remettre, pour transcription au procès-verbal, le texte complet de la résolution et je prie les camarades étrangers de lui accorder toute leur attention car elle représente un document historique dans lequel la question est parfaitement posée et qui fournit la meilleure documentation pour l'appréciation de la discussion entre les diverses tendances « socialistes » en Russie. Entre le prolétariat et la bourgeoisie, il existe une classe de gens inclinant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre ; il en fût ainsi toujours et dans toutes les révolutions, et il est absolument impossible que dans la société capitaliste, où le prolétariat et la bourgeoisie constituent deux camps ennemis opposés, il n'existe pas entre eux des couches sociales intermédiaires. Historiquement l'existence de ces éléments flottants est inévitable ; malheureusement ces éléments qui ne savent pas eux-mêmes de quel côté ils combattront demain existeront encore relativement longtemps.

Je désire faire une proposition concrète tendant à faire adopter une résolution dans laquelle trois points doivent particulièrement être soulignés.

1. Une des tâches les plus importantes pour les camarades des pays de l'Europe Occidentale consiste à expliquer aux masses la signification, l'importance et la nécessité du système des Soviets. On constate sous ce rapport une insuffisante compréhension. S'il est vrai que Kautsky et Hilferding ont fait faillite en tant que théoriciens, les derniers articles de la *Freiheit* prouvent cependant qu'ils ont su exprimer exactement l'état d'esprit des parties arriérées du prolétariat allemand. Il est arrivé la même chose chez nous : Au cours des huit premiers mois de la révolution russe la question de l'organisation soviétique a été beaucoup discutée, et les ouvriers ne voyaient pas très clairement en quoi consiste le nouveau système, ni si l'on pouvait constituer l'appareil d'Etat avec les Soviets. Dans notre révolution nous avons progressé non par la voie théorie mais par la voie pratique. Ainsi, par exemple, jamais auparavant nous n'avons posé théoriquement la question de l'Assemblée Constituante et nous n'avons jamais dit que nous ne reconnaissons pas celle-ci. Ce n'est que plus tard, lorsque les institutions soviétiques se répandirent à travers tout le pays et conquièrent le pouvoir politique que nous décidâmes de disperser l'Assemblée Constituante. Nous voyons à présent que la question se pose avec beaucoup plus d'acuité en Hongrie et en Suisse. D'un côté il est excellent qu'il en soit ainsi ; nous puisons dans ce fait la conviction absolue que la révolution avance plus rapidement dans les Etats de l'Europe Occidentale et qu'elle

nous apportera de grandes victoires. Mais, d'autre part, il y a un certain danger et c'est à savoir que la lutte sera tellement acharnée et tendue que la conscience des masses ouvrières ne sera pas en mesure de suivre ce rythme. Encore maintenant la signification du système des Soviets n'est pas claire pour les grandes masses des ouvriers allemands politiquement instruits, parce qu'ils ont été élevés dans l'esprit du parlementarisme et des préjugés bourgeois.

2. Point relatif à la propagation du système des Soviets. Lorsque nous voyons combien rapidement l'idée des Soviets se répand en Allemagne et même en Angleterre, nous pouvons bien nous dire que c'est là une preuve essentielle que la Révolution prolétarienne vaincra. On ne saurait arrêter son cours que pour peu de temps. Mais c'est une tout autre affaire lorsque les camarades Albert et Platten viennent nous déclarer qu'il n'y a guère de Soviets chez eux dans les campagnes, parmi les travailleurs ruraux et la petite paysannerie. J'ai lu, dans la *Rote Fahne*, un article contre les Soviets paysans, mais (et c'est absolument juste) pour les Soviets de travailleurs ruraux et de paysans pauvres. La bourgeoisie et ses valets, tels que Scheidemann et compagnie, ont déjà donné le mot d'ordre de Soviets paysans. Mais nous ne voulons que les Soviets de travailleurs ruraux et de paysans pauvres. Il ressort malheureusement des rapports des camarades Albert et Platten et autres, qu'à l'exception de la Hongrie, on fait bien peu de choses pour l'expansion du système soviétique dans les campagnes. C'est peut-être là que se trouve un danger pratique assez considérable pour l'obtention de la victoire par le prolétariat allemand. En effet, la victoire ne saurait être considérée comme assurée que lorsque seront organisés non seulement les travailleurs de la ville mais aussi les prolétaires ruraux, et organisés non comme auparavant dans les syndicats et coopératives, mais dans les Soviets. Nous avons obtenu la victoire plus facilement parce qu'en octobre 1917, nous avons marché ensemble avec toute la paysannerie. Dans ce sens notre révolution était alors bourgeoise. Le premier pas de notre gouvernement prolétarien consista en ce que les vieilles revendications de toute la paysannerie, exprimées encore sous Kérenski par les Soviets et les assemblées de paysans, furent réalisées par la loi édictée par notre gouvernement le 26 octobre (vieux style) 1917, le lendemain de la révolution. C'est en cela que consista notre force et c'est pour cela qu'il nous fût si facile de conquérir les sympathies de la majorité écrasante. Pour la campagne, notre révolution continua à être bourgeoise, mais, plus tard, six mois après, nous fûmes contraints de commencer, dans les cadres de l'organisation d'Etat, la lutte des classes dans les campagnes, d'instituer dans chaque village des comités de pauvreté, de demi-prolétaires et de lutter systématiquement contre la bourgeoisie rurale. C'était inévitable chez nous car la Russie est un pays arriéré. Il en sera tout autrement en Europe Occidentale et c'est pourquoi nous devons souligner la nécessité absolue de l'expansion

du système des Soviets aussi dans la population rurale en des formes correspondantes et peut-être nouvelles.

3. Nous devons dire que la conquête de la majorité communiste dans les Soviets constitue la principale tâche dans tous les pays où le pouvoir soviétique n'a pas encore triomphé. Notre commission de résolutions a étudié hier cette question. Peut-être d'autres camarades voudront-ils aussi dire leur opinion mais je désirerai proposer qu'on adopte ce troisième point sous forme de résolution spéciale. Il va sans dire que nous ne saurions prescrire sa voie de développement. Il est tout à fait probable que, dans beaucoup d'États de l'Europe Occidentale, la révolution éclatera très prochainement; en tous cas, nous, en qualité de fraction organisée des ouvriers et du Parti, nous tendons et devons tendre à obtenir la majorité dans les Soviets. Alors notre victoire sera assurée et il n'y aura plus de force en mesure d'entreprendre quoi que ce soit contre la révolution communiste. Autrement la victoire ne sera pas si facile à atteindre et ne sera pas de longue durée.

RESOLUTION SUR LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PLATTEN, président. — ...A présent, je porte à votre connaissance une proposition, présentée par les délégués Rakowsky, Gruber, Grimlund, Rudniansky. Elle est ainsi conçue :

« Les représentants du Parti Communiste de l'Autriche allemande, du Parti social-démocrate de gauche de Suède, de la Fédération ouvrière révolutionnaire social-démocrate des Balkans, du Parti Communiste de Hongrie, proposent la fondation de l'Internationale Communiste.

« 1. La nécessité de la lutte pour la dictature du prolétariat exige l'organisation unifiée, commune et internationale de tous les éléments communistes qui se placent sur ce terrain.

« 2. Cette fondation est un devoir d'autant plus impérieux qu'actuellement on tente à Berne et peut-être tentera-t-on aussi plus tard ailleurs de rétablir l'ancienne Internationale opportuniste et de rassembler tous les éléments confus et hésitants du prolétariat. C'est pourquoi il est nécessaire d'établir une séparation nette entre les éléments révolutionnaires prolétariens et les éléments social-traitres.

« 3. Si la III^e Internationale n'était pas fondée par la Conférence siégeant à Moscou, cela créerait l'impression que les Partis communistes sont en désaccord, ce qui affaiblirait notre situation et augmenterait la confusion parmi les éléments indécis du prolétariat de tous les pays.

« 4. La constitution de la III^e Internationale est donc un devoir historique absolu, et la Conférence communiste internationale siégeant à Moscou doit en faire une réalité. »

Cette proposition suppose que nous revenions sur une résolution quant à savoir si nous sommes une conférence ou un congrès. La proposition vise à la constitution de la III^e Internationale. La discussion est ouverte.

Après la discussion, le camarade Platten met aux voix la proposition signée par Rakowsky, Gruber, Grimlund, Rudniansky.

« Cette proposition, dit-il, est faite afin d'amener une décision sur la fondation de la III^e Internationale. »

La résolution fut adoptée à l'unanimité moins 5 abstentions (délégation allemande).

PLATE-FORME DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Les contradictions du système mondial, auparavant cachées en son sein, se sont révélées avec une force inouïe en une formidable explosion : la grande guerre impérialiste mondiale.

Le capitalisme a tenté de surmonter sa propre anarchie par l'organisation de la production. Au lieu de nombreuses entreprises concurrentes, se sont organisées de vastes associations capitalistes (syndicats, cartels, trusts), le capital bancaire s'est uni au capital industriel, toute la vie économique est tombée sous le pouvoir d'une oligarchie financière capitaliste, qui, par une organisation basée sur ce pouvoir, acquit une maîtrise exclusive. Le monopole supplante la libre concurrence. Le capitaliste isolé se transforme en membre d'une association capitaliste. L'organisation remplace l'anarchie insensée.

Mais dans la mesure même où, dans les États pris séparément, les procédés anarchiques de la production capitaliste étaient remplacés par l'organisation capitaliste, les contradictions, la concurrence, l'anarchie, atteignaient dans l'économie mondiale une plus grande acuité. La lutte entre les plus grands États conquérants conduisait, avec une inflexible nécessité, à la monstrueuse guerre impérialiste. La soif de bénéfices poussait le capitalisme mondial à la lutte pour la conquête de nouveaux marchés, de nouvelles sources de matières brutes, de la main-d'œuvre à bon marché des esclaves coloniaux. Les États impérialistes qui se sont partagé le monde entier, qui ont transformé des millions de prolétaires et de paysans d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Australie, en bêtes de somme, devaient révéler tôt ou tard dans un gigantesque conflit la nature anarchique du capital. Ainsi se produisit le plus grand des crimes — la guerre du banditisme mondial.

Le capitalisme a tenté de surmonter les contradictions de sa structure sociale. La société bourgeoise est une société de classes. Mais le capital des grands États « civilisés » s'efforça d'étouffer les contradictions sociales. Aux dépens des peuples coloniaux qu'il détruisait, le capital achetait ses esclaves salariés, créant une communauté d'intérêts entre les exploiters et les exploités — communauté d'intérêts dirigée contre les colonies opprimées et les peuples coloniaux jaunes, noirs ou rouges; il enchaînait l'ouvrier européen ou américain à la « patrie » impérialiste.

Mais cette même méthode de corruption continue, qui créait le patriotisme de la classe ouvrière et sa sujétion morale, produisit, grâce à

la guerre, sa propre antithèse. L'extermination, la sujétion totale du prolétariat, un joug monstrueux, l'appauvrissement, la dégénérescence, la faim dans le monde entier — telle fut la dernière rançon de la paix sociale. Et cette paix a fait faillite. La guerre impérialiste est transformée en guerre civile.

Une nouvelle époque est née. Epoque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Epoque de la révolution communiste du prolétariat.

Le système impérialiste croule. Troubles aux colonies, fermentation parmi les petites nationalités jusqu'à présent privées d'indépendance, révoltes du prolétariat, révolutions prolétariennes victorieuses dans plusieurs pays, décomposition des armées impérialistes, incapacité absolue des classes dirigeantes à diriger dorénavant les destinées des peuples — tel est le tableau de la situation actuelle dans le monde entier.

L'humanité, dont toute la culture a été dévastée, est menacée de destruction. Il n'est plus qu'une force capable de la sauver, et cette force, c'est le prolétariat. L'ancien « ordre » capitaliste n'est plus. Il ne peut plus exister. Le résultat final des procédés capitalistes de production est le chaos, — et ce chaos ne peut être vaincu que par la plus grande classe productrice, la classe ouvrière. C'est elle qui doit instituer l'ordre véritable, l'ordre communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les Etats, transformer le monde en une vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la solidarité fraternelle et la libération des peuples.

Entre temps, contre le prolétariat, le capital mondial s'arme pour un dernier combat. Sous le couvert de Ligue des Nations et des bavardages pacifiques, il tente ses derniers efforts pour rajuster les parties disjointes d'elles-mêmes du système capitaliste et diriger ses forces contre la révolution prolétarienne irrésistiblement déchaînée.

A ce nouveau, à cet immense complot des classes capitalistes, le prolétariat doit répondre par la conquête du pouvoir politique, tourner ce pouvoir contre ses propres ennemis, s'en servir comme levier pour la transformation économique de la société. La victoire définitive du prolétariat mondial marquera le commencement de l'histoire de l'humanité libérée.

La conquête du pouvoir politique

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie l'anéantissement du pouvoir politique de la bourgeoisie. L'appareil gouvernemental avec son armée capitaliste, placée sous le commandement d'un corps d'officiers bourgeois et de junkers, avec sa police et sa gendarmerie, ses géoliers et ses juges, ses prêtres, ses fonctionnaires, etc., constitue entre les mains de la bourgeoisie le plus puissant instrument de gouvernement. La conquête du pouvoir gouvernemental ne peut se réduire à un changement de personnes dans la constitution des ministères, mais doit signifier l'anéan-

tissement d'un appareil étatiste étranger, la prise en mains de la force réelle, le désarmement de la bourgeoisie, du corps d'officiers contre-révolutionnaires, des gardes blancs, l'armement du prolétariat, des soldats révolutionnaires et de la garde rouge ouvrière ; la destitution de tous les juges bourgeois et l'organisation des tribunaux prolétariens, la destruction du fonctionnarisme réactionnaire et la création de nouveaux organes d'administration prolétariens. La victoire prolétarienne est assurée par la désorganisation du pouvoir ennemi et l'organisation du pouvoir prolétarien ; elle doit signifier la ruine de l'appareil étatiste bourgeois et la création de l'appareil étatiste prolétarien. Ce n'est qu'après la complète victoire, quand le prolétariat aura définitivement brisé la résistance de la bourgeoisie, qu'il pourra obliger ses anciens adversaires à le servir utilement, les amenant progressivement sous son contrôle, à l'œuvre de construction communiste.

Démocratie et dictature

Comme tout Etat, l'Etat prolétarien représente un appareil de contrainte et cet appareil est maintenant dirigé contre les ennemis de la classe ouvrière. Sa mission est de briser et de rendre impossible la résistance des exploités, employant dans leur lutte désespérée tous les moyens pour étouffer la révolution dans le sang. D'autre part, la dictature du prolétariat faisant officiellement de cette classe la classe gouvernante, crée une situation transitoire.

Dans la mesure où sera brisée la résistance de la bourgeoisie, elle sera expropriée et se transformera en une masse laborieuse ; la dictature du prolétariat disparaîtra, l'Etat mourra et les classes sociales finiront avec lui.

La soi-disant démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée. « La volonté populaire » tant prônée est une fiction, comme l'unité du peuple. En fait, des classes existent dont les intérêts contraires sont irréductibles. Et comme la bourgeoisie n'est qu'une minorité insignifiante, elle utilise cette fiction, cette prétendue « volonté populaire », afin d'affermir, à la faveur de belles phrases, sa domination sur la classe ouvrière, afin de lui imposer la volonté de sa classe. Au contraire, le prolétariat constituant l'énorme majorité de la population, use ouvertement de sa puissance de ses organisations de masses, de ses soviets, pour écarter les privilèges de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classes.

L'essence de la démocratie bourgeoise réside dans une reconnaissance purement formelle des droits et des libertés, précisément inaccessibles au prolétariat et aux éléments à demi-prolétariens, à cause du manque de ressources matérielles, tandis que la bourgeoisie a toutes les possibilités de tirer parti de ces ressources matérielles, de sa presse et de son organisation pour mentir au peuple et le tromper. Au contraire, l'essence du système des Soviets, — de ce nouveau type de pouvoir gouvernemental, — consiste en ce que le prolétariat reçoit la possi-

bilité d'assurer en fait ses droits et sa liberté. Le pouvoir du Soviet remet au peuple les plus beaux palais, les maisons, les typographies, les réserves de papier, etc., pour sa presse, ses réunions, ses syndicats. Ce n'est qu'alors que devient vraiment possible la démocratie prolétarienne.

Avec son système parlementaire la démocratie bourgeoise ne donne qu'en paroles le pouvoir aux masses, et leurs organisations sont complètement écartées et du pouvoir véritable et de la véritable administration du pays. Dans le système des Soviets, les organisations des masses gouvernent et, par elles, les masses elles-mêmes, les Soviets appelant à l'administration de l'Etat un nombre toujours plus grand d'ouvriers; et ce n'est que de cette façon que tout le peuple ouvrier est peu à peu appelé à prendre part effectivement au gouvernement de l'Etat. Le système des Soviets s'appuie de la sorte sur les organisations des masses prolétariennes, représentées par les Soviets mêmes, les unions professionnelles révolutionnaires, les coopératives, etc.

La démocratie bourgeoise et le parlementarisme, par la division des pouvoirs législatif et exécutif et l'absence du droit de rappel des députés, achèvent de séparer les masses de l'Etat. Au contraire, le système des Soviets, par son droit de rappel, par la réunion des pouvoirs législatif et exécutif, et, conséquemment, par l'attitude des Soviets à constituer des collectivités de travail, lie les masses aux organes des administrations. Ce lien est encore affermi par le fait que, dans le système des Soviets, les élections ne se font pas d'après les subdivisions territoriales artificielles, mais coïncident avec les unités locales de la production.

Le système des Soviets assure de la sorte la possibilité d'une véritable démocratie prolétarienne, démocratie pour le prolétariat et dans le prolétariat, dirigée contre la bourgeoisie. Dans ce système, une situation prédominante est assurée au prolétariat industriel, auquel appartient, par suite de sa meilleure organisation et de son plus grand développement politique, le rôle de classe dirigeante, dont l'hégémonie permettra au demi-prolétariat et à la pauvreté paysanne de s'élever progressivement. Ces supériorités momentanées du prolétariat industriel doivent être utilisées pour arracher les masses non possédantes de la petite-bourgeoisie paysanne à l'influence des gros propriétaires ruraux et de la bourgeoisie pour les organiser et les appeler à collaborer à la construction communiste.

L'expropriation de la bourgeoisie et la socialisation des moyens de production

La décomposition du système capitaliste et de la discipline capitaliste du travail rendent impossible, étant donné les relations entre les classes, la reconstitution de la production sur les anciennes bases. La lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires, même en cas de succès, n'amène pas l'amélioration espérée des conditions d'existence, l'augmentation du prix des produits annulant inévitablement chaque succès. La lutte énergique des ouvriers pour l'augmentation des salaires dans les pays dont la situation est évidemment sans es-

poir, par son caractère impétueux et passionné, par sa tendance à la généralisation, rend impossibles dorénavant les progrès de la production capitaliste. L'amélioration de la condition des ouvriers ne pourra être atteinte que lorsque le prolétariat lui-même s'emparera de la production. Pour élever les forces productrices de l'économie, pour briser au plus vite la résistance de la bourgeoisie, qui prolonge l'agonie de la vieille société, créant par là même le danger d'une complète ruine de la vie économique, la dictature prolétarienne doit réaliser l'expropriation de la grosse bourgeoisie et de la noblesse et faire des moyens de production et de transport la propriété collective de l'Etat prolétarien.

Le communisme naît maintenant sur les débris de la société capitaliste; l'histoire ne laissera pas d'autre issue à l'humanité. Les opportunistes, dans leur désir de retarder la socialisation par leur utopique revendication du rétablissement de l'économie capitaliste, ne font qu'ajourner la solution de la crise et créer la menace d'une ruine totale, tandis que la révolution communiste apparaît pour la vraie force productrice de la société, pour le prolétariat — et avec lui, pour toute la société — comme le meilleur, le plus sûr moyen de salut.

La dictature prolétarienne n'entraîne aucun partage des moyens de production et de transport. Au contraire, sa tâche est de réaliser une plus grande centralisation des moyens et la direction de toute la production selon un plan unique.

Le premier pas vers la socialisation de toute l'économie comporte nécessairement les mesures suivantes : socialisation des grandes banques qui dirigent maintenant la production; prise en mains par le pouvoir prolétarien de tous les organes de l'Etat capitaliste régissant la vie économique; prise en mains de toutes les entreprises communales; socialisation des branches d'industrie trustées ou syndiquées; de même, socialisation des branches d'industrie dont le degré de concentration rend la socialisation techniquement possible; socialisation des propriétés agricoles et leur transformation en entreprises agricoles dirigées par la société.

Quant aux entreprises de moindre importance, le prolétariat doit, en tenant compte de leur grandeur, les socialiser peu à peu.

Il importe de souligner ici que la petite propriété ne doit pas être expropriée et que les petits propriétaires n'exploitant pas le travail d'autrui, ne doivent subir aucune violence. Cette classe sera peu à peu attirée dans la sphère d'organisation sociale, par l'exemple et la pratique démontrant la supériorité de la nouvelle structure sociale qui libère la classe des petits paysans et la petite-bourgeoisie du joug des gros capitalistes, de toute la noblesse, des impôts excessifs (principalement par suite de l'annulation des dettes d'Etat, etc.).

La tâche de la dictature prolétarienne dans le domaine économique n'est réalisable que dans la mesure où le prolétariat saura créer des organes de direction de la production centralisée et réaliser la gestion par les ouvriers eux-mêmes. A cette fin, il sera contraint de tirer parti de celles de ses

organisations de masses qui sont liées le plus étroitement avec le processus de la production.

Dans le domaine de la répartition, la dictature prolétarienne doit réaliser le remplacement du commerce par une juste répartition des produits. Parmi les mesures à cette fin indispensables, il faut indiquer : la socialisation des grandes entreprises commerciales, la transmission au prolétariat de tous les organes de répartition de l'Etat et des municipalités bourgeoises ; le contrôle des grandes unions coopératives dont l'appareil organisateur aura encore, pendant la période de transition, une importance économique considérable, la centralisation progressive de tous ces organes et leur transformation en un tout unique pour la répartition rationnelle des produits.

De même que dans le domaine de la production, dans celui de la répartition, il importe d'utiliser tous les techniciens et les spécialistes qualifiés — sitôt que leur résistance dans le domaine politique aura été brisée, et qu'ils seront en état de servir, au lieu du capital, le nouveau système de production.

Le prolétariat n'a pas l'intention de les opprimer : au contraire, lui seul leur donnera le premier la possibilité de développer l'activité créatrice la plus énergique. La dictature prolétarienne remplacera la division du travail physique et intellectuel, propre au capitalisme, par l'union, réunissant ainsi le travail et la science.

En même temps qu'il expropriera les fabriques, les mines, les propriétés, etc., le prolétariat doit mettre fin à l'exploitation de la population par les capitalistes propriétaires d'immeubles, transmettre les grandes habitations aux Soviets ouvriers locaux, installer la population ouvrière dans les appartements bourgeois, etc.

Au cours de cette immense transformation, le pouvoir des Soviets doit, d'une part, échafauder un énorme appareil de gouvernement toujours plus centralisé dans sa forme, et, d'autre part, doit appeler à un travail de direction immédiat des couches toujours plus grandes du peuple travailleur.

Le chemin de la victoire

La période révolutionnaire exige que le prolétariat use d'une méthode de lutte qui concentre toute son énergie, à savoir l'action directe des masses jusques et y compris sa suite logique, le choc direct, la guerre déclarée avec la machine gouvernementale bourgeoise. A ce but doivent être subordonnés tous les autres moyens, tels que, par exemple, l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme bourgeois.

Les conditions préliminaires indispensables à cette lutte victorieuse sont : la rupture, non seulement avec les laquais directs du capital et les bourgeois de la révolution communiste, — dont les social-démocrates de droite assument aujourd'hui le rôle, — mais encore la rupture avec le « Centre » (groupe Kautsky), qui, au moment critique, abandonne le prolétariat et lie partie avec ses ennemis déclarés.

D'un autre côté, il est nécessaire de réaliser un

bloc avec ces éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, bien qu'ils n'aient pas appartenu auparavant au parti socialiste, se placent maintenant en tout et pour tout sur le terrain de la dictature prolétarienne sous sa forme soviétiste, c'est-à-dire avec les éléments correspondants du syndicalisme.

L'accroissement du mouvement révolutionnaire dans tous les pays, le danger, pour cette révolution, d'être étouffée par la ligue des Etats bourgeois, les tentatives d'union des partis traîtres au socialisme (formation de l'Internationale jaune, à Berne), dans le but de servir basement la ligue de Wilson, — et enfin la nécessité absolue pour le prolétariat de coordonner ses efforts, — tout cela nous conduit inévitablement à la fondation de l'Internationale communiste, véritablement révolutionnaire et véritablement prolétarienne.

L'Internationale qui se révélera capable de subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays, — alors que sans cette aide mutuelle, économique et autre, le prolétariat n'est pas en état d'édifier une société nouvelle. D'autre part, en opposition à l'Internationale socialiste jaune, l'Internationale prolétarienne et communiste soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement final du système impérialiste mondial.

Les malfaiteurs du capitalisme affirmaient au début de la guerre mondiale qu'ils ne font tous que défendre leur patrie. Mais l'impérialisme allemand révéla sa nature bestiale par une série de sanglants forfaits commis en Russie, en Ukraine, en Finlande. Maintenant se révèlent à leur tour, même aux yeux des couches les plus arriérées de la population, les puissances de l'Entente qui pillent le monde entier et assassinent le prolétariat. D'accord avec la bourgeoisie allemande et les social-patriotes, le mot de paix sur les lèvres, elles s'efforcent d'écraser, à l'aide de tanks et de troupes coloniales incompréhensibles et barbares. La terreur blanche des bourgeois-cannibales a été indescriptiblement féroce. Les victimes dans les rangs de la classe ouvrière sont innombrables ; elle a perdu ses meilleurs champions : Liebknecht, Rosa Luxembourg.

Le prolétariat doit se défendre en tout état de choses. L'Internationale communiste appelle le prolétariat mondial à cette lutte décisive. Arme contre arme ! Force contre force ! A bas la conspiration impérialiste du capital ! Vive la République internationale des Soviets prolétaires !

DISCOURS DU CAMARADE TROTSKY

Camarade L. TROTSKY (Russie). — Le camarade Albert a dit que l'armée rouge est souvent en Allemagne un objet de la discussion, et si je l'ai bien compris, elle inquiète aussi MM. Ebert et Scheidemann dans leurs nuits d'insomnie, c'est-à-dire qu'ils craignent l'irruption menaçante de l'Armée rouge en Prusse Orientale. En ce qui concerne l'irruption, le camarade Albert peut bien tranquil-

liser les maîtres actuels de l'Allemagne : heureusement ou malheureusement — cela dépend du point de vue — nous n'en sommes pas encore là actuellement. En tous cas, en ce qui concerne les invasions qui nous menacent, notre situation est aujourd'hui bien meilleure qu'à l'époque de la paix de Brest-Litovsk. C'est là une chose tout à fait certaine. A cette époque, nous étions encore des enfants quant au développement général du gouvernement soviétique ainsi que de celui de l'Armée rouge. A cette époque, celle-ci s'appelait encore la Garde rouge. Depuis longtemps, cette appellation n'existe plus chez nous. La Garde rouge était composée des premières troupes de partisans, des sections improvisées d'ouvriers révolutionnaires, qui, poussés par leur esprit révolutionnaire, étendirent la Révolution prolétarienne, depuis Pétrograd et Moscou, sur tout le territoire russe. Cette période dura jusqu'à la première rencontre de cette Garde rouge avec les régiments allemands réguliers, où l'on vit clairement que ces groupes improvisés n'étaient pas à même de fournir à la République socialiste révolutionnaire une véritable protection dès qu'il ne s'agissait plus seulement de vaincre la contre-révolution russe, mais de rejeter une armée disciplinée.

Et c'est depuis que commence le revirement dans l'état d'esprit de la classe ouvrière relativement à l'armée, et aussi le changement des méthodes d'organisation de celle-ci. Sous la pression de la situation nous avons procédé à la construction d'une armée bien organisée, ayant une conscience de classe. Car dans notre programme il y a la milice populaire. Mais parler de la milice populaire, de cette revendication politique de la démocratie, dans un pays gouverné par la dictature du prolétariat, est une chose impossible, car l'armée est toujours liée très étroitement au caractère de la puissance qui détient le pouvoir. La guerre, comme disait le vieux Clausewitz, est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens. Et l'armée est l'instrument de la guerre et doit correspondre à la politique. Le gouvernement est prolétarien et, dans sa composition sociale, l'armée doit elle aussi correspondre à ce fait.

C'est ainsi que nous avons introduit le cens dans la composition de l'armée. Depuis le mois de mai de l'année dernière, nous sommes passés de l'armée volontaire, de la Garde rouge, à l'armée qui repose sur le service militaire obligatoire, mais nous n'y admettons que les prolétaires, ou les paysans n'exploitant pas de main-d'œuvre extérieure.

Il est impossible de parler sérieusement d'une milice populaire en Russie, lorsqu'on tient compte du fait que nous avons, et que nous avons encore plusieurs armées de classe ennemies sur le territoire de l'ancien empire du tsar. Nous avons même, par exemple, sur le territoire du Don, une armée monarchique, dirigée par des officiers cosaques, composée d'éléments bourgeois et de riches paysans cosaques. Puis nous avions, dans la contrée de la Volga et de l'Oural, l'armée de la Constituante, qui était aussi, selon sa conception, l'armée « populaire », comme on l'appelait. Cette armée s'est dis-

soute très rapidement. Ces messieurs de la Constituante ont eu le dessous, ils ont quitté le terrain de la démocratie de la Volga et de l'Oural d'une manière tout à fait involontaire et ont cherché chez nous l'hospitalité du gouvernement soviétique. L'amiral Koltchak a simplement mis en état d'arrestation le gouvernement de la Constituante, et l'armée s'est développée en une armée monarchique. Dans un pays qui se trouve en état de guerre civile on ne peut donc construire une armée que sur le principe de classe. C'est bien ce que nous avons fait — et avec succès d'ailleurs.

La question des chefs militaires a soulevé pour nous de grandes difficultés. Evidemment, le premier souci, c'était d'éduquer des officiers rouges, recrutés dans les rangs de la classe ouvrière et parmi les fils de paysans aisés. Dès le début nous avons procédé à ce travail, et même ici, devant la porte de cette salle, vous pouvez voir bien des « sergents » rouges qui, dans peu de temps, entreront comme officiers rouges dans l'armée soviétique. Nous en avons un assez grand nombre. Je ne veux pas donner de chiffre, car un secret de guerre est toujours un secret de guerre. Le nombre — dis-je — en est assez grand, mais nous ne pouvions pas attendre que les jeunes sergents rouges soient devenus des généraux rouges, car l'ennemi ne voulait pas nous laisser un aussi long temps de repos. Pour puiser avec succès dans cette réserve et en prendre bien des hommes capables, nous devions nous adresser aussi aux anciens chefs militaires. Nous n'avons évidemment pas cherché nos officiers dans la couche brillante des gens de cour militaires, mais parmi les éléments plus simples nous avons recruté des forces tout à fait capables, qui nous aident maintenant à combattre leurs anciens collègues. D'une part, des bons et loyaux éléments composant l'ancien corps d'officiers, auxquels nous avons adjoint de bons communistes comme commissaires, et d'autre part, des meilleurs éléments parmi les soldats, les ouvriers, les paysans, pour les postes de commandements inférieurs. De cette manière, nous avons composé un corps d'officiers rouges.

Depuis que la République soviétique existe en Russie, elle a toujours été forcée de faire la guerre et elle la fait encore aujourd'hui. Nous avons un front de plus de 8.000 kilomètres. Au sud et au nord, à l'est et à l'ouest, partout, les armes à la main, on nous combat et nous sommes obligés de nous défendre. Et Kautsky nous a même accusés de cultiver le militarisme. Or, je pense que si nous voulons conserver le pouvoir aux ouvriers, nous devons nous défendre sérieusement. Pour nous défendre, nous devons apprendre aux ouvriers à faire usage des armes qu'ils forgent. Nous avons commencé par désarmer la bourgeoisie et à armer les ouvriers. Si c'est là du militarisme, bien, alors nous avons créé notre militarisme socialiste et nous persévérons fermement en nous appuyant sur lui.

A cet égard, notre situation en août dernier était bien mauvaise; non seulement nous étions encerclés, mais le cercle contournait d'assez près Moscou. Depuis cette époque, nous avons élargi le cercle de

plus en plus et, dans les derniers six mois, l'Armée rouge a regagné à l'Union soviétique pas moins de 700.000 kilomètres carrés, avec une population d'environ 42 millions d'habitants, 16 gouvernements avec 16 grandes villes dans lesquelles la classe ouvrière avait et a coutume de mener une âpre lutte. Et aujourd'hui encore, si de Moscou vous tirez sur la carte une ligne dans une direction quelconque en la prolongeant, vous trouverez partout un paysan russe, un ouvrier russe au front qui, dans cette nuit froide, se tient avec son fusil à la frontière de la République soviétique pour la défendre.

Et je puis vous assurer que les ouvriers communistes qui forment vraiment le noyau de cette armée se conduisent non seulement comme l'armée de protection de la République socialiste russe, mais aussi comme l'Armée rouge de la III^e Internationale. Et si nous avons aujourd'hui la possibilité de donner l'hospitalité à cette conférence communiste pour remercier pour une fois nos frères de l'Europe occidentale de l'hospitalité qu'ils nous ont donnée pendant des dizaines d'années, nous le devons de notre côté aux efforts et aux sacrifices de l'Armée rouge, dans laquelle les meilleurs camarades de la classe ouvrière communiste agissent comme simples soldats, comme officiers rouges ou comme commissaires, c'est-à-dire comme les représentants directs de notre parti, du gouvernement soviétique, et qui, dans chaque régiment, dans chaque division, donnent le ton politique et moral, c'est-à-dire qui enseignent par leur exemple aux soldats rouges comment on lutte et on meurt pour le socialisme. Chez ces hommes, ce ne sont pas des paroles creuses, car elles sont suivies d'actes, et dans cette lutte nous avons perdu des centaines et des milliers des meilleurs ouvriers socialistes. Je pense qu'ils ne sont pas seulement tombés pour la République soviétique, mais aussi pour la III^e Internationale.

Et si aujourd'hui nous ne pensons même pas à envahir la Prusse Orientale — au contraire, nous serions tout à fait heureux si MM. Ebert et Scheidemann nous laissaient en paix — il est cependant

exact que, lorsque viendra le moment où les frères d'Occident nous appelleront à leur secours, nous répondrons : « Nous voici, pendant ce temps nous avons appris le maniement des armes, nous sommes prêts à lutter et à mourir pour la cause de la Révolution mondiale ! »

DISCOURS DE CLOTURE DE LENINE (7 mars 1919)

Ainsi, nous avons terminé notre travail.

Si nous avons pu nous réunir malgré toutes les difficultés et les répressions policières, si nous avons réussi, sans divergences essentielles, à prendre, en un court espace de temps, des décisions importantes sur toutes les questions brûlantes de l'époque révolutionnaire actuelle, c'est parce que les masses prolétariennes du monde entier ont mis toutes ces questions pratiquement à l'ordre du jour par leurs actes et ont commencé à les résoudre en fait.

Nous n'avons eu à résumer ici que ce que les masses ont déjà réussi à conquérir dans leur lutte révolutionnaire.

Le mouvement en faveur des Soviets s'étend toujours plus loin, non seulement dans les pays de l'Europe Orientale mais aussi dans ceux de l'Europe Occidentale, non seulement dans les pays vaincus mais aussi dans les pays victorieux comme l'Angleterre par exemple ; et ce mouvement n'est rien moins qu'un mouvement ayant pour but la création d'une nouvelle démocratie prolétarienne ; il est le progrès le plus considérable vers la dictature du prolétariat, vers la victoire complète du communisme.

Que la bourgeoisie du monde entier continue à sévir, qu'elle pourchasse, emprisonne et même assassine spartakistes et bolchéviks, cela ne lui servira de rien. Cela ne pourra qu'éclairer les masses et les déterminer à s'affranchir de leurs vieux préjugés bourgeois démocratiques et à se retremper dans la lutte. La victoire de la révolution prolétarienne est assurée dans le monde entier : La constitution de la République Soviétique Internationale est en marche.

S O M M A I R E

Editorial. — La bureaucratie centriste aux abois.....	1
Déclaration des bolcheviks-léninistes (opposition de gauche de l'I.C.) au Congrès mondial contre la guerre.....	4
Déclaration faite par les délégués de la Ligue Communiste à l'occasion du Congrès ouvrier et paysan contre la guerre des 2 et 3 juillet 1932.....	8
F. Gérard. — La politique du Congrès Rolland-Barbusse ou la voie de Lénine ?	12
L. Trotsky. — Bas les pattes devant Rosa Luxembourg.....	15
Lettre de Moscou	20
Férocî. — Démocratie et fascisme en Italie (à propos d'un néo-libéralisme)	25
Opposition Espagnole. — Thèse sur la question nationale adoptée par la 3 ^e Conférence	33
M. Dimakos. — Notre tactique dans le mouvement syndical en Grèce	37
Dans l'opposition internationale :	
Grèce. — Lettre ouverte de l'opposition grecque au P.C.	39
Amérique du Sud. — Le développement de l'opposition en Amérique latine	40
Discussion. — La grève générale en Allemagne.....	42
DOCUMENTS, THESES ET RESOLUTIONS DES QUATRE PREMIERS CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE	
45	
Le Premier Congrès de l'Internationale Communiste :	
Manifeste du 1 ^{er} Congrès.....	46
Discours d'ouverture de Lénine	50
Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne	51
Discours de Lénine	55
Résolution sur la fondation de l'Internationale Communiste	58
Plate-forme de l'Internationale Communiste	58
Discours du camarade Trotsky	61
Discours de clôture de Lénine	63

Compte
chèque postal :
P. FRANK 136-855

LA LUTTE DE CLASSES

9, RUE DU TRANSVAAL (20°)

Abonnements :
pour un an - - **20 fr.**
pour 6 mois - - **10 »**
pour 3 mois - - **5 »**

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE LA LIGUE COMMUNISTE

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

LA VÉRITÉ

Compte chèque postal : P. FRANK 136-855

JOURNAL BI-MENSUEL DE LA LIGUE COMMUNISTE

section française de l'opposition
communiste de gauche internationale

9, RUE DU TRANSVAAL-20°

Abonnements : pour un an 10 francs
pour 6 mois 5 francs pour 3 mois 3 francs

le foyer des Jeunes ouvriers

Permanences de 5^h à 7^h
Bibliothèque gratuite
Salle de lecture - distractions
Cours - Conférences



Pour tous renseignements
s'adresser à

**MEICHLER, 9, rue du
Transvaal, Paris (20°)**



*Sans théorie révolutionnaire,
par d'action révolutionnaire.*

LES
ÉDITIONS
REDER
7, PLACE SAINT-SULPICE - PARIS-VI*

ŒUVRES DE
LÉON TROTSKY

Vient de paraître :

LA RÉVOLUTION
PERMANENTE

Un volume in-8 écu de 340 pages..... 20 fr.



Précédemment parus :

MA VIE

ESSAI AUTOBIOGRAPHIQUE

Traduction de Maurice Parijanine

Trois volumes in-8 écu. Chaque volume, broché..... 16 50



LA RÉVOLUTION DEFIGURÉE

Un volume in-8 écu, broché..... 15 fr.



L'INTERNATIONALE COMMUNISTE
DEPUIS LÉNINE

Un volume in-8 écu, broché..... 20 fr.

A tout abonné à la « Vérité » ou à la « Lutte de Classes » réduction de 50 %